LA VIE INTELLECTUELLE

V. I. : Eglises humiliées.

A.-M. CARRE : Pourquoi des prêtres-ouvriers.

A.-Z. SERRAND : De la notion de totalité catholique.

A. FRISCH : L'Europe entre les Etats-Unis et l'Allemagne.

J. COINDRE : L'Histoire est-elle intelligible ?

LES SIGNES DU TEMPS

Décrets-lois.
Chronique du « maccarthysme » (suite).
Parler avec Tunis ?
Prendre les Vietnamiens au mot...
U.R.S.S. : La bombe H et les troupeaux.
Les accords hispano-américains.
Soyons forts pour être faibles, pense Neguib.
Le nœud triestin.
Le gouvernement Pella et les conflits sociaux.
Les partis anglais à la recherche d'un programme.
Berlin sans Reuter.
Hilaire Belloc, Anglais de France.

LETTRES — THEATRE — CINEMA

DOCUMENT : Les alternatives européennes de la France d'après la presse étrangère.

REVUE MENSUELLE

NOVEMBRE 1953

LES ÉDITIONS DU CERF_PARIS

SOMMAIRE

V. I. : **Eglises humiliées** 1

A.-M. CARRÉ : **Pourquoi des prêtres-ouvriers** 7

A. FRISCH : **L'Europe entre les Etats-Unis et l'Allemagne** 38

J. COINDRE : **L'histoire est-elle intelligible ?** 58

LES SIGNES DU TEMPS

Décrets-lois (H. MULLER) 71

Chronique du « maccarthysme » (*suite*) (J. MERCIER) 75

Parler avec Tunis ? (G. LUZY) 77

Prendre les Vietnamiens au mot... (P.-A. MARTEL) 82

La Birmanie et le communisme asiatique (A. VIATTE) 84

U.R.S.S. : La bombe H et les troupeaux (J. ROUNAULT) 88

Les accords hispano-américains (J. BÉCARUD) 91

Soyons forts pour être faibles, pense Neguib (J. NANTET)..... 94

Le nœud triestin (B. FÉRON) 96

Le gouvernement Pella et les conflits sociaux (R. NOUAT)..... 99

Les partis anglais à la recherche d'un programme (G. ROTTIER) 105

Berlin sans Reuter (J. FEST) 107

Azimuts : De la notion de totalité catholique (A.-Z. SERRAND). 110

PORTRAIT

Hilaire Belloc, Anglais de France (RENÉE HAYNES) 121

CHRONIQUES

Les romans (M. CHAVARDÈS et G. VENAISSIN) 126

Théâtre (H. GOUHIER) 131

Cinéma : La seconde carrière de Danielle Darrieux (J.-L. TALLENAY) 134

DOCUMENT

Les alternatives européennes de la France d'après la presse étrangère (J. THOMAS) 138

La Vie Intellectuelle

VINGT-CINQUIÈME ANNÉE. — NOVEMBRE 1953

Églises humiliées

Les nouvelles qui depuis quelques semaines arrivent en rafale de Pologne ont provoqué dans la part occidentale de la chrétienté beaucoup d'indignation. Mais le côté déjà rituel des protestations ou leur utilisation politique laisse sentir l'usure des consciences en passe de s'habituer à une litanie monotone d'attentats tous semblables les uns aux autres. L'événement n'étonne plus, et la réflexion par delà l'émotion légitime doit soutenir et fortifier le beau et nécessaire mouvement de fraternité chrétienne et de solidarité catholique. A défaut de cet essai d'approfondissement, la stupeur et la gêne resteront désagréablement mêlées à notre révolte et à notre douleur.

Les nouvelles polonaises nous proposent, en effet, l'image d'une Église qui subit la persécution dans l'humiliation. Un évêque, au bout d'un long temps de prévention, est condamné pour trahison après avoir reconnu publiquement que sa docilité à « la politique du Vatican »

l'a conduit à combattre les autorités légitimes de son pays et à nuire gravement à la nation polonaise : Mgr Kaczmarek, s'il s'estime juste invisiblement devant Dieu, parle le même langage que ses juges et leur accorde qu'il est criminel devant l'État. Peu de jours après, le primat de Pologne est brutalement arraché au gouvernement de son peuple; l'arbitraire du pouvoir civil le décrète déchu de toutes ses fonctions et le relègue dans le silence d'un couvent. Et pourtant le cardinal Wyszynski avait patiemment pratiqué ce qu'il faut bien appeler une politique de collaboration avec l'État communiste, appliquant littéralement le fameux accord d'avril 1950 que certaines autorités romaines paraissaient considérer comme une concession abusive. Enfin, les restes de l'épiscopat encore en liberté se réunissent en conférence, se donnent un président, ce qui est reconnaître le fait accompli, et, loin de manifester quelque réprobation du coup qui vient d'être porté à leur Église, multiplient les protestations de loyalisme et s'engagent à une collaboration qu'on promet cette fois devoir être sans défaillance.

Les images de Quo Vadis, *les souvenirs des cirques et des faisceaux de l'Empire romain nous sont de peu de secours pour penser des événements d'un style nouveau. La persécution que mène le communisme est habile à ne pas dire son nom, soucieuse de ne pas faire de martyrs. Un chrétien sait que, dans ce qui se passe à l'Est, une part revient à l'Esprit-Saint, une autre appartient au démon, mais dire exactement lesquelles est impossible sans un charisme supranaturel que nous ne possédons pas. Satan, certes, multiplie ses ruses, et une persécution, surtout lorsqu'elle est hypocrite, est une manifestation du mystère d'iniquité. Le tourment inédit que subissent les malheureux auxquels est refusée la gloire du*

témoignage devant le monde et qui doivent abdiquer la plus légitime fierté humaine fait sans doute monter inimaginablement ceux qui paraissent descendre : on touche là obscurément au secret des Béatitudes et au mystère de l'Esprit. La reconnaissance de ce double mystère — mystère de mal et mystère de bien — ne nous dispense pas de l'intelligence d'une situation historique que le devoir est de comprendre.

La société communiste est une société totalitaire ; elle réclame le tout de l'homme et elle fait de la politique un absolu. L'existence d'une Église ne peut être alors tolérée que dans la mesure où celle-ci accepte de subordonner étroitement toute son activité aux buts politiques d'une communauté pour laquelle tout dissentiment est dissidence et toute dissidence trahison. L'Église catholique, société universelle, surnaturellement ouverte, ne peut que porter témoignage contre ce totalitarisme, et comme en même temps elle se veut société parfaite, enveloppant elle aussi tout l'homme, le soumettant, au public comme au privé, aux maximes de sa morale, elle est considérée par le totalitarisme communiste comme un totalitarisme ennemi. Alors, puisque l'Église nie le totalitarisme de l'État, l'État nie la totalité de l'Église qui le nie. Cette négation réciproque fait la dialectique d'une persécution alors nécessaire. La situation historique dans les démocraties populaires a sa vérité dans une dure guerre qui oppose deux essences contraires : d'où la vanité de se complaire dans l'espoir d'un partage pacificateur d'autorité et d'influence entre l'Église catholique et l'État communiste, l'une gouvernant seule le spirituel, l'autre seul compétent au temporel. Rêve inconsistant, car, pour chacun des antagonistes, l'autre réclame tout.

Aussi la coexistence pacifique entre ces deux puissances ne peut-elle être que tactique et toute provisoire.

Même quand elle s'essaie à collaborer, une Église comm l'Église polonaise a des raisons que la raison marxist ne pénètre pas, et elle pourra à tout instant être prise e flagrant délit d'opposition politique. De son côté, u homme d'État polonais marxiste, de cette orthodoxi stalinienne qui n'a pas été récusée dans ses principes pense toutes choses politiquement, il considère inévita blement toute Église comme une force politique. Il a, vrai dire, quelques circonstances atténuantes : priv d'instinct spirituel et réduit à un regard charnel, il voit à l'Est, une Église orthodoxe prosternée devant le pou voir et répercutant les mots d'ordre de la propagand soviétique ; il voit à l'Ouest, et plus particulièrement en Amérique, en Allemagne occidentale ou en Espagne, des Églises approuver en gros et parfois servir dans le détai des politiques gouvernementales terriblement déterminées. Puisqu'une Église fait nécessairement de la politique, si l'Église polonaise ne fait pas exactement la politique de son gouvernement, elle doit faire la politique des autres. Nous retrouvons la logique persécutrice dont sont responsables — les évêques polonais avaient su le dire — le marxisme plutôt que les marxistes, les idées plus que les hommes.

Le sort des catholiques polonais n'est donc pas tout à fait semblable à celui des premiers chrétiens dans l'Empire romain, et il fait plutôt penser à la situation des catholiques français aux temps de la Révolution et de l'Empire napoléonien, sous des régimes déjà totalitaires par bien des aspects. Les uns (on n'évoque pas la foule des inconscients et des apathiques) avaient choisi l'émigration au dehors ou la conspiration au dedans ; ils paraissaient avoir conclu un pacte avec la noblesse, l'honneur et la fidélité ; d'autres semblaient plier, récusant sans élégance toute solidarité avec l'ancien régime

vaincu, prêtant s'il le fallait les serments les plus humiliants à la loi républicaine ou à la révolutionnaire légalité impériale, pourvu qu'il n'y eût rien de religieusement schismatique dans leur loyalisme civique. Il fallait être, d'un mot, Cadoudal ou M. Emery, et il y avait au fond plus de pureté chrétienne, plus de résistance efficace, plus de sens de l'histoire et de sens théologique dans l'opportunisme du patient sulpicien que dans tous les héroïsmes à la mode vendéenne. Si l'Église polonaise fait la politique de M. Emery, souvenons-nous, avant de nous irriter, de tout ce que M. Emery a sauvé chez nous ; pensons que nous sommes entrés dans une ère où les saints, liés par quelle mystérieuse puissance, n'ont plus la liberté d'être des héros et où les chrétientés humiliées sont peut-être plus dociles à l'Esprit-Saint que celles qui sont extérieurement honorées et paraissent temporellement triomphantes.

La figure que prend le monde des démocraties populaires où les cardinaux sont l'un après l'autre emmurés vivants, où clercs et laïcs catholiques font entendre d'étranges paroles plus énigmatiques que des silences, est-elle le destin définitif d'une moitié d'univers ? Les chances d'un apaisement sont minces dans l'immédiat. Aujourd'hui, l'opposition des doctrines est sans issue. Le seul dialogue possible semble être entre les hommes. Si les uns vivent en vérité leur foi chrétienne dans l'Église en tâchant de se dégager des pesanteurs sociologiques, si les autres souffrent du sectarisme qui marque actuellement la pensée communiste, alors peut-être leur antagonisme pourrait-il se transformer en tension féconde. Les humiliations d'aujourd'hui n'auraient pas seulement alors un sens surnaturel qui peut suffire ; elles prendraient la signification d'une préparation et d'une germination pour l'histoire de demain. — V. I.

A NOS LECTEURS, A NOS ABONNÉS

Les *lecteurs de* La Vie Intellectuelle *auront salué avec joie le retour d'Étienne Borne dans notre équipe de rédaction. Ils partageront aussi notre peine que ce retour coïncide avec la disparition de* Terre Humaine. *Dans cette revue qu'il lança en janvier 1951 et dont il assumait la direction, un groupe de laïcs s'efforçait à une recherche de culture humaine et de pensée politique qui tiennent compte de l'inspiration chrétienne sans se soucier des tactiques des partis et des conformismes de chapelle. A cette clairvoyance, à cette passion désintéressée, à cet effort qui n'a pas été vain,* La Vie Intellectuelle *n'offre ni une retraite ni un refuge, mais, avec une audience nouvelle, un même engagement au service de la liberté du chrétien.*

Dans la « Lettre à tous et à chacun », qui ouvre le dernier numéro de Terre Humaine, *Étienne Borne, en accord avec la direction de* La Vie Intellectuelle, *propose le service de notre revue à ceux de ses abonnés qui accepteront cette solution. Et il ajoute : « J'ai accepté d'écrire régulièrement dans* La Vie Intellectuelle *à partir du mois d'octobre.* La Vie Intellectuelle *assure à moi-même, ainsi qu'à ceux de notre équipe qui voudront bien m'imiter, une exacte liberté d'expression — sans que j'assume dans l'orientation de cette Revue d'autre responsabilité que celle d'un ami de toujours redevenu un collaborateur assidu. »*

Cette promesse a déjà été tenue dans le dernier numéro et elle va l'être régulièrement[1]. *Quel que soit l'avenir qui lui est promis, Étienne Borne trouvera, aujourd'hui comme dans le passé, l'occasion de continuer l'action d'une pensée soucieuse de vérité et de liberté.* — V. I.

1. Dans son prochain numéro *La Vie Intellectuelle* publiera, sous la signature d'Étienne Borne, un article sur le livre du P. Congar : *Jalons pour une théologie du laïcat.*

POURQUOI DES PRÊTRES-OUVRIERS

Bilan d'un passé.

Un peu d'histoire est nécessaire. La parole du pape Pie XI est dans toutes les mémoires. Mais peut-être l'Église n'a-t-elle jamais perdu la classe ouvrière, nous voulons dire la classe ouvrière *comme telle*. Elle a vu, elle continue de voir une foule immense d'hommes et de femmes échapper à son influence salvatrice. Le milieu, lui, dans sa réalité sociale massive, s'est formé sans l'Église dès la naissance de la grande industrie. Nous avons là un phénomène éclatant de non-christianisation, entraînant comme conséquence l'apostasie pratique de millions d'individus. La foi très enracinée en certaines régions de France a pu opposer des digues efficaces à cette marée dévastatrice, mais on n'exagère point en parlant d'une absence de Dieu — plus que d'une perte de Dieu — proprement terrifiante en cette classe ouvrière presque tout entière athée (bien qu'un grand nombre de ses membres soient baptisés), « déjà athée avant que le communisme s'y soit introduit et lui

ait, en quelque sorte, fourni une philosophie[1] » et donné l'élan passionnel inhérent à tout messianisme.

Sur l'état chrétien de notre pays des statistiques ont été publiées. A divers égards elles corrigent des jugements trop sévères et prouvent que l'abbé Godin avait raison de mettre un point d'interrogation après le titre de son célèbre manifeste : *France pays de mission?* Certains enquêteurs ont cédé, d'ailleurs, à l'optimisme, et l'abbé Boulard a rectifié leurs conclusions en déclarant que si 94 % de Français sont baptisés, 29 % seulement accomplissent le devoir pascal. Mais ne nous leurrons pas : si cette proportion reste importante, elle s'explique par les chiffres fournis par les départements demeurés traditionnellement chrétiens et ne doit pas faire oublier les indications de sens inverse. Surtout, en ce qui nous concerne, le décalage que l'on remarque entre les baptisés et les pratiquants vient de l'attitude indifférente ou hostile de l'immense majorité des ouvriers. Les paroisses « bourgeoises » ont aussi leurs infidèles, mais sont-elles comparables à cette paroisse ouvrière de quarante mille âmes où l'un des vicaires, invité à y trouver douze vrais travailleurs manuels qui fussent bons chrétiens, ne put relever le défi ?

Aussi l'abbé Boulard a-t-il écrit : « La France, *dans son ensemble,* n'est pas un pays de mission. Mais il y a, en France, certaines zones géographiques... où une fraction notable de la population a rompu les attaches traditionnelles avec l'Église (il faudrait y ajouter la plupart des très grandes villes), et cela constitue bien un réel problème missionnaire. Il y a aussi — réalité plus grave encore — des couches *sociologiques* d'importance

1. « Les prêtres-ouvriers », document du C.I.C., publié par *La Vie Intellectuelle* de juillet 1952, p. 145.

non secondaire, dans lesquelles l'Église n'est pas efficacement présente, et ce fait constitue un authentique problème de mission[2]. »

En est-il beaucoup, parmi nous, qui aient vraiment pris conscience de ce problème aux dimensions gigantesques ? Le monde ouvrier est étranger, au sens le plus fort, le plus affreux du mot, étranger à l'Église, laïcisé jusque dans son inconscient. L'évêque de Nancy l'a rappelé récemment à ses prêtres[3]. Et ceux-là mêmes qui prétendent, avec raison, connaître la mentalité des ouvriers en vertu de rencontres humaines, ou du fait de leurs constantes responsabilités d'ordre professionnel, ont rarement le moyen de constater l'étendue du désastre en matière religieuse.

Depuis cent ans, les liens que l'Église catholique a maintenus avec les autres milieux, où elle se développait ou regagnait le terrain perdu, ont rendu la situation plus grave encore. Car si l'Église est universelle, si un même *Credo* la régit d'un bout de l'univers à l'autre, en chaque pays elle prend un visage particulier, façonné par les mœurs des croyants. L'Église de France, depuis cent ans, continue de vivre l'universel *Credo* et, par elle, tout racheté peut s'abreuver aux sources du Salut, mais son visage humain, son visage d'aujourd'hui visible à la totalité d'un peuple, qui l'a façonné ? Les milieux sociaux où elle trouve ses fidèles, recrute ses prêtres, et qui lui ont imposé (par la force des choses, selon la loi de la vie) son style d'existence, son art, sa culture, sa mentalité. Étranger à de tels milieux, le monde des tra-

2. « Sur la pratique religieuse en France », lettre à *La Croix*, 3 février 1953. Un exemple : Dans la paroisse Saint-Hippolyte à Paris (13e arrondissement), 0,5 % des travailleurs manuels et 2,5 % des ouvrières habitant le territoire participent à la messe dominicale.

3. Conférence résumée par *La Croix*, 17 septembre 1952.

leurs manuels se déclare étranger aussi à l'Église où il ne se *reconnaît* pas.

D'autant que le monde ouvrier ne restait pas inactif pendant ce temps-là. Il ajustait à son travail, et à des conditions longtemps périlleuses et incertaines, ses manières collectives d'être, de penser, d'agir. De plus nous le voyons travaillé, soulevé par l'irrépressible besoin de *la promotion ouvrière*. « Nous devons constater, écrit l'abbé Pézeril, que le prolétariat se croit présentement à la fois le défenseur et le détenteur des valeurs de bien commun : celles-ci au dehors lui semblent foulées aux pieds, et la meilleure preuve à ses yeux en est le sort qu'on lui fait. Que veut-il? Imposer un régime pour tous. Il pense qu'un régime de cette sorte, dans l'état actuel des choses, ne peut se constituer sans emprunter au peuple ses ressources intérieures et un capital d'expérience inemployé... [4] »

Appelons cette exigence la volonté de devenir adulte : de recevoir, et plus encore de donner, comme un adulte. Le demi-siècle qui vient de s'écouler a vu se marquer les étapes de cette évolution aux conséquences incalculables. Il convient, d'ailleurs, de ne pas confondre sous le mot évolution deux réalités, pratiquement jointes, mais de nature différente.

Les revendications de la classe ouvrière, devant les injustices qui affectent son sort matériel et son sort culturel (vu qu'elle ne participe à peu près pas à la direction de l'État dans ses grands Corps ou son enseignement), sont une chose. Autre est la tendance générale du mouvement ouvrier qui vient d'être définie : édifier un monde nouveau, valable pour tous les groupes

4. « Situation des prêtres-ouvriers », *La Revue libre*, octobre 1952.

humains, une forme inédite de société. On dépasse alors le plan économique et la revendication pour saisir des objectifs plus amples. S'il n'y a pas à revêtir le prolétariat de ce nouveau « droit divin » que dénonçait Bernanos, les résultats déjà atteints sont tels que l'*Osservatore Romano* a pu affirmer : « Le mouvement ouvrier constitue aujourd'hui le point ferme autour duquel se dévide la trame de l'évolution de la société actuelle, dans le déclin désormais inévitable de la phase capitaliste, pour un système de vie et des rapports plus moraux et plus humains [5]. »

Malheureusement le bouleversement s'opère au sein d'une lutte des classes, maintes fois refusée par la doctrine chrétienne, effective pourtant, et dont le premier résultat a été de rendre encore plus étrangère aux milieux ouvriers cette Église que l'histoire récente montre liée à d'autres classes, adversaires précisément et sommées de respecter la justice.

Le premier effort, afin de combler un tel fossé, jaillit de la rencontre entre l'abbé Cardjin et le pape Pie XI. Et ce fut le printemps de la J.O.C., voici vingt-cinq ans. L'élément pédagogique y était majeur, pour la découverte des richesses du *Credo* et de la vie avec le Christ au sein du Corps mystique. Au nom de la dignité

5. Édition hebdomadaire en langue française, août 1952. Cf. « Les valeurs morales du mouvement ouvrier », par R. Battistella, dans le n° du 12 septembre 1952.

« Ce n'est donc pas par hasard ni même tout premièrement et uniquement par un amour évangélique des pauvres, que le choc missionnaire s'est produit dans le monde prolétarien. C'est que ce monde est le lieu matériel et spirituel de cette transformation, constituant ainsi la terre inconnue qui hante le missionnaire » (*L'Actualité religieuse dans le monde,* 15 juillet 1953, p. 18). — « Ainsi échapperait à son devoir social le catholique qui se refuserait à envisager ce que l'on appelle actuellement la promotion ouvrière » (S. Exc. Mgr Richaud, *Mandement de Carême,* 1953).

humaine les « revendications » d'ordre social ne manquaient pas, mais l'inspiration était surtout missionnaire.

L'évolution, dont nous venons de rappeler le sens et la portée, se poursuivant à un rythme accéléré, il fallut faire face à des besoins nouveaux. Après plusieurs tentatives pour trouver une formule adaptée, c'est l'Action catholique ouvrière (A.C.O.) qui poursuit aujourd'hui, parmi les adultes, le travail que continue d'accomplir, chez les jeunes, la J.O.C. Son but est de témoigner de la Bonne Nouvelle, en équipes apostoliques étroitement unies et solidement préparées à cette tâche. Missionnaire avec l'Église et mandatée par elle, l'A.C.O. est ouverte à tous les travailleurs manuels chrétiens, donc à des *laïcs*.

Nous soulignons ce mot car, avant d'aller plus loin, il importe de préciser que telle nous apparaît la forme *normale* de l'évangélisation dans un milieu de travail et de vie déterminé. Le rôle habituel du prêtre est différent; les moyens d'action propres à son sacerdoce ne le plongent pas directement là où des laïcs ont leur place et leur rôle providentiels. Ce que les laïcs ont à faire, S. Exc. Mgr Guerry l'a décrit avec netteté. Après avoir insisté sur le regroupement de tous les chrétiens dans l'unité de la foi (à quoi l'on ne peut préférer la conception marxiste de l'unité ouvrière), et sur la transcendance et l'indépendance de l'Action catholique « à l'égard de tous les mouvements d'action temporelle, si grande d'ailleurs que soit la valeur de ceux-ci dans leur ordre », Mgr Guerry a ainsi défini l'œuvre apostolique : « A partir des réalités concrètes de la vie ouvrière et des engagements de chaque chrétien dans toute sa vie, l'évangélisation consiste, pour les laïques apôtres, à annoncer, à faire passer, à traduire dans un langage

accessible aux milieux populaires, le message évangélique de la Rédemption sur l'unité surnaturelle de tous les hommes par la charité dans le Christ total qu'est l'Église [6]. »

Telle est bien la mission que des laïcs assument et, quels que soient les efforts tentés parallèlement, continueront d'assumer. Mais des prêtres ont senti impérieusement que, *comme prêtres,* ils devraient se livrer à une expérience apostolique que des laïcs n'avaient ni la possibilité ni la grâce d'accomplir. Le phénomène de non-christianisation, rendu plus dramatique par la montée ouvrière, leur a paru exiger des remèdes inédits. Ils ont envisagé une présence au monde ouvrier, anormale de leur part, justifiée néanmoins par des circonstances elles-mêmes anormales.

L'intuition fondamentale.

La première réalisation fut celle, en 1941 à Marseille, du P. Loew, qui devint docker. Quelques mois plus tard, des prêtres partaient pour l'Allemagne comme ouvriers volontaires parmi les requis du S.T.O. Leur intention était d'accompagner ces jeunes Français à titre d'aumôniers clandestins, à leurs risques et périls — et ceux-ci étaient grands : le P. Dillard, entre autres, est mort à Dachau — mais la découverte qu'ils firent alors de l'état d'athéisme de ces jeunes travailleurs dépassa toutes leurs prévisions. Dans ces consciences sacerdotales le choc fut grand. Il détermina, en partie, la fondation de la Mis-

6. Conférence aux aumôniers de l'A.C.O. Cf. *La quinzaine diocésaine de Cambrai,* fin septembre 1952. Sur les orientations de l'A.C.O., cf. le n° de novembre 1952 de *Masses ouvrières.*

sion de Paris, le 1er juillet 1943, qu'approuvait entièrement le cardinal Suhard. A l'heure actuelle, douze diocèses de France ont des prêtres-ouvriers. Le nombre de ceux-ci, considérablement exagéré dans l'opinion publique, ne dépasse pas quatre-vingt-dix, dont vingt-cinq à Paris. Le plus âgé a cinquante ans, le plus jeune trente. Une petite centaine, c'est peu quand on songe à tous les prêtres qui se consacrent aux soixante pour cent que représente la population non ouvrière, et à ceux qui évangélisent les quarante autres pour cent par des méthodes différentes de celles des prêtres-ouvriers. Mais c'est assez pour faire couler beaucoup d'encre et dire plus encore de bêtises...

Tout de suite, ils affirmèrent le caractère limité de leur tentative. Loin d'eux la pensée d'apporter *la* solution à une situation extrêmement complexe. Simplement, une idée s'était passionnément imposée à eux, qu'ils voulaient « expérimenter ». Expérience *apostolique* — non pas expérience *ouvrière*, la distinction est grave, nous y reviendrons — expérience qui met au banc d'essai une formule dont l'avenir dira les qualités et les défauts. Ne l'oublions jamais : la naissance des prêtres-ouvriers s'est faite dans la souffrance, par une déchirante prise de conscience de l'absence de Dieu, et dans l'humilité aussi.

Il est curieux de constater que cette idée inattendue a surgi de constatations faites en des régions fort diverses. L' « ouvrier francais » n'existe pas; seuls sont repérables des individus dont le tempérament est dépendant de conditions historiques ou géographiques. L'ouvrier du Nord, qui a pour ancêtres tout proches des ruraux, ne doit pas être confondu avec celui du centre de la France héritier du vieux socialisme proudhonien, révolutionnaire peu sensible aux mots d'ordre venus de l'étran-

ger, avec celui qui travaille dans les grands barrages, ou bien à Montreuil et Billancourt. Et cependant, partout, un fait a éclaté aux yeux de ces prêtres : l'évangélisation ne pouvait être menée par des laïcs seuls. Ceux-ci, fussent-ils des apôtres entièrement « donnés », ne pourraient conduire d'emblée, dans une église et une paroisse traditionnellement constituées, de nouveaux venus. Car les convertis s'y sentiraient étrangers, et non seulement étrangers : les milieux non ouvriers qui leur semblent monopoliser le Christ étant pour leur classe, au plan social, des adversaires, ils auraient l'impression de changer de camp, d'abandonner leurs frères et leurs sœurs de travail, en un mot de *trahir*. Il fallait donc que des prêtres vinssent — comme prêtres — s'enfouir au plus épais du monde hostile ou indifférent.

Pour quoi faire ? Pour abandonner la soutane ? Pour renoncer aux attitudes plus ou moins apologétiques des « discrètes personnes » du XVII[e] siècle ? travailler de ses mains sous prétexte que saint Paul a gagné sa subsistance comme tisseur de tentes ? Allons donc ! Trop de reporters et de conférenciers (qui sévissent de préférence au delà de nos frontières, et le mal est plus grand encore) s'arrêtent avec prédilection à ces aspects pittoresques d'un genre de vie dont ils oublient l'essentiel. Serait-ce même pour promouvoir le relèvement matériel et moral du peuple, en commençant par s'informer et chercher une claire « vision de l'industrie » ? On l'a prétendu. Mais si tel était l'objectif premier et essentiel, alors le moyen adopté serait effectivement discutable, le poste d'observation mal choisi, et peut-être exacte la critique adressée à ces « jeunes gens » par un article qui fit quelque bruit : « Les « prêtres-ouvriers » peuvent-ils... comprendre à quel point leur généreuse aventure retarde ? Ce qui a été, remarquons-le aussi, depuis plus

d'un siècle, la caractéristique principale des interventions du clergé dans le domaine social[7]. »

Mais l'auteur de cet article — comme certains techniciens de la chose sociale, et comme d'innombrables gens de bonne volonté et de conscience droite — ne saisit le problème que sous un angle particulier. Or il ne suffit pas de connaître les questions ouvrières, ni d'avoir aperçu tel prêtre assez voyant dans une réunion syndicale, pour être capable de savoir ce que les prêtres-ouvriers viennent faire dans le monde ouvrier. Leur but n'est pas celui qu'on leur assigne, et s'il arrive que cet objectif s'impose à eux effectivement, c'est au nom de principes supérieurs, par fidélité totale à un engagement.

Alors, quel est le but? Le voici. Les prêtres-ouvriers sont des missionnaires. Ce monde où agissent des laïcs chrétiens, ils ont compris que des prêtres devaient l'aimer, et pour cela s'y incorporer, comme d'authentiques travailleurs. L'aimer : le mot est beau, mais qu'il ne nous fasse pas illusion! On peut aimer pour amener à soi et au milieu humain dans lequel on est né, à la civilisation dont on est solidaire. Dans ce cas, l'amour est intéressé, que vous le vouliez ou non. On peut aimer aussi pour chercher le bien d'autrui, pour aider autrui à le trouver, à trouver *son* bien, qui doit entrer en harmonie avec les biens de tous mais ne se confond pas avec eux, n'est pas réductible à eux. Cette fois, l'amour est désintéressé, il prend autrui dans sa réalité totale et en favorise l'épanouissement.

Ne dites pas que le prêtre-ouvrier veut « convertir les ouvriers ». En affirmant cela, vous êtes sincère et bien

7. « Libres propos sur les prêtres-ouvriers », par M. Hyacinthe Dubreuil, dans *Fédération*, nº de décembre 1952.

intentionné. Mais vous schématisez son action au point de la rendre caricaturale. Vous en faites un agent double, qui gagne des sympathies au profit d'une Église dont nous avons dit les suspicions en lesquelles le monde ouvrier la tient. Et vous vous exposez à ne plus rien comprendre à ce que nous allons dire dans un instant. Les prêtres-ouvriers aiment le monde ouvrier *pour lui-même*, comme un missionnaire qui a tout quitté sans esprit de retour et adopte le pays par qui il veut se faire adopter. Oui, ils l'aiment en tout ce qu'il est : âme, esprit, corps. Ame d'abord, c'est évident, et à ce peuple sans Christ et sans Église ils donnent le Christ et l'Église dont ils sont les ministres. Mais le corps aussi est l'objet de leur angoisse, et ils aiment assez ceux qui subissent les injustices humaines pour ne pas subordonner leurs gestes en ce domaine à des intentions confessionnelles. Cet amour n'a d'autre intérêt que l'intérêt de ceux qu'il aime. Le Christ a multiplié les pains. Il n'a pas accompli ce miracle pour amener les foules à recevoir un jour le Pain de Vie, mais parce que les foules avaient faim. Les prêtres-ouvriers se veulent les serviteurs du monde ouvrier.

Puisqu'ils sont prêtres et qu'ils estiment insuffisante la présence des laïcs, comment vont-ils se faire les serviteurs de l'âme de ces hommes étrangers à leur foi? Ces missionnaires ont-ils une méthode, et laquelle?

Deux mots commandent notre réponse; déjà nous les avons rencontrés : adopter et adapter, adopter pour adapter. Leur mission pourrait se définir ainsi : dans la fonction cléricale proprement dite, donc comme témoins de la Parole de Dieu et ministres de ses sacrements, adopter les mœurs et les façons de sentir, de penser, de parler d'un monde qui s'est constitué sans le Christ et hors l'Église, afin de lui adapter le message

du Christ et de l'Église. L'adoption implique un mode commun d'existence. On ne devient pas chinois en suivant simplement les cours d'une école spécialisée. Il faut *devenir l'autre*. L'adaptation suppose davantage. Les laïcs de l'A.C.O., pour qui Mgr Guerry définissait en termes si précis l'évangélisation, peuvent certainement beaucoup, mais les possibilités — et la grâce — leur manquent pour l'œuvre extrêmement délicate qui consiste à rendre sensibles, vivants, perceptibles, vraiment significatifs du Mystère, les rites chrétiens.

Un vieil adage de l'École affirme que tout est reçu — et doit donc être présenté — *ad modum recipientis*, selon les capacités exactes de celui qui reçoit. Le peuple où vit, et auprès de qui témoigne, le prêtre-ouvrier n'est pas un peuple abstrait. Il faut le voir concrètement, tel qu'il est. Or il n'est pas chrétien, et qui plus est, dans son ensemble il n'a pas de *mémoire chrétienne*. Pour d'autres milieux, mieux favorisés du point de vue de la foi, on peut affirmer que nombre de convertis retrouvent au fond de leur âme les prières et les gestes oubliés; une sorte de seconde nature reste fidèle à la première, même si l'apostasie pratique l'a longtemps étouffée; les prières, les gestes n'ont peut-être jamais eu grand contenu, du moins le repentir et la charité peuvent-ils les susciter et les charger d'espérance. Ici, vous ne pouvez pas prendre appui sur cette mémoire miséricordieuse. Fussent-ils baptisés, l'immense majorité de ces hommes et de ces femmes ignorent à peu près tout, ou ne connaissent que falsifiées et ridiculisées les croyances et les pratiques. Leur enseigner les rudiments du *Credo*, un laïc le fera. Mais qui, sinon un prêtre, pourra leur apprendre à vivre les mystères de la Mort et de la Résurrection du Christ dans la liturgie de l'Église? qui, sinon un prêtre, saura les faire participer — eux, pas

les autres déjà initiés, eux les « étrangers » — à ce banquet eucharistique où ils ne voyaient que simagrées de riches, occasions de quête, à moins que son existence même leur fût inconnue?

Dans de nombreuses paroisses, un effort est actuellement en cours pour expliquer aux fidèles le sens de cérémonies qu'ils acceptaient jusqu'ici passivement. Innovations? Certes pas; pédagogie lucide simplement, qui tient compte de la mentalité, des possibilités et du niveau réel d'instruction des chrétiens. De même, l'on remet en honneur certaines coutumes des premiers siècles, et il n'y a point là inventions de réformateurs mais retour aux sources, comme lorsque l'on gratte un mur pour dégager la pierre nue, admirable, des revêtements coloriés qu'un siècle abâtardi y avait ajoutés (pour que cela fasse plus joli...). De tels efforts sont adaptés à des milieux déterminés. Les efforts des prêtres-ouvriers s'inscrivent dans la même ligne, ils relèvent de la même inspiration de l'Église d'aujourd'hui, avec cette différence qu'ils n'ont pas à *restaurer,* mais à *créer*. Différence considérable, que des considérations de lieux ou de régions peuvent réduire, mais ne supprimeront jamais tout à fait. Les paroles du Seigneur, les rites, les symboles de la renaissance et de la vie chrétiennes ont besoin d'être expliqués, traduits dans une langue accessible. Parfois, il faut renoncer à certaines formes du culte, secondaires, liées à des manières de vivre périmées, sans toucher bien sûr aux formes immuables. Alors qui donc, sinon un prêtre, aura la compétence nécessaire, et la sensibilité, et la grâce?

Adoption totale d'un milieu de travail et de vie, pour l'adaptation efficace de la Bonne Nouvelle : tel est l'idéal des missionnaires dont nous parlons. Reste que cet idéal se réalise de multiples façons. Il n'y a pas un type stan-

dard de prêtre-ouvrier. Déjà les conditions géographiques ou le genre d'occupation influent sur le comportement et accentuent tel ou tel élément d'un rôle complexe. Les vocations personnelles, les conceptions plus ou moins amples du devoir d'état interviennent également et le jeu des circonstances, et les impératifs de la conscience. Néanmoins, deux orientations peuvent être distinguées *grosso modo*. Elles nous permettront de répondre à des questions souvent posées.

De la présence sacerdotale...

Spontanément, les catholiques que déconcerte quelque peu cette formule d'apostolat y voient surtout une *présence* : celle du prêtre qui prend en charge l'âme des travailleurs manuels en se faisant l'un des leurs. Au début, les prêtres-ouvriers ont ainsi envisagé leur mission, sans empiétement sur des secteurs temporels. Ils se plongeaient en terre païenne, afin d'exercer les charges de leur sacerdoce selon l'idéal qui a été précisé. Beaucoup continuent à agir de la sorte, et c'est à eux sans doute que pensait le cardinal Suhard quand il écrivait : « Dans trop de pays dits chrétiens, et la France en particulier, l'Église, malgré la présence d'édifices du culte et de prêtres, n'est plus visible pour quantité d'hommes. Dès lors c'est un bienfait que des prêtres redeviennent des témoins. Beaucoup moins pour convaincre que pour être « présents ». La vie de ces prêtres n'est ni une évasion, ni une étude de mœurs, ni même une prétention de conquête. C'est l'acte de naturalisation du prêtre dans un peuple où il n'était plus qu'un étranger[8]. »

8. Lettre pastorale sur *Le prêtre dans la cité.*

Lente est l'assimilation, lente l'œuvre pédagogique. L'une et l'autre contraignent le missionnaire à renoncer aux critères habituels de l'efficacité. Tout doit être pour lui occasion de resserrer ses liens avec les frères qu'il s'est choisis, et occasion de faire vivre le Christ en ces terres déshéritées, sans qu'il sache avant longtemps quel ébranlement il aura suscité. Le P. Pierre, du roman de M. Gilbert Cesbron *Les saints vont en enfer,* dessine assez bien la silhouette d'un prêtre de cette trempe, avec cette notable différence que les prêtres-ouvriers ne sont pas les « aumôniers du sous-prolétariat, les saint Vincent de Paul des miséreux et des anormaux... Ils se trouvent au milieu de prolétaires vigoureux, sains, travailleurs, qui ont un foyer, une femme et des enfants[9] ». Mais le P. Pierre peut leur être comparé; en face des problèmes à incidences politiques ou sociales qui lui sont un pain quotidien, il manifeste un sens de la justice, un refus de la lutte des classes, un souci véhément de comprendre la position d'autrui qui sont vraiment évangéliques. Et sa patience est à la mesure de la tâche démesurée qu'il entreprend.

Évidemment on ne le voit pas à l'usine. Toutefois le don qu'il fait de lui-même — et qu'il exprime à son archevêque par ces mots saisissants : « Regardez, Monseigneur, je suis devenu tout en mains » — suggère sans hésitation possible que les prêtres-ouvriers ont fait leur choix sans esprit de retour. Il est nécessaire d'y insister. Expérience apostolique, *ce genre de vie n'est pas une expérience ouvrière.* On peut ironiser sur le compte de ces apôtres étranges, les qualifier de prêtres pseudo-ouvriers, sous prétexte que l'habit ne fait pas l'ouvrier, que les ouvriers, eux, n'ont pas opté pour cet

9. Abbé Pézeril, *loc. cit.*

état par « engagement » volontaire, qu'ils gagnent leur existence « très sérieusement et dans le sens le plus positif et le plus brutal des termes », et qu'ils n'ont pas de porte de sortie, eux... [10]. C'est faire bon marché de la réalité. Car la réalité est différente.

Des missionnaires qui se destinent à l'évangélisation des villes, des campagnes ou des milieux maritimes accomplissent effectivement certains *stages*. Prêtres séculiers ou réguliers se préparent ainsi à un apostolat mieux adapté, mais qui dit stage dit travail transitoire. Or le prêtre-ouvrier ne fait pas de stage; il devient ouvrier pour le rester, il vit de ce qu'il gagne et il refuse toute porte de sortie. Parce que quelques-uns n'ont pu supporter la transplantation et sont partis (ils ont bien fait, leur échec pouvait compromettre une tentative encore à ses débuts), allez-vous jeter la suspicion sur des hommes qui ont mesuré leurs forces avant de s'engager, puis se sont engagés totalement? De même, va-t-on sommairement déclarer que ces prêtres sont des ouvriers de peu de valeur, parce que certains ne sont point encore « qualifiés »? Beaucoup le sont devenus, d'autres veulent rester parmi de plus humbles camarades d'atelier, d'autres enfin commencent à peine leur apprentissage. L'expérience apostolique est récente, ne l'oubliez pas; ce qui est sûr, c'est qu'elle ne sera jamais ouverte à des amateurs. Mais laissons dire! La foule immense des dockers de Bordeaux, qui accompagna à sa dernière demeure le camarade mort sur le champ du

10. Hyacinthe Dubreuil, *loc. cit.* — Nous ne parlons ici que de la France. Ailleurs, les conditions sociologiques sont différentes. Il y a néanmoins quelques prêtres-ouvriers en Belgique : cinq dans le diocèse de Liége, depuis 1946, deux à Tournai, depuis 1951. (Cf. « la vocation et la mission des prêtres-ouvriers », par Élie Baussart, dans la *Revue nouvelle* de Bruxelles du 15 mai 1953.)

travail[11], répond à ces critiques : par elle le prêtre Michel Favreau avait été naturalisé ouvrier.

Une telle présence ne fait pas que refuser les critères immédiats d'efficacité. Elle n'a de valeur et ne comporte de densité que si elle s'affirme devant chaque être, en respectant son mystère et son originalité inaliénable : « Il y a toujours un Roger », objecte-t-on au P. Pierre, le prêtre du roman de Cesbron, « toujours quelqu'un à soutenir ». Mais non, riposte le prêtre, les êtres ne sont pas interchangeables : « Il n'y a pas un Roger, il y a Roger ». Les autres ne surgissent pas sur cette route comme des « cas », ni comme des occasions offertes à notre charité pour progresser égoïstement. « Mon Dieu, donnez-moi chaque jour d'aimer ainsi les visages. » L'admirable prière du P. Pierre, quand il s'installe à Sagny, est la prière du prêtre-ouvrier. Il ne s'adresse pas à tout un peuple, comme ses confrères des paroisses favorisées, il doit gagner les âmes une par une, et les petites communautés qui se groupent autour de lui, il les fait naître et les cimente par cet amour personnel. On ne peut être présent à un tel milieu qu'en se rendant présent, tour à tour, à chacun de ceux qui le font exister.

Nous dirons tout à l'heure les dangers qui menacent cet apostolat. N'achevons pas notre analyse sans évoquer les laïcs chrétiens chez qui le prêtre-ouvrier trouve un ferme appui. M. Gilbert Cesbron en a campé quelques-uns. Peut-être les traits en sont-ils exagérés, comme si l'auteur cherchait une compensation aux gens tarés qui abondent à Sagny. Il reste que, missionnaires eux aussi, des hommes, des femmes, des jeunes gens

11. Cf. *Michel Favreau* (Mission ouvrière de Bordeaux, 188, cours de la Marne).

bâtissent dans la peine et l'espérance les chrétientés de demain.

... *A l'action temporelle.*

La seconde orientation pose plus de problèmes que celle-là. La plus discutée, elle est aussi — reconnaissons-le sans ambages — celle qu'ont finalement admise la majorité des prêtres-ouvriers. Elle répond à un besoin d'engagement plus complet encore. L'inspiration est identique; simplement, la présence au monde des travailleurs est acceptée selon ses extrêmes conséquences. Cette présence, on n'avait qu'elle en vue quand l'atelier a ouvert ses portes. Travailler au relèvement de la condition ouvrière était peut-être un des objectifs, mais secondaire. Les responsabilités proprement sacerdotales primaient. Or des événements d'une grande importance ont précipité les choses. Le prêtre, qui se voulait prêtre lié à un monde non chrétien, a compris très vite que la communauté de destin n'était pas une belle formule pour congrès, mais une exigence terrible. Libre à qui le veut de rester dehors; une fois dedans, les souffrances et les espoirs de la collectivité pèsent de tout leur poids. S'y dérober serait étouffer la voix même de la conscience. Adopter les modes de penser, de sentir, de vivre de mes camarades, pour leur donner le Seigneur, le puis-je — dira le prêtre ouvrier. — sans communier aussi à cette passion de la justice qui les soulève et à ce vouloir légitime d'accéder enfin à l'âge adulte? Le combat temporel, je ne l'ai pas cherché délibérément. Mais, au Moyen-Age, les évêques qui ont été salués du titre de défenseurs de la cité n'avaient pas non plus mis le casque et l'épée dans le blason de leur pontificat. Les faibles, les

opprimés, la nation en guerre se tournaient vers eux, parce qu'ils apparaissaient des chefs. On se tourne vers moi à cause de ma préparation intellectuelle, de mon habitude de la parole, des loisirs qu'on me prête, à moi qui n'ait point de famille, et parce que je me suis affirmé défenseur de la Justice et témoin d'un Dieu qui est Charité. Alors ? Cette preuve palpable de sincérité, ce signe d'un amour fidèle à sa loi, vais-je les refuser ?

Consentie lucidement, une option de cette nature se traduit par tel rôle militant au sein de l'usine ou du quartier, telle activité directement sociale, une inscription à la C.G.T., voire — à titre exceptionnel — des fonctions dans la hiérarchie de ce syndicat.

Qu'il y ait crise dans cette conscience sacerdotale, qui oserait le nier ? On ne peut pas entrer dans le monde que l'on veut sauver, s'y faire tout à tous et, au moment crucial, quand le présent et l'avenir sont en jeu, le lâcher. Mais on est prêtre, et par là gestes et paroles engagent, partout, plus que soi; des directives aussi sont données par les supérieurs, directives qui tiennent compte d'autres éléments. Alors, ne risque-t-on pas de trahir toujours quelqu'un : le peuple ou l'Église ?

N'hésitons pas à l'affirmer hautement : la solution d'un tel débat appartient au prêtre-ouvrier. Il n'a que faire de nos conseils et encore moins de nos critiques scandalisées, à nous qui ne sommes pas ses supérieurs responsables de l'Apostolat. Le premier devoir d'un chrétien est de faire confiance à ses frères. Nous ignorons souvent ce devoir sacré. L'une des plaies de la société contemporaine vient précisément de cette incessante suspicion. Le « si j'étais à sa place... » — répété à satiété non seulement par les incapables, mais aussi par cohésion de ceux qui édifient sur la terre le corps du les artisans de travaux différents — sape lentement la

Seigneur Jésus-Christ. N'étant pas à sa place, ayons assez de loyauté humaine et de sens surnaturel pour nous fier à lui et à l'Esprit qui lui a été donné.

Ceci dit, reconnaissons que la situation sera tout autre le jour où l'A.C.O. verra surgir de son labeur patient, et combien difficile, des laïcs nombreux, solidement formés et aptes à prendre des responsabilités majeures. Nos évêques laissent à ceux-ci la liberté à l'égard des mouvements temporels. D'audacieuses prises en charge sont donc possibles, au nom de la communauté de destin. Une sorte de relève aux postes les plus périlleux s'effectuerait. Est-ce là vue de l'esprit? Peut-être. En tout cas, une grande compréhension mutuelle s'impose d'ici là entre prêtres-ouvriers et militants chrétiens, la coordination des efforts est souhaitable, en même temps que le courage et un total désintéressement.

En attendant, vous semble-t-il normal — demande-t-on — que subsiste une telle expérience apostolique? Encore une fois, ceux qui aiment tant les choses « en ordre » — comme disent gravement nos amis suisses — estiment-ils *normal* qu'au XX^e^ siècle, en France, d'authentiques problèmes de mission soient posés? Vu ce qui est en cause, devant la profondeur de la tâche évangélisatrice, on comprend que le cardinal Suhard ait réclamé cinquante ans pour que l'on pût apprécier le défrichement et l'ensemencement. Si l'on regarde les fonctions essentielles du Sacerdoce et l'adaptation du message, l'apprentissage ne fait que commencer. Reste que l'anomalie doit cesser un jour. Comme le missionnaire en terres lointaines se retire à l'heure où un clergé indigène prend en main ses paroisses, l'expérience apostolique aura vécu quand des ouvriers surgiront de familles peu à peu évangélisées, et deviendront prêtres. Devront-ils demeurer ouvriers? Nous n'en savons rien,

l'avenir le dira. Ce que nous savons, c'est que l'Église de France aura retrouvé alors son troupeau, et qu'elle offrira au monde un visage dont tous ses enfants, issus de tous les milieux humains, auront façonné les traits.

Racontars et vrais périls.

Bien des points d'interrogation subsistent, néanmoins. Jusqu'ici nous n'avons fait que de brèves allusions aux dangers courus. Cette présence au monde ouvrier en comporte de multiples, surtout quand elle prend la seconde orientation que nous avons décrite. Il est temps de les regarder en face.

Tout d'abord, faisons justice de deux légendes. Il paraît que les prêtres-ouvriers mettent en péril l'ordre établi. Ne forçons pas les choses. Si les pouvoirs publics laissent matraquer des citoyens, non pas au cours d'une échauffourée, mais le lendemain et de propos délibéré, ce sont là des procédés que chacun peut qualifier à son aise. Si les mêmes autorités protestent et crient au scandale devant l'attitude de certains prêtres-ouvriers, rappelons-nous que déjà, en 1845, un nouveau prêtre, ordonné à quarante-huit ans et surnommé « le prêtre des ouvriers », voulut parler (à Saint-Roch) « au nom de son frère le peuple, et surtout au nom de Dieu, notre père à tous ». Ce fut un joli tumulte, et l'archevêque de Paris fut rendu responsable de cette incorrection. Un brin d'humour semble être ici de rigueur. Après tout, la police fait son métier; on ne peut pas lui demander toujours de comprendre le sens de l'histoire...

Il paraît aussi que l'Église pâtit de ces nouveautés. Un grand quotidien du soir a conclu une enquête (fort rapide, il est vrai) en dénonçant le malaise qu'entrete-

nait l'expérience en cours. Malaise? Certes, mais faut-il pour autant se voiler la face? Que les chrétiens renoncent à se faire missionnaires, et de tels inconforts ces seront. S'ils obéissent au Seigneur, les voici qui sèment partout l'inquiétude. Impossible de dormir pendant ce temps-là. Malaise? Une conversion individuelle ne peut aboutir, ne peut même commencer, sans le bouleversement, la volte-face de l'être tout entier. Et un apostolat de conquête? Quand un colloque dramatique opposait saint Paul à saint Pierre, tandis que naissait l'Église, et que Paul « résistait en face », la sérénité était-elle sur tous les visages?

Allons plus loin. Le terme malaise est insuffisant pour caractériser la situation. Une véritable souffrance déchire des consciences droites, des cœurs intégralement consacrés. En effet, les prêtres qui prêchent le Christ à un milieu de vie subissent l'influence de ce milieu, à la mesure même où ils en épousent profondément la condition. Plus ils deviennent les autres, et plus la contagion s'étend. Là où il est, chacun découvre une vérité, vérité partielle mais aveuglante, et si elle est méconnue, contredite, calomniée ailleurs, il la souligne; à force d'être soulignée, de partielle elle devient partiale. Le prêtre-ouvrier constate l'existence de valeurs, de vertus insignes, ignorées ou minimisées par le reste du pays, il s'en fait le défenseur, et la prédication de la Foi lui semble inopérante, presque dangereuse parce que désincarnée, si elle ne s'accompagne pas d'une totale prise en charge. Le bien-fondé des positions « adverses » lui échappe souvent, et comment en serait-il autrement? De son côté, le prêtre dont le ministère s'exerce précisément dans ces milieux non ouvriers, voire parmi les patrons, est le témoin quotidien de modes de vie injustement décriés, d'efforts que soutiennent avec courage

de jeunes chefs d'industrie en butte aux critiques, aux aigreurs, à la lutte sourde ou violente de leur personnel, y compris de prêtres-ouvriers, aussi bien que de certains de leurs pairs, d'autres dirigeants qui n'ont encore rien appris et n'apprendront peut-être jamais rien.

Entre ces deux prêtres, liés par un commun sacerdoce, quand ce n'est point par une affection fraternelle, une inexprimable tension maintient à vif la souffrance. Vous dites qu'une immense charité permettrait de comprendre les besoins, les requêtes de l'autre milieu, et que ces prêtres marcheraient alors la main dans la main. Oui, la charité peut tout. Faisons-lui confiance, sans oublier que les dimensions actuelles des problèmes posés rendent ces heurts inévitables et que de telles souffrances sont la rançon d'un apostolat vraiment présent au monde. Loin de mettre en péril l'Église de Jésus-Christ, elles en favorisent la croissance. Elles font partie des gémissements d'une création qui appelle le Royaume de Dieu.

Les légendes ne doivent pas nous masquer des écueils autrement redoutables. « Tout ce qui sert, s'use. » La remarque du livre de M. Gilbert Cesbron est susceptible de plusieurs applications. Le dur service du monde ouvrier peut entraîner une usure, non seulement des forces physiques, mais de l'idéal entrevu et de l'âme elle-même. Les déformations pointent alors. Essayons de déterminer les dangers qui menacent, par ordre croissant de gravité au regard de l'essentiel.

Surgir dans un univers nouveau, et pour une adoption totale, dépayse. L'accoutumance demande du temps. Une fois la familiarité créée, il convient de se défendre contre une absorption qui ferait perdre à l'individu sa liberté de jugement. Au dépaysement peut succéder une naturalisation excessive. Si le piéton change de men-

talité quand il s'installe au volant d'une voiture, et réciproquement, comment ne pas craindre ici les effets nocifs d'un enracinement non contrôlé? D'autant que le prêtre nouvel ouvrier doit se méfier de ses impressions premières. Se dépouillant de certaines manières de sentir et d'apprécier pour en adopter d'autres, il est tenté de surestimer celles-ci — voire de les outrer en tombant dans une inutile vulgarité —, surtout il risque d'exagérer l'importance de ce qu'il constate, par manque de perspectives. Les avertissements de M. Hyacinthe Dubreuil sont exacts, à ce point de vue, quand ils dénoncent les surenchères.

C'est l'éternelle question du levain dans la pâte. Être à la fois mêlé et distinct, pleinement assimilé et cependant assez fort pour résister aux contaminations. Sinon le levain se trouve maîtrisé, neutralisé, par la pâte. Ne plus être soi-même, et pourtant demeurer soi-même, sans céder aux emballements faciles ni se refuser aux tâches nécessaires : quel programme! Être vrai, en écartant la partialité sous toutes ses formes : la réussite dépasse-t-elle les possibilités humaines? Des prêtres-ouvriers feraient croire que oui, et l'on s'insurge aussitôt, et l'on répète des propos évidemment discutables. Ceux qui crient au scandale feraient mieux, d'ailleurs, de relire leur histoire. Alors que commençait la révolution industrielle et que le sort des ouvriers était effroyable [12], d'abominables paroles ont été prononcées par des catholiques, et l'hypothèque pèse encore lourdement sur le témoignage que la bourgeoisie rend au Christ Sauveur. Mais n'allons pas excuser ces fautes les unes par les autres, comme si le fléau de la balance devait retrouver

12. *Histoire religieuse de la France contemporaine*, par Adrien Dansette, I, p. 492. Cf. pp. 346-363.

l'équilibre. Ce n'est pas une méthode évangélique d'appliquer la loi du talion...

Pour les prêtres qui ont accepté les conséquences ultimes de leur option, le danger se précise. La contamination vient du communisme. Distinguer la promotion ouvrière (avec la défense des intérêts des travailleurs) de la tactique communiste correspond à un devoir impérieux. Mais la distinction se dérobe souvent dans le feu de l'action. Le texte suivant éclaire parfaitement la complexité des problèmes en cause :

Le chrétien, le prêtre a raison de s'insérer dans le mouvement ouvrier, de protester contre l'anticommunisme, de crier qu'en France : mouvement ouvrier et communisme sont mêlés. Mais il doit savoir que, ce faisant, il s'expose à être le jeu d'une réalité terrible, d'une dialectique infernale, d'un « appareil » savamment construit, dont il est loin de saisir à son échelon tous les engrenages. Il est vrai que le chrétien-ouvrier, que le prêtre-ouvrier a dans son expérience immédiate une connaissance du communisme de base que nul autre ne peut avoir. Mais trop pris par la besogne de chaque jour, a-t-il le regard suffisamment informé sur le parti qui enserre et utilise les partisans, qui enserre les États, qui veut enserrer le monde ? Quand on dénonce ce danger, ce n'est pas souci de sauver les « capitalistes », mais bien les ouvriers, les manœuvres, les humbles, que l'on expose ainsi à connaître des chaînes dont le capitalisme actuel (pourtant toujours à combattre) ne donne qu'une bien faible image [13].

En même temps, le prêtre court le danger de s'enfermer dans le plan communiste de la libération du prolétariat, donc dans la lutte des classes. Viendra peut-être l'heure où il « retarderait » de ce fait, car la notion de promotion ouvrière est elle-même soumise aux évolutions du monde présent. Nul ne sait si elle ne se réalisera pas au sein d'une vaste communauté sociale,

13. « Deux prêtres passés à tabac » : Cf. *La Vie Intellectuelle* de juillet 1952, p. 5.

par compénétration des milieux humains, selon un phénomène d'osmose que beaucoup appellent de leurs vœux.

Quelle place garde alors, dans un tel combat, la prédication de la foi? Va-t-on la subordonner aux résultats de l'action temporelle? Pour prêcher le Christ, pour se livrer à cette adaptation du Message, où nous avons vu l'enjeu de l'expérience sacerdotale, attendra-t-on que soit amélioré le sort des masses laborieuses? Le syndicat peut jouer le rôle de prison; la politique, que le syndicat sous-tend en maintes occasions, forge des chaînes durables. Et le syndicat ou la politique ne sont pas les seules pierres d'achoppement. Le prêtre, que la foule ignorait ou méprisait quand il portait sa soutane, le voici défenseur d'un groupe humain, promoteur de droits sacrés; il est entré dans l'espoir d'une multitude, et il l'incarne maintenant, cet espoir. Pour peu qu'une certaine dose de naïveté lui fasse perdre le contrôle de ses réflexes, il va trouver en lui-même, dans le goût des responsabilités et de l'efficacité immédiate, la suprême tentation.

A la croisée des chemins, puisse le prêtre ne pas oublier, une minute, qui il est! Puisse-t-il se rappeler que les Paroles de Dieu ne passeront pas, alors que toute société, bourgeoise ou bien ouvrière, passera. Sinon sa mission propre se diluerait dans une activité où le témoin du sacerdoce universel ferait figure, non de médiateur, mais de chef de guerre, et de la plus atroce : la guerre civile. Pour autant, ne le blâmez pas s'il s'expose à de tels débats. Du Christ aussi la foule a voulu faire son Roi...

Plus profondément, au niveau de la vie sacerdotale, l'inquiétude est née devant certaines attitudes rapportées dans *Les saints vont en enfer*. En présence d'une sollicitation pressante, le P. Pierre donne priorité à la charité

d'une démarche sur la célébration de sa messe. Cette messe, il la dit « quand il ne s'en sent pas indigne », et sa conception du péché apparaît parfois peu orthodoxe. Quant à sa prière, elle est très dépendante des circonstances, des misères qui oppressent l'âme. Les tête-à-tête avec Dieu doivent être rares, suppose le lecteur, et le sens théologal de cette destinée subsiste-t-il? N'est-ce point à Dieu que ce prêtre appartient d'abord; n'est-ce point lui, avant tout autre bien, qu'il doit donner?

Il est bien évident que des hommes dont les journées sont accaparées, et que tirent au dehors d'eux-mêmes des soucis sans cesse renaissants, révèlent parfois les signes d'une sous-alimentation spirituelle. Le statut que le R. P. Voillaume a établi pour les Petits Frères du P. de Foucauld travaillant en usine vise directement cet écueil[14]. Le prêtre-ouvrier ne sera fidèle que si son labeur épuisant de la terre connaît de très fortes compensations du côté du ciel. Personne sans doute n'a autant besoin que lui de renaître quotidiennement du Christ ressuscité. Un progrès constant, et comme un état virulent, de la foi, de l'espérance, de la charité lui est nécessaire. Le don de Science, qui situe toutes choses dans la lumière de Dieu, est peut-être celui des dons de l'Esprit auquel il doit, inlassablement, le mieux se livrer.

Néanmoins, ne croyons pas que tous les prêtres-ouvriers font comme le P. Pierre! Pas davantage, n'objectons que les prêtres-ouvriers ont tort de courir des risques aussi graves. Nous avons parlé d'un quiproquo à ce sujet. Répétons-le : leur but est beaucoup plus ample que celui du charitable missionnaire de Sagny, les pages qui précèdent l'ont assez montré. Que ces risques soient proportionnés à l'importance capitale de

14. Cf. *Au cœur des masses* (Éd. du Cerf).

l'enjeu, qu'ils atteignent par là un degré exceptionnel d'acuité, quoi d'étonnant ? Ne jugeons jamais les risques en oubliant l'enjeu.

Un mot encore. Il est plus aisé de dépeindre un prêtre en saint-bernard de la Charité que de saisir son dialogue intérieur avec le Dieu vivant. Là est pourtant la source, et tout le reste ne s'explique pas autrement. Les prêtres-ouvriers poursuivent une expérience spirituelle qui est, par grâce, celle de notre siècle. Dieu se laisse rejoindre en lui-même certes, et rien ne remplacera ce contact premier, ni cette recherche qui imprime son sens, donne sa justification, à notre pèlerinage sur la terre des hommes. Mais Dieu habite aussi dans nos frères, et l'amour du prochain est inséparable du premier amour. Saint Jean ne distingue pas ces deux amours dans le commandement nouveau. Si « l'hérésie de l'action », comme dit le pape Pie XII, guette l'homme voué au service de ses frères, il n'en reste pas moins que cette action — quotidiennement rectifiée et re-centrée — peut se maintenir en présence du Dieu vivant. Puisqu'Il est là, en ceux qu'il a marqués de son image et rachetés, et qui l'étouffent ou le font croître, une attitude contemplative est possible au sein de la vie la plus dévorée qui soit. Mais ce regard d'adoration et d'amour, Dieu seul sait le lire dans les yeux de ses prêtres...

Ne terminons pas l'analyse des épreuves du prêtre-ouvrier sans fournir une dernière précision. Demander que l'enjeu soit présent à l'esprit quand on s'effraie des embûches, ne signifie pas que nous acceptions aisément qu'il y ait des victimes. Nul ne doit consentir à la mort de son âme pour sauver l'âme d'autrui. C'est dire que pour une vocation exceptionnelle il faut des hommes exceptionnels, dans l'ordre surnaturel comme dans l'or-

dre des qualités humaines de bon sens, de courage. On a pu enregistrer des défaillances. La preuve est ainsi fournie qu'une préparation exigeante s'impose. Une formule apostolique aussi périlleuse n'est pas pour les originaux, ni pour les turbulents. Les compagnies aériennes ne confient pas à n'importe qui un avion qui doit briser le « mur du son »...

A ceux qui ne sont pas prêtres-ouvriers...

Plus nombreux sont ceux qui ne deviendront jamais prêtres-ouvriers... Est-il permis de leur donner quelques conseils? Car eux aussi courent des dangers, et précisément quand ils parlent d'un apostolat différent du leur.

Ne rapetissez pas un problème immense aux dimensions de votre angle de vision souvent étroit. Aucun de nous n'a le monopole de la Vérité. Tant de réalités nous échappent! Méfions-nous donc d'un comportement qui est, lui, à la portée de tout le monde : le sectarisme. Pour ne pas y céder, il est nécessaire de changer son cœur, et pas seulement son cœur : son cerveau, en laissant l'amour gagner l'intelligence et le jugement, afin d'aimer autrui et de comprendre le travail d'autrui avec son cœur et avec son esprit. Dans l'Évangile, « ceux qui marchaient devant (Luc, XVIII, 39) » voulaient empêcher les pauvres et les infirmes d'accéder au Christ. L'histoire est un perpétuel renouvellement : ceux qui vivent dans des milieux favorisés vont-ils, aujourd'hui encore, se comporter en « propriétaires de Dieu » et faire taire les prolétaires de la société? Le pharisaïsme de l'élite sera-t-il plus fort que la faim et la soif de la Justice? A nous de répondre.

Respectez les apôtres que Dieu a appelés aux avant-

postes. S'ils vous déconcertent, dites-vous qu'ils ne sont pas missionnaires auprès de vous, mais auprès d'un monde païen dont la sensibilité et les besoins sont différents des vôtres. Du moins avez-vous la possibilité de prier pour eux, de prier autant que vous êtes choqués ou peinés. Et puis, ne ramenez pas tout à des questions de moralité. La situation des prêtres-ouvriers ne se résume pas dans ces mots si souvent prononcés : promiscuité, sollicitations de la rue. Le très regrettable roman *Le chien du Seigneur,* inexact, fantaisiste à souhait, a beau jeu de calomnier le prêtre en ce domaine. Respectez-le. Aussi bien, ses plus graves tentations sont-elles ailleurs : celle de la révolte, de la haine, et pardessus tout, terrible et insidieuse, la tentation de sacrifier le spirituel au temporel, de ne plus attendre, de ne plus prêcher le Royaume et de chercher à l'établir sur la terre, par la violence. A Jésus aussi le diable a proposé de changer les pierres en pain... Tentation déchirante, au point le plus sensible du don total qu'on a fait.

Ne nourrissez pas d'illusions sur votre propre milieu. Une tâche d'évangélisation est à mener parmi vos proches. Ils n'ont pas toujours à apprendre le Christ, du moins doivent-ils le rapprendre, chaque jour, personnellement et dans leurs communautés paroissiales. Ils ont aussi à apprendre, ou à rapprendre, chaque jour les lois de la justice en luttant contre les préjugés, les intérêts légitimes ou sordides, les terrifiantes contaminations de l'argent. Le phénomène d'osmose, que nous souhaitions, suppose entre les divers milieux humains des contacts réels, prolongés. M. Hyacinthe Dubreuil a raison : « C'est par le sommet, par les plus hauts emplois qu'il faut aborder l' « humanisation » du travail! C'est la voie normale par laquelle une véritable transformation pourra un jour faire sentir ses effets jusque dans les

plus humbles emplois, pourra *descendre* à travers la hiérarchie. »

Mais le rôle des prêtres-ouvriers n'est pas d'agir ainsi, au niveau des plus hauts emplois. D'autres prêtres ont la confiance et l'amitié de chefs d'industrie. A eux de ne pas être timides, ou complices des biens de ce monde, afin de dire leur devoir aux patrons responsables qui peuvent faire entrer la justice à l'usine « par la grande porte ».

Finalement, l'action des uns et l'action des autres — des prêtres-ouvriers et de ceux qui ne le sont pas — apparaissent complémentaires, au service des objectifs communs de l'univers racheté. Un dialogue de M. Gilbert Cesbron nous dictera notre conclusion : « A quoi est-ce que je sers, moi, toute la journée? — A être là. Il ne s'agit pas, je crois, d'être là où l'on est le plus utile, mais là où on doit être. Et c'est Dieu qui comble la différence. » Puisse chacun d'entre nous être là où il doit être! Alors, ne se perdra aucun de ces petits pour qui le Seigneur est mort.

A.-M. Carré, O. P.

L'EUROPE ENTRE LES ÉTATS-UNIS ET L'ALLEMAGNE

Depuis des années, nous vivons des moments décisifs, depuis des années, la diplomatie mondiale se trouve, nous affirme-t-on, à un tournant [1]. En réalité, les horizons sont fermés par une épaisse incertitude. Le citoyen, dont l'existence est en jeu, se perd totalement dans les

1. *La Vie Intellectuelle* se doit d'apporter à ses lecteurs les pièces essentielles du dossier européen. Voici pour mémoire les études principales qu'elle a publiées à ce sujet et qui marquent bien la diversité des points de vue. En avril 1950 (p. 408), François Perroux place en exergue de son article : *Ne soyons pas des Européens bornés,* la phrase de Leibniz : « La découverte du monde et la création d'un cadre mondial est désormais le cadre naturel de la politique des États. » Joseph Hours (octobre 1950, p. 276), en rappelant que dans l'histoire, la France s'est faite contre l'Europe et le Saint-Empire romain germanique, et que : « L'Europe ne doit pas être faite contre les nations, mais pour elles et, bien loin d'exiger en chacune d'elles la décadence de l'esprit national, doit au contraire en apparaître comme la sauvegarde », définit quelle est *l'Europe à ne pas faire.* Enfin J.-M. Domenach (*Pourquoi je suis allé à Berlin,* décembre 1952, p. 52) montre quels dangers fait courir à la paix le réarmement allemand, quelle que soit la forme sous laquelle il se présente.

L'article d'Alfred Frisch que nous présentons aujourd'hui définit, dans une analyse des situations des différents États intéressés, les possibilités actuelles d'une politique européenne. Il sera suivi, dans un prochain numéro, d'un article de Robert Delavignette rappelant aux « Européens » que la France n'a pas d'intérêts et de devoirs que sur le continent et qu'elle ne doit pas se démettre de la charge de l'Union française. (N.D.L.R.)

contradictions, les conclusions et les complexités d'un jeu hypocritement présenté comme savant, mais pratiquement basé dans une large mesure sur des improvisations pleines d'ignorance. Pour désorienter totalement l'honnête observateur, acteurs et commentateurs remplacent les réalités par leurs vœux, leurs spéculations et leurs fantaisies. De plus en plus rarement, on présente les situations telles qu'elles sont et telles qu'elles pourraient évoluer avec une certaine logique et probabilité.

Dans ces conditions, vouloir être objectif semble être un but fort prétentieux. Un exposé réaliste d'un certain nombre de données diplomatiques élémentaires est-il encore possible? Dans un but de clarification, un tel réalisme justifie qu'on y fasse abstraction de sentiments ou considérations strictement nationaux, fort respectables en soi et se trouvant très naturellement parmi les principaux impondérables de la situation politique actuelle. Leur mise à l'écart provisoire dans cet article ne signifie pas qu'ils soient négligés ou sous-estimés dans leur portée. Les pages suivantes voudront donc présenter un certain nombre de faits et d'idées sans la moindre intention de dresser un tableau complet de la situation diplomatique mondiale. Il y aura beaucoup de lacunes voulues ou inévitables. Il ne s'agira donc que d'une contribution assez sommaire à une discussion beaucoup plus vaste. Quant à l'objectivité naturellement souhaitée, elle n'exclura pas certaines prises de positions personnelles.

L'inconnue américaine

Les hésitations américaines pèsent lourdement sur l'atmosphère diplomatique occidentale. Les idées direc-

trices que l'on attend, en général dans un esprit de soumission peut-être trop accentué, de la plus grande puissance du camp occidental font visiblement défaut à Washington. On n'y sait pas exactement ce que l'on veut, et dès qu'on y construit une opinion, on envisage de la modifier. Les influences sont à la fois trop nombreuses, trop contradictoires et trop indécises. Même feu le sénateur Taft, considéré pourtant en Europe comme le symbole d'une politique isolationniste et anti-européenne avait sensiblement changé sa tactique sinon ses convictions au cours des dernières années.

D'autre part, l'administration Eisenhower n'est fort probablement ni plus antisoviétique ni plus virulente que celle de son prédécesseur. L'accusation de bellicisme portée contre les États-Unis dans les milieux neutralistes, pour ne pas parler du communisme, manque selon toute vraisemblance de justification. La politique de refoulement prêchée avec un peu de précipitation par M. Foster Dulles devait immédiatement se heurter au sentiment isolationniste plus ou moins enraciné dans le parti républicain. Ceux qui ont lutté pendant des dizaines d'années contre toute participation américaine aux affaires extérieures, de l'adhésion de Wilson au système de la Société des Nations jusqu'à l'intervention de Roosevelt dans la deuxième guerre mondiale et le Plan Marshall, parce qu'ils voulaient limiter l'activité diplomatique américaine à la défense des intérêts directs et immédiats de leur pays, prêchant ainsi plus ou moins clairement un repli du hérisson sur lui-même et le renforcement de ses forces intérieures de défense, ceux-là seront difficilement devenus des bellicistes susceptibles de lancer une agression et de préparer une guerre préventive. Trop sommairement, nos observateurs européens ont confondu quelques discours plus ou moins réticents ou quelques

opinions individuelles menaçantes avec les courants de base de la politique américaine.

Dans les moments critiques et décisifs de l'histoire d'après-guerre, les États-Unis ont incontestablement joué la carte de la paix. Malgré les réserves et les critiques que nous impose leur politique pour maintes raisons, il nous semble nécessaire de leur rendre cette justice. Avec quel soulagement, le monde libre, dans son immense majorité jusqu'au camp des neutralistes, n'a-t-il pas accueilli en 1950 la décision de Truman d'intervenir dans la guerre de Corée et de barrer la voie à l'agression, qui fut trop payante depuis le jour où Mussolini attaqua sans punition l'Ethiopie et où Hitler avala l'Autriche avec la bénédiction internationale? Lorsque plus tard, le général Mac Arthur voulut porter la guerre en Chine, il fut révoqué par le même Truman pour disparaître entre temps dans l'obscurité, ce qui prouve que le peuple américain était largement d'accord avec la prise de position fondamentale de son président. Le général Eisenhower, enfin, avait axé sa campagne électorale sur la promesse de mettre fin à la guerre de Corée. Les observateurs nous ont presque unanimement affirmé que cette promesse devint le gage de sa victoire. Finalement, son administration assura au peuple américain l'armistice désiré. Dans ces conditions, faut-il réellement craindre d'un tel pays et de tels hommes d'États des explosions bellicistes? Ne serait-il pas indiqué de juger les États-Unis d'après leurs actes et leurs réactions populaires et élémentaires au lieu de nous laisser influencer par les propagandistes extrémistes des deux camps?

La gênante indécision politique américaine a d'ailleurs aussi différentes causes extérieures. La première en est un adversaire insaisissable. Nous ignorons tout des intentions soviétiques. Proclamer la nécessité de discuter

avec les Russes est simple, élaborer un programme déterminé pour une négociation avec un partenaire dont on ignore tout, est autre chose. On ne sait même pas si Moscou est disposé à payer un prix quelconque pour l'unification allemande et l'abandon de l'armée européenne. On sait encore moins si le Kremlin s'intéresse à un réglement général simultané en Europe et en Asie. Toutes les déclarations et actes soviétiques sont extrêmement contradictoires et donnent lieu à de multiples interprétations. Journalistiquement, elles permettent de défendre n'importe quelle thèse, mais qui pourrait y construire un plan diplomatique valable? La responsabilité de M. Foster Dulles est sensiblement plus lourde que celle de M. Duverger qui a la chance de ne présenter que son opinion personnelle. Pourrait-on demander à un ministre des Affaires étrangères digne de ce nom d'élaborer seulement une tactique et non pas une politique, en s'appuyant uniquement sur des spéculations concernant les intentions soviétiques? Certainement pas. Il a donc parfaitement raison de continuer à demander à l'Union Soviétique des preuves de sa bonne volonté et de ses intentions pacifiques. Si Moscou veut réellement une détente internationale, elle aurait pu depuis longtemps soumettre à l'Occident des propositions concrètes sur l'ensemble des questions en cours au lieu de se contenter de formules vagues ou ambiguës dont l'interprétation contradictoire ouvre la porte à de nouvelles querelles et aux solutions les plus opposées. A Moscou on sait aussi bien qu'à Paris et qu'à Washington qu'une élection réellement libre en Allemagne orientale n'apporterait aux communistes même pas cinq pour cent des voix. Mais, sans doute, ni à Moscou ni à Paris ni à Washington on ne sait si le prestige soviétique est actuellement capable de résister à une défaite. Aussi

longtemps que cette première question n'est pas éclaircie par une déclaration non équivoque du Kremlin, l'unité allemande ne dépassera pas le stade du mirage. Les Russes n'ont pas non plus fait savoir à l'Occident si l'Allemagne unifiée devra seulement renoncer à toute intégration militaire ou à l'ensemble de sa politique européenne. Là aussi, l'enjeu est d'envergure suffisante pour faire hésiter les responsables.

L'Amérique n'est guère plus heureuse avec ses partenaires. Leur attitude est riche en contradictions, pauvre en idées positives. Ils reprochent à la fois aux États-Unis leur manque d'initiative et leur prétention de direction sinon de domination. De leur côté, ils ne font rien dans l'attente d'une politique américaine bien formulée tout en réclamant pour leur gouvernement plus de liberté de mouvement et plus de souveraineté. Les gouvernements européens, fidèles à l'image de leur opinion publique, désirent donc un maximum de liberté et un minimum de responsabilité. Ne nous étonnons pas que cette attitude démagogique érigée en raison d'État déconcerte profondément les moralistes américains chargés d'inexpérience et de puritanisme. Tous les efforts et décisions européens s'arrêtent à mi-chemin. On veut bien accepter des crédits américains mais non pas les utiliser en vue d'une véritable consolidation économique et sociale, on veut bien lutter contre le communisme mais non pas compromettre ses intérêts commerciaux, on veut bien des dollars américains pour l'Indochine mais continuer à vendre à la Chine communiste des produits en fer et acier susceptibles d'être transformés en armes pour Ho Chi Minh, on veut bien défendre l'Europe — jusqu'au dernier soldat américain — sans vouloir utiliser le potentiel allemand ni ses propres contingents nationaux. Tous les génies diplomatiques de l'histoire réunis

auraient des difficultés à se retrouver dans un tel guêpier.

Point en dernier lieu, des réactions purement psychologiques et sentimentales pèsent lourdement sur la politique américaine internationale. Le rôle du bienfaiteur à la fois sollicité et haï n'est guère très agréable. Certes, les hommes d'État américains manquent à la fois d'expérience et de tact. Ils ne connaissent pas l'Europe et la choquent sans le vouloir. Mais là aussi, notre jugement ne devrait pas être trop sévère. Dans ce domaine, les hommes les plus valables et les plus habiles ont connu des échecs, parce que celui qui donne est toujours, à la longue, plus mal vu que celui qui prend. Ce dernier est un adversaire qui joue pour ainsi dire le jeu, mais le premier reste un provocateur car, en donnant, il soulage seulement une peine matérielle tout en infligeant une blessure morale. Les États-Unis souffrent du fléau de la richesse, l'Europe de la fausse timidité d'un pauvre, ignorant avec une inconscience révoltante la responsabilité de son propre destin.

La Grande-Bretagne ou la grandeur obligée

Le jeu diplomatique est visiblement faussé par la malheureuse complexité de la situation britannique. Il y a, en effet, un divorce de plus en plus certain entre le rôle passé de la Grande-Bretagne comme grande puissance et ses possibilités actuelles. Les îles britanniques prises isolément ne représentent pas grand chose à côté de l'Amérique et de la Russie. Londres n'a droit dans le concert international à un premier violon qu'en sa qualité de porte-parole d'une communauté de nations plus

ou moins unies, dans un Empire jadis, dans un Commonwealth de nos jours. Or, la survie de ce Commonwealth semble sérieusement menacée. Il est tout autre chose que la forme idéale d'une association de nations que certains nous présentent avec ardeur comme exemple pour la future organisation de l'Europe. On oublie trop facilement que le Commonwealth est la fin d'une longue évolution allant de la subordination coloniale à la dissolution plus ou moins intégrale d'une communauté en passant par une association assez étroite et organiquement valable. L'Europe ne saurait commencer là où l'Empire britannique se meurt. Entre la plupart de ses membres, il n'y a plus aucun lien juridique, si lâche qu'il soit. Même la couronne a perdu beaucoup de sa valeur symbolique ou autre, l'Inde étant une République, le Pakistan envisageant de le devenir comme, d'ailleurs, l'Afrique du Sud, le Canada ayant, de son côté, affirmé son indépendance envers la couronne. Les intérêts fondamentaux des pays asiatiques comme l'Inde, le Pakistan ou le Ceylan, deviennent de plus en plus incompatibles avec ceux d'une Afrique du Sud raciste et chauvine. Le Canada se trouve, de son côté, dans l'orbite économique américaine qui attire également la Nouvelle-Zélande et l'Australie, deux anciens dominions liés aux États-Unis par un Pacte du Pacifique qui exclut, avec leur accord formel, la Grande-Bretagne.

Le Commonwealth n'a qu'un seul lien solide et réel avec la Grande-Bretagne : la monnaie commune. Mais, là aussi, des tendances de dislocation se font jour. L'Australie et la Nouvelle-Zélande ont récemment limité les importations, même en provenance de la Grande-Bretagne; le Canada fait solidement partie de la zone dollar et rencontre des difficultés croissantes pour maintenir ses échanges avec la Grande-Bretagne. L'Australie

préfère vendre son uranium aux États-Unis pour toucher des dollars au lieu de le fournir à la Grande-Bretagne contre des livres sterling. Le nombre de ses économistes qui recommandent le rattachement du pays à la zone dollar va croissant. La plupart des membres du Commonwealth se plaignent par ailleurs de la limitation de la liberté commerciale par l'existence d'un pool de devises qui les oblige à mettre leurs ressources en dollars à la disposition de la communauté et à se soumettre à cet égard à un contrôle plus ou moins prédominant de la Grande-Bretagne. Pour échapper à ces inconvénients, ils réclament avec insistance la convertibilité de la livre sterling, c'est-à-dire la liberté pour chaque détenteur de livres sterling de les échanger contre des dollars sans autorisation spéciale de Londres. Le gouvernement britannique se trouve en face d'un cruel dilemme : ou rétablir la convertibilité de la livre dans un délai rapproché ou renoncer à l'unité monétaire du Commonwealth avec toutes ses conséquences politico-économiques. Il y aura bientôt un an que les premiers projets de convertibilité ont été élaborés et ont inquiété les milieux européens. A l'heure actuelle, le but est presque encore aussi éloigné qu'au début. Les experts les plus qualifiés ne prévoient la convertibilité de la livre qu'au plus tôt pour la fin de 1954, sans y croire sérieusement. Une telle mesure exigerait la constitution d'un fonds de garantie international spécial avec un crédit américain supplémentaire de plusieurs milliards de dollars. De ses propres forces, la Grande-Bretagne n'est certainement pas en mesure de rétablir la convertibilité de sa monnaie, donc de sauver son Commonwealth. Si on continue à parler dans les milieux officiels londoniens avec insistance de la convertibilité, on le fait presque exclusivement dans l'intention de faire patienter ses partenaires.

Le peuple britannique est trop mûr et ses hommes politiques sont trop expérimentés pour ne pas se rendre compte du crépuscule de la grandeur anglaise. En même temps, ils sont suffisamment tenaces pour ne pas abdiquer sans lutte. Sous l'inspiration de Churchill, ils jouent donc un très grand jeu, en maintenant soigneusement la fiction de leur importance mondiale. L'entrée de la Grande-Bretagne dans le cercle européen équivaudrait à une renonciation, à l'acceptation d'une défaite qui sera peut-être inévitable, mais qui n'est pas encore évidente aujourd'hui. L'Europe est incontestablement trop petite pour une puissance qui se veut mondiale dans le vrai sens du mot. La diplomatie britannique a par conséquent décidé de s'assurer une indépendance aussi large que possible envers l'Europe et même envers les États-Unis, en essayant de jouer la carte de la paix. La rencontre Churchill-Eisenhower-Malenkov, bien entendu à l'exclusion du quatrième partenaire, la France, aurait admirablement permis, le cas échéant, au vieil homme d'État britannique de devenir le grand conciliateur entre l'Orient et l'Occident. Les pays du Commonwealth, dans une admiration justifiée, se seraient ensuite à nouveau rangés derrière leur ancienne capitale dont ils auraient pu accepter sans humiliation la direction diplomatique. Après avoir imposé au monde le respect par une dure politique d'austérité, la Grande-Bretagne voudrait s'assurer sa survie comme grande puissance par le dépassement énergique de ses propres forces et par la preuve manifeste de la supériorité de ses capacités diplomatiques ainsi que de ses valeurs humaines.

Les chances de réussite de cette tentative nous paraissent extrêmement limitées. Les États-Unis escomptent avec discrétion mais aussi avec réalisme, dès à présent,

la dislocation du Commonwealth. Ils ne semblent nullement vouloir se laisser impressionner par les apparences de la politique britannique. Économiquement et politiquement, ils n'ont rien fait depuis le retour au pouvoir de Churchill pour redorer le prestige de la vieille Angleterre ni pour faciliter le retour à la convertibilité. Au tête-à-tête politico-économique proposé par Attlee d'abord et par Churchill ensuite, Truman et Eisenhower préférèrent nettement la collaboration avec une communauté européenne à laquelle la Grande-Bretagne devrait se joindre d'une manière ou d'une autre. On se souviendra, entre autres, de la lourde responsabilité américaine dans la défaite britannique en Iran et du peu d'empressement dont firent preuve les États-Unis pour arranger les affaires entre Londres et le Caire. Si une détente entre l'Est et l'Ouest est réellement possible, les Américains souhaitent sans réserves que la palme en revienne à leur propre président et non pas à la Grande-Bretagne.

En attendant, l'isolationnisme anglais, expression d'un égoïsme foncier et en grande partie compréhensible, gêne aussi fortement la solidarité atlantique que la communauté européenne. Le climat est tel qu'à l'heure actuelle aucun diplomate occidental ne saurait se fier entièrement à la collaboration britannique. Le désir churchillien d'une conférence à Quatre paralyse jusqu'à nouvel ordre tous les efforts défensifs de l'Alliance atlantique. Quant à la France, ses expériences malheureuses avec l'amitié britannique deviennent sans cesse plus nombreuses. A plusieurs reprises, Londres a travaillé depuis la guerre contre la France en Afrique du Nord, chaque fois qu'il correspondait à ses propres intérêts de faire plaisir au chauvinisme arabe. Pour les moindres petites actions qui n'engagent à rien la vie de la nation britannique, l'esprit de coopération fait défaut. Personne

ne comprit ainsi à Paris la raison pour laquelle Londres renonça aux frais d'occupation en Autriche sans prévenir la France, qui se trouva ainsi gratuitement mise en fort mauvaise posture envers le peuple autrichien. Cet exemple est anodin mais caractéristique. La clarification de la situation internationale demandera fort probablement, à côté d'un arrangement plus ou moins général entre l'Est et l'Ouest, le règlement du sort de la Grande-Bretagne en tant que grande puissance, dans un sens ou dans un autre. L'équivoque actuelle trouble en effet toute l'atmosphère occidentale.

L'Allemagne et l'Europe

Les fausses alternatives enferment le problème allemand : unité ou intégration européenne, réarmement ou neutralisation, armée européenne ou entente avec les Russes, etc. Le point de départ n'est pas l'unité allemande en soi, elle n'intéresse ni les Russes ni les Américains et probablement encore moins les Français. La division de l'ex-ennemi en deux tronçons d'une dépendance accrue envers l'extérieur apparaît aux experts alliés des deux côtés du rideau de fer, au fond de leur cœur, comme la solution idéale pour empêcher l'Allemagne de redevenir un danger international. Si l'on parle néanmoins avec suffisamment de sincérité de la nécessité de la réunification de l'Allemagne, la cause en est la conviction générale dans les deux camps que la division de ce pays est le symbole de la division du monde et qu'une détente internationale ne pourra sérieusement être envisagée que le jour où Berlin sera redevenue la capitale d'une Allemagne ressuscitée. L'exis-

tence de Berlin gêne d'ailleurs beaucoup plus que la ligne de démarcation qui traverse l'Allemagne depuis 1945. Les deux moitiés de Berlin placée au cœur de la zone soviétique constituent une menace permanente d'explosion internationale. Berlin-Ouest dérange, en outre, l'Union Soviétique au plus haut degré, car il est à la fois un point d'observation pour le monde occidental et un point d'attraction pour les innombrables mécontents de l'univers soviétique.

Quel prix l'Occident et l'Est sont-ils disposés à payer pour l'unification de l'Allemagne en tant que garantie de paix, quel prix réclamera-t-on de l'autre camp? Cette question est jusqu'à nouvel ordre l'une des principales clés de la politique mondiale.

En réclamant des élections libres, l'Ouest demande à Moscou de renoncer à toute influence en Allemagne et aussi en Autriche. Le rideau de fer se déplacerait ainsi de l'Elbe vers l'Oder et de Vienne à Budapest. Moscou, convaincu de la victoire finale du communisme, serait disposé à une telle renonciation considérée par elle comme purement temporaire. Mais, selon les règles du jeu normales, il demande une contrepartie qui n'a jamais été exactement précisée mais que l'on peut aisément deviner au moins dans ses grandes lignes. Il s'agit de l'abandon de l'armée européennne et de la neutralisation au moins militaire de l'Allemagne. Que signifierait dans la pratique une telle éventualité?

Les troupes soviétiques se retireraient derrière l'Oder, les troupes américaines et britanniques derrière le Rhin. C'est simple et logique. Pourtant, l'évacuation de l'Allemagne bouleverserait tous les plans stratégiques occidentaux sans déranger, si peu soit-il, le dispositif soviétique. Derrière le Rhin, il ne reste plus qu'un petit champ de manœuvre, derrière l'Oder l'espace straté-

gique est pratiquement aussi vaste que derrière l'Elbe. Pour les Américains, l'Europe occidentale deviendrait indéfendable parce que la stratégie moderne, pour être efficace et opérante, a besoin d'un terrain de manœuvre d'une profondeur de 1.000 kilomètres environ, c'est-à-dire d'une heure de vol d'un avion à réaction. Tous les experts militaires sont formels à cet égard. L'Allemagne une fois évacuée, les États-Unis seraient obligés d'appliquer leur théorie de la stratégie périphérique, non pas pour punir une Europe désobéissante, mais parce qu'ils n'auraient pas d'autre solution stratégiquement valable. L'Europe entre le Rhin et l'Atlantique ne serait plus qu'une tête de pont appelée à couvrir pendant peu de temps une retraite difficile en direction de la Grande-Bretagne, des Pyrénées et de l'Afrique du Nord.

On voit donc que les conséquences d'une évacuation de l'Allemagne par les troupes américaines et britanniques à la suite d'une unification et d'une neutralisation militaire du pays dépassent de beaucoup le problème du réarmement allemand qui se trouve à tort au centre des préoccupations françaises. Le réarmement n'est en réalité qu'un phénomène purement accessoire. En premier lieu, il s'agit de savoir si l'on veut abandonner la ligne défensive sur l'Elbe en faveur d'une ligne de repli sans garantie sur le Rhin, bref, si l'on veut payer le prix essentiel réclamé par Moscou pour l'unité allemande et la détente internationale. Une solution de compromis est difficilement concevable dans ce domaine. Le maintien de troupes soviétiques en Allemagne mettrait forcément en danger l'unification et surtout les institutions de la démocratie occidentale. Par ailleurs, on saurait difficilement demander aux Russes de se retirer derrière l'Oder si les troupes américaines stationnent jusqu'à l'Elbe.

Puisqu'on sait déjà que Washington n'est pas dis-

posé à payer un prix aussi élevé, c'est-à-dire l'abandon de la défense de l'Europe, on s'est efforcé d'élaborer des solutions intermédiaires qui trouveront difficilement l'approbation soviétique. Nous pensons notamment à l'idée du chancelier Adenauer d'un pacte de sécurité qui garantirait sans réserves, avec l'approbation américaine, le système de défense soviétique actuel et le *statu quo* derrière le rideau de fer. Les États-Unis devraient dans cette éventualité renoncer à leur politique de refoulement et abandonner l'Europe orientale à la domination soviétique. Ce pacte de sécurité pourrait être renforcé par la création d'une vaste zone neutre entre l'Ouest et l'Est, susceptible d'englober la totalité de la zone soviétique d'Allemagne. Aucun contingent militaire occidental ou allemand n'aurait le droit d'y séjourner.

Les conséquences politiques d'une neutralisation allemande exigent également toute l'attention. La recherche d'une solution de rechange pour un réarmement allemand à maints égards indésirable risque, en effet, d'aveugler les esprits politiques les plus clairs et les plus avertis. Selon des suggestions soviétiques encore fort vagues, cette neutralisation serait d'ailleurs accompagnée du réarmement limité d'une Allemagne unifiée, étant donné que tout pays neutre a besoin d'une certaine force armée pour faire respecter sa neutralité. L'expérience faite après la première guerre mondiale avec une telle armée, limitée et contrôlée, n'a guère été rassurante. Lorsqu'on craint le militarisme allemand, ne devrait-on pas redouter la résurrection d'une nouvelle Reichswehr plus fortement que l'intégration de contingents allemands dans une armée européenne. Ses partenaires eurent, par la force des choses, sensiblement plus de possibilités pour contrôler l'appareil militaire d'outre-Rhin que d'éventuels observateurs internationaux, dont la

présence serait considérée par tous les milieux allemands d'avance comme une entrave inadmissible à la souveraineté nationale.

Les adversaires de l'armée européenne invoquent à la fois le danger d'une sécession allemande à la suite d'une réédition des pactes germano-soviétiques genre Rapallo ou Hitler-Staline, et l'entraînement de la future communauté par l'Allemagne dans une aventure guerrière anti-soviétique. La neutralisation du pays pourrait éventuellement atténuer le deuxième danger sous la réserve que les forces armées d'outre-Rhin soient réellement contrôlables à longue échéance, mais elle renforcerait sensiblement le premier d'une nouvelle collusion avec les Soviets. Une Allemagne neutralisée retrouvera toute sa liberté de manœuvre diplomatique, elle s'exercera très naturellement dans une politique habile de bascule entre l'Est et l'Ouest qui lui assurera un maximum d'avantages des deux camps et qui lui permettra assez rapidement de devenir, au moins en Europe, un arbitre assez inquiétant.

La puissance d'attraction économique du bloc soviétique pour une Allemagne surpeuplée et industrialisée à l'extrême n'est pas non plus à sous-estimer. Dans certaines circonstances, l'Est pourra lui offrir plus facilement des débouchés supplémentaires que l'Ouest. L'interdépendance économique sera alors aisément suivie par une collaboration politique de plus en plus étroite dont le couronnement pourrait être un front uni germano-soviétique contre les restes d'une Europe occidentale affaiblie et difficilement défendable. Certes, à l'heure actuelle, l'Allemagne semble être foncièrement anti-communiste et fortement immunisée contre toute pénétration soviétique. Une crise économique grave pourrait cependant fondamentalement changer la situation. L'ap-

pareil de propagande communiste est toujours en place en Allemagne occidentale, l'influence communiste existe à l'état somnolent dans les syndicats. Si la conjoncture sociale devenait défavorable, le mouvement communiste pourrait fort bien retrouver son envergure d'avant 1933.

Dans un avenir plus rapproché, l'attitude possible d'une partie de la bourgeoisie allemande constitue d'ailleurs un danger plus réel. Ces milieux sont convaincus de la supériorité germanique en face de l'ours russe. Ils ne craignent pas la collaboration parce qu'ils espèrent pouvoir jouer le partenaire. Les marchés de l'Est constituent une funeste tentation pour la grande bourgeoisie allemande qui aura probablement la main haute sur la politique d'une Allemagne neutralisée. Son flirt arrogant avec l'Union Soviétique dans le domaine économique sera le premier pas vers une éventuelle et définitive soviétisation de l'Allemagne. En somme, la neutralisation avec armée limitée aboutira dans les grandes lignes à une réédition de la situation après le traité de Versailles, avec les mêmes possibilités de manœuvre, les mêmes problèmes économiques, les mêmes revendications territoriales et, en fin de compte, avec la même inactivité des puissances occidentales.

La thèse européenne et la France

Ces différentes considérations expliquent la thèse d'union européenne. Entraînant une limitation sérieuse de la souveraineté nationale, elle heurte évidemment beaucoup de traditions et suscite encore plus de méfiance. Les distinctions plus ou moins savantes entre fédération, confédération ou association nous paraissent assez futi-

les. Ou une association d'États n'a aucune signification, ou elle tend normalement et rapidement vers la fédération, c'est-à-dire vers une cohésion plus forte. La survie économique de l'Europe exige, selon l'avis de tous, l'expansion de ses débouchés, la création d'un vaste marché avec une division de travail et une spécialisation de sa production aussi poussées que possibles.

Il serait naïf de croire qu'une réforme de structure tellement profonde puisse être réalisée en Europe sans une autorité supranationale. On peut parfaitement rejeter la solution européenne, mais dans l'intérêt de la clarté des décisions à prendre, et des choix à faire, il ne faudrait pas proposer des constructions bâtardes telle qu'une association genre Commonwealth, qui n'aurait aucune portée réelle, sauf celle de maintenir des pays européens dans un état d'indolence plein d'illusions.

Cette Europe qu'on veut nous construire, sera-t-elle allemande comme certains l'affirment ? Une fois de plus, le problème semble mal posé. Dans la mesure où la future place de l'Allemagne sera déteminée soit par son déterminisme économique, soit par sa vitalité générale, soit par sa liaison plus ou moins étroite avec Washington, la création d'une fédération européenne freinera plutôt cette évolution au lieu de la faciliter. Si l'Europe risque réellement la domination d'une Allemagne renforcée par les États-Unis en tant que tête de pont avancée sur notre continent, l'abandon des actuels projets d'unification serait le meilleur moyen d'accélérer le processus.

Ne dit-on pas un peu partout que Washington choisira l'Allemagne si l'unification de l'Europe lui est refusée ? La fédération européenne imposera même à l'Allemagne une sérieuse limitation de sa souveraineté, l'axe Bonn-Washington constitué en remplacement de cette fédération donnerait au contraire au gouvernement

d'outre-Rhin un surcroît de puissance et de souveraineté. En fin de compte, le futur rôle de l'Allemagne dépendra beaucoup moins de sa propre volonté ou des institutions agréées que de la capacité des autres États, notamment de la France, de remplir leur mission et de maintenir leurs positions.

Malgré ses faiblesses trop exagérément mises en évidence, la France garde sur l'échiquier mondial des possibilités énormes. Ni les États-Unis ni la Grande-Bretagne, ni les petites nations du continent ne désirent une prédominance allemande en Europe. Leur confiance en l'habileté diplomatique de l'Allemagne est strictement limitée. Les républicains de Washington connaissent aussi bien les leçons de l'histoire que les conservateurs de Paris, seulement, pour eux, l'histoire est liée à l'avenir, pour eux, le souvenir ne s'oppose pas au mouvement.

Si la France refuse de se mettre diplomatiquement et idéologiquement à la tête d'une communauté européenne, les hommes politiques américains se résigneront à jouer la carte allemande. Mais contrairement à ce que l'on croit dans de trop nombreux milieux français, la décision dépend encore de la France et non pas des Américains, ni des Allemands, si habiles ou diaboliques qu'ils soient.

La France dispose, en outre, d'un atout géographique considérable. Si l'Europe n'est pas défendable sans l'Allemagne, elle l'est encore moins sans la France. Dans cet ordre d'idées, l'axe Bonn-Washington n'a pas de signification. Même la stratégie périphérique suppose une collaboration française, étant inconcevable sans des bases africaines. La pièce maîtresse de la défense occidentale dans le sens le plus large, jusqu'au mode de vie qui nous est cher, serait ainsi un solide axe Paris-Bonn

ou Paris-Berlin, une très nette et véritable entente franco-allemande sans laquelle rien de constructif n'est possible de ce côté du rideau de fer. Et cet axe ne se formera pas par la volonté des Allemands, mais uniquement sur l'initative des Français qui empêcheront ainsi l'Europe de devenir allemande. L'abstention n'a jamais changé le cours des événements, les absents et les résignés ont toujours eu tort. L'Europe sera d'autant moins allemande que la présence française sera plus effective et plus spontanément voulue.

Faut-il parler dans cet ensemble de la question de la Sarre? Nous ne le pensons pas. Ce problème est purement accessoire, il n'a guère plus d'importance que la querelle entre le gouvernement fédéral des États-Unis et les différents États sur la propriété des gisements sous-marins de pétrole. Si la communauté européenne progresse, le problème sarrois perdra automatiquement sa raison d'être; si elle échoue, un traité de paix plus ou moins rapproché, suivi d'un plébiscite, préparera une répétition des événements de 1935 qui rendirent la Sarre à l'Allemagne. En attendant, constatons que hors les questions de prestige, la Sarre ne présente aucun intérêt pour l'Allemagne, ce qui n'est pas ignoré par les milieux responsables d'outre-Rhin. Économiquement, ce territoire constitua toujours une charge pour l'Allemagne, dès qu'il fut séparé de la Lorraine. Quant aux habitants, ils se laissent en premier lieu guider par leur intérêt du moment. Leur fidélité est aussi hypocrite que variable. Ce n'est pas la Sarre qui empêchera l'Europe ou l'entente franco-allemande, elle sera plutôt le baromètre des bonnes volontés des deux côtés du Rhin.

ALFRED FRISCH.

L'HISTOIRE EST-ELLE INTELLIGIBLE ?

Histoire et probabilité

DANS *La Vie Intellectuelle* de juillet 1952[1], à propos de l'*Histoire* de A.-J. Toynbee, M. Crubellier se demandait : « Sommes nous condamnés au chaos et au non-sens ? Ou du moins n'exerçons-nous jamais de prises sur le passé réel que par le moyen de cadres largement étrangers, surimposés du dehors ? »

Or il se trouve que le dernier ouvrage du docteur Pierre Vendryès, *De la probabilité en histoire*[2], aborde de front et se propose de résoudre le même problème : « L'histoire est-elle intelligible ? Et si elle ne l'est pas, en quoi ? Faut-il se contenter de décrire l'histoire ou peut-on créer les idées qui permettent de l'interpréter ? Écrasée sous la multiplicité d'événements discontinus, l'histoire peut-elle comme la physique créer des théories générales ? » (p. 9). La question, on le voit, est parfaitement posée, plus directement même que par Toynbee. Elle s'est posée et imposée à l'esprit du mathématicien, biologiste et philosophe qu'est le docteur Pierre Ven-

1. *La Vie Intellectuelle*, juillet 1952, p. 65.
2. Albin Michel, 1952, 360 pp.

dryès, au terme d'une exploration intellectuelle à travers les sciences de la matière, de la vie et de l'homme, dont il semble intéressant de schématiser ici le parcours et qui aboutit aux trois ouvrages articulés l'un à l'autre : *Vie et probabilité* (Albin Michel, 1942, 380 pp., deuxième édition 1951); *Acquisition de la science* (Albin Michel, 1946, 450 pp., épuisé); et *De la probabilité en histoire.*

La réflexion de l'auteur en biologie (P. Vendryès est ancien interne des hôpitaux de Paris et un des spécialistes français de l'entérologie), d'une part, son instinct d'humaniste préoccupé de liberté d'autre part, devaient l'amener à tenter de répondre à cette question fondamentale de la valeur intelligible et donc scientifique de l'histoire. La question se pose d'abord sur le plan purement rationnel et logique : s'il n'y a de science que du général, selon la règle aristotélicienne reprise par toute la science expérimentale contemporaine, comment l'histoire, composée d'une multitude de faits particuliers et contingents, où la part du hasard et de la liberté humaine semble à première vue prédominante, peut-elle revendiquer et mériter le titre de science? Mais le problème a vite fait de déborder du plan logique aux plans de la critériologie, de la métaphysique, même de la morale. Selon qu'on aura octroyé ou refusé à l'histoire la dignité de science, sa valeur de connaissance sera admise ou répudiée. Plus exactement il faut s'attendre à une aventure moins simple : l'étude de l'histoire va introduire dans le champ intellectuel des critères moins simplistes que ceux du positivisme, aux yeux duquel seul a droit au titre de science et possède une valeur objective de connaissance un ordre rationnel rigoureux. Et par là cette étude met en jeu la philosophie de l'homme. « Entre l'humanisme et les sciences théoriques l'intervalle n'a fait que se creuser au cours du XX^e^ siècle.

Notre civilisation a le plus grand intérêt à voir se combler ce fossé, et la science théorique elle-même doit faire un effort pour retrouver la vie humaine[3]. »

A la question ainsi posée de l'intelligibilité de l'histoire humaine, l'auteur va répondre, au terme d'une enquête approfondie, qu'il n'y a pas de réponse simple. La recherche n'aboutira point à un bilan négatif, ni à un aveu d'impuissance. Rien de plus réconfortant au contraire que sa conclusion qui sera d'introduire en histoire le probabilisme, de définir celui-ci avec une telle rigueur scientifique qu'il n'apparaîtra plus d'hétérogénéité irréductible entre la science probabiliste et la science rationnelle et de dégager l'immense portée humaine de cette intégration.

En confrontant dans son dernier ouvrage l'histoire et la science, en les ouvrant l'une à l'autre, P. Vendryès ne fait que poursuivre logiquement un effort d'investigation et de réflexion qu'il avait d'abord appliqué aux domaines de la physiologie et de la pensée et étendre à un champ nouveau, et avec la même hauteur, les notions probabilistes grâce auxquelles il avait expliqué et interprété l'autonomie physiologique de l'homme dans *Vie et probabilité* et son autonomie mentale dans l'*Acquisition de la science*. Dans son premier livre, il dégage les lois de la régulation biologique et souligne l'importance essentielle des fonctions de régulation. Sur certains points, il ne fait que reprendre, en les illustrant de tout l'apport de l'endocrinologie contemporaine, les intuitions de Claude Bernard. « Tous les actes vitaux n'ont qu'un but, maintenir constantes les conditions de la vie

3. *De la probabilité en histoire*, p. 10.

dans le milieu intérieur. Elles échappent ainsi aux variations du milieu extérieur et l'animal a une vie *libre*. » La régulation supprime donc la dépendance du vivant par rapport au milieu extérieur : elle rompt une causalité. Mais P. Vendryès complète la pensée de Cl. Bernard en faisant intervenir les notions probabilistes et en soulignant l'importance capitale des réserves. C'est par leur action contraléatoire que les réserves libèrent l'animal des fluctuations aléatoires du milieu externe [4].

Passant au plan de la science abstraite dans son second ouvrage, P. Vendryès trace le profil de la science contemporaine tel qu'il se dégage des découvertes et hypothèses de la physique ondulatoire et de l'énoncé des relations d'incertitudes d'Heisenberg, et il montre que cette science probabiliste remet en cause l'évidence cartésienne [5] et le rationalisme absolu d'une part et, d'autre part, fait éclater le corset rigide du déterminisme généralisé. Cet ouvrage a de quoi ameuter les derniers tenants du déterminisme universel dont il sonne le glas.

Après les chapitres de l'*Acquisition de la science* sur l'autonomie mentale et le libre arbitre de l'homme, où l'auteur à l'appui de ses thèses probabilistes fait longuement appel à Platon et à Bergson, le nouvel ouvrage, par une démarche naturelle, élargit le champ de vision à l'humain collectif, à l'homme vivant en société et à son histoire. Précisons que l'auteur ne pose pas le problème de la possibilité et de la valeur de l'histoire philosophique ou de la philosophie de l'histoire. Aucun *a priori* métaphysique ou théologique ne sous-tend son étude. Ni à

4. *Loc. cit.*, p. 275.

5. Dans un article lucide de *Paris-Presse* du 20 juillet 1952, « Descartes a perdu Gamelin », le député paysan Loustanau-Lacau, philosophe à ses heures, dénonce sur le plan de la stratégie militaire les dangers de l'a-priorisme cartésien.

la Toynbee, ni à la Marx, ni à la Bossuet, ni à la Grousset, il ne recherche les ressorts humains, économiques ou divins de la marche de l'histoire. Son propos est autre, plus humble et peut-être plus efficace : il veut dégager l'aspect intellectuel de l'histoire. L'histoire théorique est-elle possible ?

P. Vendryès ne ratiocine pas dans le vide. Esprit précis formé aux méthodes rigoureuses des sciences expérimentales, il se garde bien d'opérer sur de trop vastes périodes historiques. La différence entre l'objectif et les méthodes de Toynbee et les siens éclate aux yeux. L'historien anglais, qui se propose de faire l'inventaire de l'histoire universelle et de rechercher les causes de l'apparition, de la croissance et de la disparition des civilisations diverses que la terre a portées, évolue sur tout le champ de l'histoire connue; il opère à la façon d'un aviateur par vues panoramiques immenses; il jongle avec les siècles et les millénaires. P. Vendryès, lui, s'est armé d'un microscope et l'a braqué sur un objectif très limité dans le temps et l'espace : les trois années 1798-1800 dans l'histoire européenne, c'est-à-dire l'expédition d'Égypte et la seconde coalition. Pendant huit années, il a consacré à cette étude les loisirs hivernaux de sa profession de médecin thermal. Il a opéré avec la patience, la minutie d'un homme de laboratoire. Son information semble exhaustive et le récit des événements qui occupent deux cent cinquante pages du livre sont un modèle de clarté et de précision. Cette rigoureuse exactitude était requise puisque c'est à partir de ce donné bien défini qu'il va dégager les critères de l'histoire théorique. Quelle valeur auraient des lois abstraites de faits insuffisamment établis ? La belle conscience scientifique, la rigoureuse critique historique dont

fait preuve l'auteur sont les conditions nécessaires pour que les critères qui vont être définis aient quelque prix. Cette « tranche d'histoire » est écrite en un style sobre et dépouillé de savant. L'érudition est discrète et maîtrisée. Un art aussi de raconter avec clarté et de dégager les lignes de force dans le foisonnement des faits. Les récits des préparatifs de l'expédition d'Égypte, de l'expédition elle-même, ceux de la campagne de Suisse en 1755 et de la campagne d'Italie en 1800 sont d'une lecture passionnante.

Pourquoi le choix de ces trois années ? Parce qu'elles sont situées à bonne distance de nous, ni trop proches ni trop lointaines pour que les documents soient trop touffus ou trop rares, parce que Bonaparte a été l'un des plus grands acteurs de l'histoire et qu'à son propos on peut véritablement dégager les règles qui concernent cette part de l'homme dans la dialectique historique, parce qu'aussi cette période est conditionnée par des données géographiques, économiques, militaires, voire religieuses (Bonaparte et l'Islam) à propos desquelles des critères nouveaux apparaîtront. Cette « coupe » permet à l'auteur d'assimiler l'histoire théorique tantôt à une science rationnelle, lorsque les faits sont liés les uns aux autres et leurs relations nécessaires, tantôt à une science probabiliste, lorsqu'ils sont indépendants les uns des autres et leurs relations aléatoires.

L'auteur dégage trois critères-clés : la valeur de l'enjeu, le calcul des chances ou possibilités d'action et l'espérance historique qui est la synthèse des deux premiers. Les deux concepts de valeur de l'enjeu et de possibilité d'action se fondent en celui d'espérance historique et c'est là que s'insère le facteur humain psychologique et politique. Il fait appel à des concepts empruntés aux

sciences physiques : fluide des gaz, énergétique, champs de forces et ces rapprochements sont souvent éclairants. La théorie de l'état gazeux sert de préférence à l'historien pour l'année 1799 où la situation était fluctuante et les événements dispersés; celle des champs de forces pour l'année 1800, dominée et unifiée par la volonté de Bonaparte. « L'action des champs mentaux n'est pas aussi déterminante, aussi rationnelle que celle des champs de forces. Grâce à l'autonomie morale des hommes, l'histoire est conditionnée, non déterminée par les champs mentaux. D'autre part les idées religieuses qui sont au centre des champs mentaux sont elles-mêmes probabilistes » (p. 116). Quoi qu'il en soit de cette dernière assertion qui mériterait plus ample examen, l'auteur distingue entre la probabilité objective, qui concerne les relations des systèmes naturels, subjective, les relations de la pensée autonome avec le milieu extérieur, et métaphysique, les relations de la pensée avec le mystère.

Ces concepts, qui ne sont pas superposés du dehors sur les événements, mais abstraits au contraire par l'auteur des événements eux-mêmes, s'ordonnent selon une double pente, celle de la rationalité et celle de la probabilité. « Les événements de 1799 (influence de l'expédition d'Égypte sur la deuxième coalition) ont évolué presque uniquement sous l'influence de la force. Et cela révèle le caractère énergétique (et rationnel) de l'histoire. Sous cette forme, l'histoire s'apparente aux sciences de la matière... La discontinuité des événements, les fluctuations de la fortune, l'intervention du hasard et des calculs des hommes politiques ajoutent la probabilité à cette énergétique historique. La fusion de l'énergétique et de la probabilité se fait dans le concept de possibilité d'action. A condition d'admettre que la science est double, qu'elle est aussi bien probabiliste que rationnelle,

l'histoire, sous cette forme d'énergétique probabiliste fait partie intégrante de la science. Elle devient l'objet d'observation et de raisonnement » (p. 180). Ailleurs, l'auteur observe que l'histoire sera d'autant plus rationnelle que les facteurs géographiques et économiques prédomineront. « L'histoire trouve dans la géographie les meilleurs de ses invariants. Or la géographie participe au caractère rationnel de la géométrie, car celle-ci a été abstraite en grande partie de celle-là. Mais l'histoire n'est pas déterminée : elle est seulement conditionnée par son cadre spatial » (p. 269).

« Les événements de 1799 se terminent par une crise morale (audace de Bonaparte qui revient en France, découragement de Kléber en Égypte), comme il s'en impose inévitablement aux hommes d'action lorsqu'ils ont à prendre parti. Sous cette forme, l'histoire est purement humaine; elle échappe à tout raisonnement et à toute observation. Par la croyance en la valeur d'un enjeu, elle appartient plus à la morale qu'à la science » (p. 181). Le parallèle entre la ténacité de Masséna en Suisse en 1799, sauvant la France de l'invasion et la pusillanimité de Bruix en Méditerranée abandonnant l'Égypte, avait déjà permis à Vendryès de remarquer qu' « il y a toujours un moment où la morale intervient lorsqu'il s'agit de définir la juste proportion entre la valeur d'un enjeu et la valeur du risque qu'il convient d'assumer pour le conquérir... L'énergétique probabiliste n'élude pas le plus dramatique problème de la politique : la part de la morale dans l'usage des possibilités d'action » (p. 164).

De même les calculs différents de Bonaparte et de Kléber sur les possibilités d'action en Égypte, en 1799, montrent que même aux époques où elle est de portée mondiale l'histoire conserve une part humaine. Elle échappe alors à la physique et retrouve l'homme à l'état

pur dans sa personnalité entière. La croyance en la valeur d'un enjeu donne à la vérité historique une qualité purement humaine et cette croyance est irréductible à tout raisonnement et à toute espérance. L'épreuve du temps est incapable de faire apparaître une vérité en histoire qui reste une création, en grande partie, des hommes (p. 174). Plus l'homme intervient avec ses dons d'intelligence dans l'histoire et moins les événements y apparaissent au hasard. L'effort de l'homme tend alors à donner un ordre logique aux événements et à leur enlever ce qu'ils ont naturellement d'aléatoire (p. 237).

L'apport le plus valable de P. Vendryès ne serait-il pas cet élargissement de la notion de science qui, venant d'un esprit de rigoureuse obédience scientifique, est plus inattendu que d'un humaniste plus familiarisé avec les certitudes d'ordre moral? Au XIX[e] siècle, affirme-t-il, la philosophie de la science a été victime d'une erreur. Elle a cru à la valeur universelle absolue de la science contemporaine, qui était purement rationnelle. Or, comprendre c'est créer les idées qui soient adaptées à la nature des faits. La science, dont l'ambition est de comprendre, doit créer, selon les besoins, des idées nouvelles. Si l'homme reste incompréhensible par la science rationnelle, il doit être étudié à l'aide d'une autre science.

Il faut accepter désormais que la science est au moins double, qu'elle est rationnelle ou probabiliste, selon que les faits dont elle traite sont liés entre eux ou indépendants les uns des autres. Une fois que l'on a reconnu que l'homme est un être autonome, on conçoit l'importance que doivent prendre en histoire théorique les notions probabilistes et on comprend pourquoi la science

rationnelle à elle seule ne pouvait faire la théorie de l'humanisme (p. 267). A propos de chaque groupe d'événements, il faut démonter les mécanismes de l'histoire pour voir ce qu'il y a en eux de rationnel et de probabiliste. Les deux cent cinquante pages que Vendryès consacre à l'étude de l'expédition d'Égypte et de la seconde coalition constituent une démonstration exemplaire de l'intérêt et de la fécondité de cette méthode d'investigation qui serre de près la réalité historique.

En histoire, d'autre part, le mélange de probabilité et de rationalité se fait en toutes proportions. Les événements ne sont jamais ni parfaitement aléatoires, ni parfaitement déterminés. Mixtes, ils sont conditionnés. Les plus déterministes des philosophes de l'histoire ont confondu les *conditions* et les *déterminations*. Les conditions physiologiques ne sont pas déterminantes de la vie. Le cours de l'histoire n'est pas nécessairement lié aux conditions historiques.

D'où l'éclatement du déterminisme universel auquel l'histoire échappe par sa probabilité. De Broglie et Heinsenberg ont provoqué une fissure dans le déterminisme séculaire de la physique. Le fait élémentaire de l'histoire est l'autonomie physiologique et mentale des hommes. « Jamais les engrenages de l'histoire n'ont un caractère fatal. Les cycles n'ont pas une évolution déterminée. Chacun d'eux peut se terminer ouvert ou fermé... Tout en étant entraînés par elle, les hommes font leur histoire. Entre les événements, il reste toujours quelque intervalle libre dans lequel la volonté humaine puisse développer ses propres chances... L'énergétique humaine est probabiliste... » (p. 295)[6].

6. C'est l'analyse du désastre naval d'Aboukir qui fournit à l'auteur l'occasion de répondre au problème discuté par Cicéron

Le déterminisme absolu suppose un temps homogène et continu. P. Vendryès est évidemment amené à réviser ce concept du temps *rationnel* linéaire, nécessaire, de la physique du XIX^e^ siècle et à lui opposer le temps *contingent*, la contingence d'un événement étant, selon la stricte définition aristotélicienne, la possibilité qu'il a de se réaliser autrement qu'il ne le fait. Le temps de l'histoire appartient à cette dernière espèce. L'histoire vécue selon sa direction naturelle vers l'avenir et l'histoire appréhendée en sens contraire vers le passé n'est plus la même. Le moment présent coupe le passé de l'avenir. Le temps de l'histoire est le fait d'une suite de moments discontinus; il est ramifié entre des cas possibles et non pas linéaire, contingent, et non nécessaire. Il n'a pas les caractères du temps rationnel (p. 275).

Dans les derniers chapitres de son ouvrage, P. Vendryès utilise un certain nombre de faits contemporains comme confirmation des lois qu'a dégagées son analyse de l'action de Bonaparte. Son interprétation qui, sans le vouloir, recoupe celle des moralistes contemporains les plus lucides, un Teilhard de Chardin, un chanoine Leclerc, me semble d'une haute vraisemblance. L'intérêt est de saisir la liaison entre des vues en partie prophétiques et les concepts probabilistes de l'histoire. En voici deux points d'application : « Par suite de la tendance actuelle vers la concentration étatique des actions individuelles, la part rationnelle de l'histoire doit s'ac-

dans le *De fato* et qui est au cœur de son sujet : lorsque l'un des cas possibles d'un événement s'est réalisé, à l'exclusion des autres, faut-il conclure que lui seul était possible ? Les notions empruntées à la physique des gaz et à l'énergétique sont éclairantes sur ce sujet. Voici la conclusion de Vendryès : « Puisque les événements élémentaires de l'histoire comportent avant leur réalisation plus d'un cas possibles, quoique inégalement possibles, l'histoire a un fonds probabiliste. »

croître aux dépens de sa part probabiliste. L'industrie offre à l'homme politique le moyen de projeter sa volonté dans le monde. Comme elle rend solidaire la science appliquée, la vie financière et économique et l'équipement militaire, il semble qu'en groupant un grand nombre d'activités, elle agisse comme un champ d'influence qui rationalise l'histoire. Mais elle ne fait qu'élever le niveau où se joue la politique, sans détruire ses caractères probabilistes » (p. 320). On reconnaît la théorie de la *spirale* utilisée par de nombreux moralistes et sociologues pour illustrer leurs analyses de la montée humaine vers l'esprit. L'accroissement simultané des enjeux et des possibilités d'action dans un monde qui tend à se totaliser fait effectuer à l'histoire sa mutation vers les grands nombres. Bien qu'elle rende l'histoire de plus en plus collective, cette transformation laisse une grande place au choix individuel des hommes politiques, car elle leur offre des champs d'action de plus en plus vastes. Ainsi « la rationalité qui résulte de la concentration des actions individuelles redevient elle-même par un changement d'échelle de la probabilité » (p. 312).

« Le passage à la collectivité, d'autre part, doit se faire par simples sommations statistiques qui ne suppriment pas l'indépendance des personnes et non sous la forme d'additions intégratives qui fondent les personnes en un seul tout physique. Cela revient à présenter entre les personnes l'intervalle de probabilité qui est l'expression théorique de leurs autonomies propres » (p. 338). Toujours la probabilité à l'horizon de la pensée Vendryès, qui montre que l'interprétation probabiliste éclaire singulièrement les tendances évolutives potentielles de l'histoire qui se fait sous nos yeux et le sens véritable des réserves. Pour avoir étudié les fonctions de régulation et de réserve dans l'être vivant, la constitution de ces véri-

tables réserves vitales pour l'humanité actuelle que sont les énergies thermiques et hydro-électriques prend à ses yeux une importance extrême, et sans doute exacte, dans la physiologie, si l'on peut dire, de l'humanité qui tend à vivre comme un organisme unifié. Enfin, « la probabilité seule permet de poser le problème de la liberté », affirme-t-il (p. 334). Cette affirmation permet de mesurer la portée psychologique, spirituelle et même métaphysique de cette analyse probabiliste de l'histoire qui amène son auteur au seuil du plus haut problème : quel est le sens de cette liberté grâce à laquelle l'homme échappe au déterminisme de la matière et crée en partie l'histoire ? Sur quoi s'ouvre cette spirale qui par des seuils successifs rend l'histoire de plus en plus humaine, plus humaine certainement par la probabilité que par la seule rationalité ?

JOSEPH COINDRE.

Les Signes du temps

Décrets-lois

Le mot a été lancé par M. Edgar Faure lui-même (et il est orfèvre). On l'avait nié, la Constitution l'interdisait, on l'a fait, on l'avoue, on le proclame et on s'en vante, comme d'écrémer la liste des futurs candidats à l'E.N.A. (ce qui facilitera peut-être aux futures promotions de cette « grrrande » école leur visa pour les U.S.A.).

Les décrets sont un symptôme, un mal nécessaire, et en même temps un traitement symptomatique d'une maladie, la démission du Parlement. Pour les aveugles, cette démission a été proclamée par les intéressés eux-mêmes, ce qui constitue, pour un tribunal soviétique au moins, la meilleure des preuves : l'aveu. En août, en pleine crise sociale, inégalée depuis 1936, on a vu les syndicats ouvriers, déboussolés comme un vulgaire conseil des ministres de la III^e^ ou de la IV^e^, réclamer aux députés de se réunir. On n'aurait jamais osé espérer pareille naïveté des uns, pareille chance pour les autres. Le Parlement est sage et a fait depuis longtemps son auto-critique, il est resté en vacances, a reconnu son incapacité à résoudre la crise. D'ailleurs pour la résoudre, il eût fallu un candidat quelconque à la présidence (celle du Conseil). Las, ils ont été muets et discrets, même ceux qu'on appelait du pied, se réservant pour l'avenir, j'entends par là le congrès radical d'Aix-les-

Bains, où M. Herriot prenait à son compte toute la démagogie antifonctionnaire[1] de l'*Aurore*, et proclamait de l'espoir du jeune radicalisme qu'il était un Necker (*tonnerre d'applaudissements*). Le Français ignore l'histoire, mais M. Herriot l'a sue, et il sait très bien que Necker est le symbole de l'échec d'un réformateur, timide par les idées, et sans qualités de gouvernement.

Cette démission du Parlement, avouée à l'heure de l'impuissance du gouvernement, a deux aspects. Un aspect chronique et technique, et un aspect politique. Sur le plan technique, il est évident que le Parlement ne peut plus matériellement débiter les textes techniques qu'il doit voter, et qu'il est d'ailleurs incompétent pour discuter. A État technique un Parlement politique ne peut suffire. Il y a inadaptation à la tâche législative courante de notre appareil de gouvernement. Et sur ce plan le recours aux décrets-lois est indispensable — en 1953 comme en 1935. La France vit administrativement sur les décrets-lois de 1935 à 1945 (Laval, Blum, Daladier, Pétain, de Gaulle), et n'a pu tenir huit ans sans y revenir — au prix d'une Constitution violée (mais qui ne crie pas).

Ne vaudrait-il pas mieux le reconnaître, et au lieu de construire des barrières juridiques de chicanous dans des textes sacrés, l'institutionaliser *sainement* ?

Car enfin tous ces textes sont faits de façon malsaine, à la sauvette, la veille d'une date limite. Et c'est pour-

1. On a peut-être eu tort de ne pas noter, parmi les facteurs psychologiques de la grève d'août, l'exaspération latente des fonctionnaires, dénoncés depuis quarante ans par la droite comme responsables de tous les maux, le jour où ils ont vu devant eux et au-dessus d'eux un gouvernement formé de leurs attaquants, liés de plus à des puissances économiques contre lesquelles ils défendent en vain les droits de l'État depuis des années. Que pouvait dans ce cas être leur impression lorsque ces hommes, au nom de l'intérêt général (!), leur demandaient en premier des sacrifices ?

quoi les *J.O.* du 30 octobre 1935, du 2 novembre 1945, du 30 septembre 1953 sont des romans fleuves. Pourquoi faire honteusement et vite ce qu'il faudrait faire lentement et au grand jour ? Ce serait mieux fait et éviterait de publier des *J.O.* entiers et rectificatifs, dont la valeur juridique (le Conseil d'État *dixit*) est discutable...

Et c'est pourquoi il faudra de nouveaux décrets-lois pour modifier les premiers. Un engrenage de ce type est irréversible.

Laisser le gouvernement prendre des décisions techniques, on ne peut faire autrement. Mais lui laisser prendre des décisions politiques, c'est grave. C'est la politique de « Je ne peux pas le faire, faites-le pour moi, je vous promets de vous le laisser faire, fermez les yeux si en revanche je vous eng...e, je crierai mais je voterai. » A ce stade il n'y a plus de régime parlementaire. Discuter huit ans une loi antitrust et laisser passer un décret-loi qui est censé la remplacer, c'est le type de cette politique.

Car le décret-loi a quelques inconvénients. Le moindre n'est pas son caractère prolifère. Le 2 novembre 1945, après dix ans de décrets-lois, les éléments sains de l'administration française soupirèrent d'aise : enfin un Parlement va élaguer cette forêt de textes. Le fait que, en 1953 ils ont oublié leur réaction de 1945, et qu'ils ont eu partiellement raison, n'empêche pas leur satisfaction de l'époque d'être valable.

Ensuite le système du train lourd à la sauvette permet à tel ou tel individu de se payer discrètement de la peine qu'il se donne. Tel texte sur les brevets d'invention ou le taux de l'alcool du cidre ne s'imposait pas pour sauver le franc. Leurs partisans intéressés les voyaient dormir depuis des années, et une discussion publique, sans être dangereuse, eût pu être gênante (il y a tant de mauvaises langues). Qui peut les découvrir dans la forêt de Bondy d'un *Journal officiel* de cinquante pages ?

Plus généralement les décrets-lois sont soumis à un parallélogramme de forces très simplifié par rapport au problème de la lutte parlementaire au grand jour. Un décret-loi comporte deux temps : premier temps, les fonctionnaires des finances excluent les ministères techniques; deuxième temps, dans une antichambre ministérielle les représentants des « spécialistes » privés du problème battent les fonctionnaires de finances. Est-il sûr qu'on défende ainsi efficacement l'intérêt général et l'autorité de l'État ? Il faut être grossiste en bovidés pour le penser ou du moins pour en être sûr.

Et puis il y a la réforme administrative. En simplifiant un peu, on peut dire que sur le plan national le régime des décrets-lois ne laisse plus subsister que le technocrate privé en face du fonctionnaire des finances, sous l'arbitrage d'un ministre dont je vous laisse deviner les tendances. La réforme administrative ne laisse plus sur le plan départemental que le préfet en face des gros électeurs et des élus de type féodal, et exclut de même les services techniques de l'État. Coup double. On donne ainsi aux fonctionnaires les plus politisés, les moins stables, les plus « en mains », le pouvoir total. Il est admirable que tous les ministres techniques aient pu signer un texte qui les dépossède à ce point (sauf en ce qui concerne les radicaux qui peuvent avoir un espoir raisonnable de devenir ministre de l'Intérieur). Il est vrai qu'il y a assez de juristes parmi eux pour se répéter assez : « Le préfet est le représentant du gouvernement tout entier... », pour ne pas pouvoir voir qu'il est nommé, noté, muté par le ministre de l'Intérieur. Chaque ministre technique ainsi coincé à Paris contre les Finances, dans chaque département contre l'Intérieur, a signé allégrement qu'il n'était rien, ne comprenait rien, ne voulait rien faire, et ne cherchait pas même à essayer de faire quelque chose.

Mais qui s'est encore aperçu qu'il n'y a en démocratie que sur le plan technique (à condition pour l'État de

disposer de techniciens valables) que l'intérêt général peut être encore parfois sauvegardé.

A propos, et la Constitution ? Encore un viol sans cri. N'avait-elle pas prévu une déflation de l'institution napoléonienne du préfet ? Vous souvenez-vous en 1946 ou 1947 des présidents de conseils généraux qui voulaient, en application de la Constitution, prendre d'assaut les préfectures ? Encore quatre-vingt-dix démissionnaires qui préfèrent voir le préfet responsable, et de temps en temps le faire sauter. Le plus fort est qu'on trouve encore des gens pour accepter ce métier de « fusible ». Sont-ils vraiment les éléments les plus sains de l'administration française ?

En attendant ce Parlement de démissionnaires retrouve son énergie pour préparer au maccarthysme français une nouvelle arme, la suppression du secret professionnel des fonctionnaires. Ainsi l'administré saura que la seule garantie qu'il avait dans ses rapports avec l'administration, il ne l'a plus, et cela au profit d'une juridiction d'exception, dont le fonctionnement est scandaleux, et dont l'efficacité possible est historiquement inconcevable, aucune de celles qui l'ont précédée n'ayant eu le moindre succès. Va-t-on ainsi faciliter la tâche de l'État, augmenter son prestige ? Nous n'en sommes plus là.

HENRI MULLER.

Chronique du « maccarthysme »
(suite)

« Connue comme militante d'extrême gauche, elle est *cependant* de bonne moralité... »

Voici ce qu'on a pu lire dans un rapport de police concernant une jeune femme poursuivie devant le Tribunal correctionnel de la Seine pour injures à agents à

l'occasion des manifestations récentes en faveur des époux Rosenberg.

Ce *cependant* n'est pas seulement une perle policière. C'est, à l'occasion d'une affaire sans importance, le signe d'une discrimination d'autant plus grave qu'aux échelons subalternes elle est devenue inconsciente.

L'actualité vient à la fois en France, en Amérique et en Italie, d'en souligner la concordance.

En France, l'affaire de l'École nationale d'administration est suffisamment connue [1]. Trois candidats se sont vu refuser le droit de concourir : deux d'entre eux pour leurs opinions, l'autre, en raison de ce que l'on supposait être ses opinions et de la couleur de sa peau.

Les candidats font valoir qu'ils sont victimes d'un véritable détournement de pouvoir, c'est-à-dire que les motifs allégués ne concordent pas avec l'intérêt du service public. Ils font encore valoir les droits que, citoyens, ils détiennent de la Constitution. Le gouvernement invoque son pouvoir discrétionnaire, et c'est ici qu'apparaît le vrai problème : le pouvoir discrétionnaire invoqué s'exerce uniquement contre certaines catégories de citoyens.

Aux U.S.A., où s'amplifie de nouveau « la chasse aux sorcières », la décision a été prise de révoquer tout fonctionnaire du gouvernement des États-Unis qui invoquerait le cinquième amendement [2]. Ainsi, un privilège reconnu par la Constitution est désormais dénié en matière politique à toute une catégorie de citoyens.

Au même moment, l'affaire Renzi et Aristarco vient de se terminer en Italie. Les deux inculpés ont été condamnés respectivement à six et sept mois de prison avec sursis par le Tribunal militaire pour injures à l'armée :

1. Cf. *La Vie Intellectuelle*, octobre 1953, p. 103.

2. Le *cinquième amendement* de la Constitution des États-Unis autorise le témoin à refuser de répondre, si par sa réponse il risque de s'incriminer lui-même (*self-incrimination*).

ils avaient proposé, dans une revue spécialisée, *Cinema Nuovo,* un scénario intitulé « l'Armata s'agapo » (l'armée se décompose), histoire de la longue décomposition et des crimes de l'armée fasciste en Grèce. Le verdict a soulevé de violentes protestations en Italie, où le journal libéral, *La Nuova Stampa,* conduit lui-même une vive campagne.

Le procès soulevait en particulier le problème de l'extension de la compétence du Tribunal militaire à un délit de presse. Sans doute pouvait-on la justifier en vertu de l'article 81 du Code pénal. Mais ce texte semble implicitement abrogé par le nouveau code italien. L'accusation n'en a pas moins soutenu que, Renzi et Aristarco, réservistes, et comme tels mobilisables à tout moment, étaient justiciables de sa juridiction.

Il est aisé de conclure :

1) Nous assistons à l'extension des pouvoirs des juridictions militaires (l'affaire Aristarco en Italie correspond à l'affaire du « complot » en France).

2) Des mesures de discrimination sont prises contre toute une catégorie de citoyens, aux U.S.A., en France, et, à un moindre degré, en Italie.

Y a-t-il donc une justice « Atlantique » ?

JEAN MERCIER.

Parler avec Tunis ?

Les actions terroristes et contre-terroristes en Tunisie avaient, en décembre 1951, provoqué au Maroc de vives réactions et précipité, par là même, l'évolution de la crise marocaine. Par un choc en retour très naturel, les mesures intervenues au Maroc en août dernier ont apparemment modifié de façon sensible le

climat politique en Tunisie et fait naître l'espoir que des conversations pourraient désormais se nouer efficacement entre Français et Tunisiens.

Certainement frappé par le sort réservé au Sultan du Maroc, le Bey de Tunis a recommandé le calme à ses sujets, d'une façon plus pressante sinon plus efficace qu'il ne l'avait jamais fait depuis trois ans. De son côté, le gouvernement français a choisi ce moment pour remplacer le Résident général, dont les relations personnelles avec le Souverain de la Régence ne permettaient plus de contacts efficaces. Le nouveau représentant de la France a su marquer, d'emblée, sa volonté de réprimer les actes de violence, d'où qu'ils viennent, et l'on peut espérer qu'il saura s'en procurer les moyens. La possibilité d'une conversation entre les hautes autorités françaises et tunisiennes se trouve ainsi rétablie dans une atmosphère relativement apaisée.

Si important que soit ce résultat, il ne constitue que l'amorce d'une solution. D'une part, l'apparente détente d'aujourd'hui est de toute évidence précaire; nul ne peut dire combien de temps durera cette atmosphère relativement calme, surtout s'il n'est rien fait pour en tirer parti. D'autre part, le dialogue franco-tunisien ne peut se réduire aux deux seuls interlocuteurs éminents que sont le Bey et le Résident général. Derrière eux et auprès d'eux sont montés sur la scène, depuis des années déjà et avec une force et des prétentions croissantes, le peuple tunisien, figuré par ses élites bourgeoises et lettrées, et la population française de Tunisie rassemblée par les plus dynamiques de ses représentants.

Non seulement les conversations franco-tunisiennes devraient tenir compte des vœux de ces deux importants personnages collectifs, mais on ne voit pas qu'elles puissent se tenir sans qu'ils s'y trouvent associés. C'est d'ailleurs à cette préoccupation que répond la formule de la Commission mixte, déjà avancée au printemps 1952, et qu'a reprise récemment le délégué du Néo-Destour à

Paris en prononçant l'expression de « Table ronde ». Mais, plus encore, on ne peut concevoir qu'une formule arrêtée au cours de telles conversations puisse négliger d'équilibrer, dans les futures institutions tunisiennes, non seulement les rapports politiques de la France et de la Tunisie, mais aussi les relations entre le peuple tunisien et la population française de Tunisie.

C'est sans aucun doute la réalisation de ce difficile équilibre qui conditionnera le succès ou l'échec des arrangements à intervenir. Toutes les études récemment consacrées au problème tunisien, et tout particulièrement les travaux du comité présidé par le général Catroux, semblent conduire de manière plus ou moins explicite à pareille conclusion.

Par quel moyen pareille formule d'entente pourrait-elle être recherchée? Une première difficulté évidente réside dans le choix des personnalités qui, par voie de consultation ou autour d'un tapis vert, seraient amenées à faire valoir les points de vue respectifs du peuple tunisien et des résidants français de Tunisie. Le Néo-Destour affirme représenter pratiquement la grande majorité du peuple tunisien; mais cette qualité représentative lui était vivement contestée, il y a peu de jours encore, par M. Gabriel Puaux, sénateur des Français de Tunisie, dans une déclaration au *Monde*.

On ne saurait trancher en quelques lignes un débat aussi complexe. Rappelons seulement que le Néo-Destour est la seule organisation politique tunisienne réellement cohérente, et qu'il est animé d'un dynamisme indéniable; s'il ne rassemble effectivement qu'une fraction numériquement faible de la population tunisienne, il est en mesure d'agir par toutes sortes de moyens sur les couches les plus larges de cette population; tout au moins, après des mois d'une action terroriste dont il ne s'est que tardivement désolidarisé, et dont il est naturel de voir en lui l'inspirateur puisqu'il en est le bénéficiaire et qu'il a souligné, dès l'origine, la nécessité du sang

versé, peu de Tunisiens se montrent assez hardis pour élever la voix et le contredire.

Quoi qu'il en soit, nul doute que le Néo-Destour n'acquerrait aussitôt auprès de l'ensemble de la population tunisienne un crédit considérable si, comme il le demande, ses leaders actuellement éloignés ou internés étaient rappelés pour être consultés; ce serait pour tous les Tunisiens le signe de sa victoire et la consécration effective de son autorité. D'ores et déjà, le choix de l'interlocuteur populaire tunisien semble donc entouré de difficultés presque inextricables.

Du côté des résidants français en Tunisie, les obstacles sont très considérables aussi. Le sentiment de la solidarité française, la conscience de représenter un élément de haute valeur indispensable à la vie économique et sociale de la Régence, les divers complexes issus de la conscience de l'infériorité numérique, ont conduit à tort ou à raison les Français de Tunisie à remettre le soin de plaider leur cause à des représentants qui n'ont cru, le plus souvent, pouvoir conserver l'unanime confiance de leurs mandants qu'en faisant preuve d'un radicalisme sans nuance.

En face d'eux, le Néo-Destour a beau jeu de se donner les gants d'être modéré, puisqu'une telle attitude doit logiquement amener la libération de ses chefs, et, de ce fait, l'accroissement de son crédit. En revanche, les Français de Tunisie croient dans l'ensemble que tout relâchement de leur intransigeance serait tenu pour une faiblesse et mettrait la désunion dans leurs rangs.

Est-il possible dans ces conditions d'escompter la constitution, chez les résidants français de Tunisie, d'un parti délibérément modéré? Ce parti devrait mettre au premier rang de ses préoccupations non plus la défense des intérêts particuliers, même légitimes, de la colonie française, mais l'établissement de rapports confiants et équitables entre Français et Tunisiens. Ce serait là, pour les Français de Tunisie, le moyen de reprendre efficace-

ment leur place dans le dialogue, en réduisant à néant la surenchère de modération du Néo-Destour et en offrant à des conversations éventuelles une base paritaire dont l'avenir leur conserverait le bénéfice. Mais qui aura, parmi leurs chefs, cette singulière audace de se dire « modéré » ?

Si, par quelque moyen que ce soit, ces difficultés préliminaires pouvaient être réglées ou écartées, il resterait à définir le contenu des conversations possibles, c'est-à-dire leur objectif.

L'évolution de la conscience nationale tunisienne postule nécessairement un allégement du contrôle politique français. Il n'est pas concevable, dans ces conditions, que les résidants français de Tunisie puissent efficacement prétendre à des prérogatives d'ordre politique qui les placeraient, à cet égard, sur le même plan que les Tunisiens eux-mêmes. En revanche, ni la nécessité d'un puissant concours technique, financier et économique du gouvernement français, ni l'extrême opportunité d'une association permanente des Français de Tunisie à la vie économique du pays ne sont sérieusement contestées au sein même du Néo-Destour. C'est sur des bases de cette nature qu'il conviendrait de fonder les structures de l'avenir.

Peut-être pourrait-on concevoir que, du côté français, le contrôle et le conseil politique seraient réservés aux organes de la Résidence générale, tandis que les moyens d'action financière et économique se trouveraient rassemblées entre les mains d'une mission technique, dont l'influence dans l'administration tunisienne serait limitée aux seules nécessités de l'emploi de ces moyens. Parallèlement, les Français de Tunisie recevraient, par voie diplomatique et consulaire, des garanties personnelles élémentaires; la réalité de leur rôle économique éminent devrait se traduire efficacement dans des institutions économiques mixtes, où leur poids dépendrait moins de leur nombre que de leur place dans la production.

Ce ne sont là, nous ne le méconnaissons pas, que des indications très générales. Elles sont propres, tout au plus, à définir une direction. Mais il semble indispensable, si nous voulons que les conversations franco-tunisiennes sortent de l'impasse de ces derniers mois, de leur donner initialement un cours entièrement nouveau. Même si les formules d'entente ainsi esquissées dès l'abord devaient, au cours de ces débats, se trouver profondément modifiées, le fait de placer le problème hors du domaine purement politique permettrait de stabiliser l'actuelle détente. Dans une atmosphère plus calme pourraient alors s'édifier, à loisir, des constructions délicates et complexes, mais nullement irréalisables, qui assureraient l'avenir commun de la France et de la Tunisie.

GEORGES LUZY.

Prendre les Vietnamiens au mot...

Le vote par le congrès national tenu à Saigon d'une motion rejetant l'appartenance du Viet-Nam à l'Union française a fait l'effet d'une bombe à Saigon, mais surtout à Paris.

Cette attitude est pourtant de celles qu'il fallait attendre. Que demandait Bao-Daï aux congressistes ? De se prononcer sur l'indépendance du pays et les relations à établir avec la France. Les délégués répondent : indépendance totale — pas d'adhésion à l'Union française mais traité d'alliance.

Les membres du congrès étaient des *nationalistes*, ce qui n'est pas une caractéristique originale, mais aussi des nationalistes désignés par Bao-Daï et le chef du gouvernement et donc des personnages modérés qui, surtout lorsqu'ils appartiennent aux sectes de Cochin-

chine, sont liés à plus d'un titre au (et par) le chef de l'État. Des modérés chargés d'exprimer un sentiment national, accusés de n'être pas représentatifs de l'opinion, ne peuvent adopter que des positions extrêmes pour justifier de leur authenticité. Ne fut-ce pas en diverses circonstances le cas de M. Nguyen-Van-Tam lui-même que ses compatriotes tiennent pour un agent des Français et qui, au demeurant, n'est modéré que pour l'usage externe. On l'a dit cent fois, les Vietnamiens non engagés dans les rangs du Viet-Minh sont sans cesse contraints à une surenchère nationale, surenchère qu'il est d'ailleurs plus aisé, moins coûteux, d'appliquer aux relations franco-vietnamiennes qu'aux réformes sociales. Les uns, catholiques qui suivent M. Ngo-Dinh-Diem, sincèrement hostiles à toute forme de compromission, ne sont pas sortis de l'attentisme (et ont refusé de participer au congrès); les autres, qui sont tout prêts à renverser M. Tam, mais qui peuvent difficilement se passer de Bao-Daï, doivent plus encore se montrer intransigeants.

En prenant position dans une interview au *Monde* au moment même où le congrès national commençait ses travaux, Bao-Daï espérait sans doute faire éclater la conformité des positions nationalistes avec les siennes propres. Mais sous certaines conditions, d'ailleurs fort légitimes et exprimées avec modération, le chef d'État affirmait que le peuple vietnamien n'avait aucune espèce de réticence à l'égard de l'Union française.

Il fallut le « coup de pouce » apporté par voie d'amendement au rejet formulé quelques heures plus tôt pour que les positions des conseillers puissent prétendre rejoindre celles de l'État... sans faire cependant illusion. Motion de confiance, discours de clôture devaient ensuite tendre à restituer une impression d'harmonie.

Bao-Daï a évidemment un alibi : il peut en face du gouvernement français se référer aux motions « dures » du congrès. Il lui manque cependant pour jouer les rois

khmers un véritable soutien populaire, une armée sûre et de pouvoir se passer du corps expéditionnaire français. L'alibi se révèle donc des plus faibles. Il lui faut maintenant tenter de rassurer les Français. Entre les gages à donner aux nationalistes qui maintenant sauront lui rappeler leur existence non seulement lorsqu'il s'agira de négocier avec la France mais lorsqu'il faudra liquider le gouvernement Tam, — et les assurances à donner au gouvernement français, la position de Bao-Daï risque de se révéler des plus inconfortables. A condition que le gouvernement français sache utiliser l'arme qui lui est fournie.

Cette arme, c'est de prendre les Vietnamiens au mot. Dès lors que le Viet-Nam rejette l'association qui lui était proposée, la France n'a plus rien à défendre en Indochine qui la concerne. Ce qui est vrai pratiquement depuis longtemps le devient en droit : le rejet de l'Union française — même en sa forme actuelle — vaut dénonciation des accords en vigueur. (Ceci est d'ailleurs expressément demandé par une autre résolution du congrès.) Le contrat d'association dissous, la France est déliée de ses obligations. Il reste à en tirer les conséquences... Et à chercher par voie de négociations le règlement tant souhaité du conflit, à trouver la solution du vrai problème.

PIERRE-ALBIN MARTEL.

La Birmanie et le communisme asiatique

Pendant que traînaient les pourparlers de Pan-Mun-Jom, une autre négociation, à Bangkok, mettait aux prises des Asiatiques : il s'agissait d'évacuer les nationalistes chinois installés en Birmanie après la victoire de Mao Tsé Toung. Mais les pourparlers de Pan-Mun-Jom ont abouti,

tant bien que mal, à un accord au moins provisoire; ceux de Bangkok viennent de s'achever par une rupture.

L'O.N.U., comme en Corée, les patronnait. Elle agissait, cette fois, sur une plainte de la Birmanie. Ce dernier pays, on le sait, faisait partie avant-guerre des Indes britanniques; mais, bouddhiste de religion, et non hindouiste, de race jaune et non aryenne ou dravidienne, il s'est détaché de l'Inde républicaine, et même, contrairement à cette dernière, a répudié tout lien avec le Commonwealth. Pauvre Birmanie ! Eussé-je cru, lorsqu'en 1928, au sortir de la péninsule étouffante de haines, je me rafraîchissais à l'accueil de cette nation sans castes et sans fanatisme, eussé-je cru qu'elle sombrerait un jour dans l'anarchie, tandis que l'Inde s'en tirerait beaucoup mieux ? Effroyable communisme et plusieurs séparatismes montagnards; ils se battaient aux portes de la capitale; et l'on comprend que le gouvernement de Rangoun ait fait la grimace en voyant refluer par surcroît sur son territoire les dernières troupes de Tchiang Kaï-Chek.

Celles-ci venaient du Yunnan. Elles avaient à leur tête le commandant en chef de cette province, le général Li-Mi. Résolues à se battre jusqu'au bout, ayant résisté à la vague de défections des années 1948 et 1949, elles rêvaient de reconquête, elles entendaient au moins se créer un réduit d'où elles repartiraient un jour à l'assaut. Comme leurs ennemis, les Rouges, s'en étaient constitué un naguère à Yenen, aux confins de la Mongolie. Elles spéculaient sur la sympathie des peuples de la frontière, leurs frères de race, qui saluaient en elles des auxiliaires dans leur lutte contre le pouvoir central. La victoire électorale du général Eisenhower allait bientôt les remplir d'espoir : puisqu'il avait parlé de lancer les Asiatiques non communistes contre les communistes asiatiques, puisqu'il déneutralisait Formose, ne leur accorderait-il pas son plein appui, à défaut de la « vraie troisième guerre mondiale » qui leur eût donné quelque chance de rentrer en triomphe dans leur pays ?

Mais les États-Unis les ont déçus. Ni eux, ni les autorités françaises de la proche Indochine ne désiraient ajouter une nouvelle aventure à un tableau déjà suffisamment embrouillé. La Birmanie, de son côté, s'adressait à l'O.N.U. : elle avait cherché d'abord à les réduire par la force, mais la colonne qui marchait contre elles s'était fait tailler en pièces au gué

de Salouen, à Wan-Sala. Les guérillas anticommunistes gagnaient chaque jour du terrain : cantonnées, au début, dans le saillant que fait la Birmanie entre le Siam, le Tonkin et la Chine, elles étendaient en 1951 leur rayon d'action à tout l'est du fleuve (sauf la capitale provinciale de Kengtung), et, en 1952, s'épanchaient vers le nord et vers le sud, interceptant les communications avec la Chine et le Siam sur toute leur longueur, descendant vers la mer et la lointaine Malaisie. Recourir à l'O.N.U., accuser Tchiang Kaï-Chek d'agression, ce pouvait être un moyen d'obtenir par la diplomatie ce que les armes n'avaient pu assurer, et de fait l'O.N.U., avec le consentement apparent de Tchiang Kaï-Chek, mettait sur pied un plan d'évacuation des Chinois vers Formose; la conférence de Bangkok n'avait pour ordre du jour que de veiller à son application.

Tchiang Kaï-Chek cédait-il de bon cœur? Consentait-il vraiment à perdre le seul point de départ éventuel d'une contre-offensive sur le continent sans débarquement préalable? Les soldats du général Li-Mi, en tout cas, ne l'entendaient pas de cette oreille. Et d'abord, affirmaient-ils, la Birmanie n'a rien à voir en cette affaire : nous ne campons pas chez elle, nous sommes installés parmi des populations, les Karens, les Shans, qui n'ont jamais dépendu d'elle avant le régime anglais et qui aujourd'hui ont autant qu'elle droit à leur indépendance; ce sont elles qui constituent le gros d'une armée à laquelle nous nous sommes incorporés, et nous ne relevons plus de Formose. Que l'on y transfère ceux d'entre nous qui le souhaitent, d'accord; qu'on nous l'impose en bloc, non. Et c'est là-dessus que la Birmanie, les taxant de mauvaise foi, a rompu les pourparlers.

Qu'en résultera-t-il? Les dépêches d'agence, qui viennent toutes de source birmane, font état de raids aériens massifs sur Mongsat, siège de l'état-major du général Li-Mi. Réussiront-ils mieux que les troupes terrestres et que la diplomatie? Leurs adversaires, aux dernières nouvelles que j'ai d'eux, affectaient une confiance imperturbable; ils se réjouissaient d'une excellente récolte de riz, « grande bonne nouvelle », comme s'ils étaient à cent lieues d'une menace quelconque; ils comptaient sur la consolidation de leurs alliés shans et karens. Et sans doute cette guerre, pas plus que celle d'Indochine, n'est à juger selon les normes européen-

nes : nous assistons à un émiettement, à un éparpillement féodal, qui dissout progressivement les structures factices imposées par l'Occident; se comporter comme s'il existait vraiment des « États », dans le sens où nous entendons ce mot, qui s'appelleraient le Vietnam, l'Indonésie, la Birmanie, c'est peut-être une grave méprise, c'est même nous exposer à sanctionner l'oppression des plus faibles — ici les Shans ou les Karens, là les Moïs, ailleurs encore les habitants des Moluques — par des voisins plus nombreux et dotés d'intellectuels capables de répandre leur version des événements. Avant de donner gain de cause juridiquement à la Birmanie, il eût mieux valu vérifier les limites effectives de son autorité, et s'assurer que le départ de l'armée Li-Mi ne créerait pas tout bonnement un *no man's land* par où les agitateurs s'infiltreraient vers le Sud en contournant le bastion indochinois.

Car le bastion indochinois apparaît décidément, lorsqu'on y réfléchit, comme une pièce maîtresse sur l'échiquier stratégique mondial. Autant l'armée européenne, *made in U.S.A.*, semble inopportune si l'on ne s'hypnotise pas sur l'idée d'une invasion russe, autant les Américains semblent avoir raison contre une grande partie de l'opinion française lorsqu'ils mesurent l'importance capitale de la défense en Extrême-Orient. L'intensité même de la campagne contre ce que les communistes appellent « la sale guerre » démontre que leurs inspirateurs y attachent la même importance; et aussi bien, le bastion subsistant, s'efforce-t-on de le neutraliser, en profitant des circonstances les plus diverses : le regroupement de l'État d'Andhra, au sud de l'Inde, concession arrachée par une minorité linguistique au nationalisme unificateur, pourrait, s'il s'agrège le district voisin de Telengane, aboutir à l'établissement d'une République soviétique; en Indonésie, c'est au contraire le gouvernement qui s'efforce de ménager l'extrême-gauche pour obtenir sa tolérance tandis qu'il mate les mouvements centrifuges, — non sans exaspérer ainsi, chez ces derniers, le fanatisme musulman. On songe à la façon dont le nazisme jouait des rivalités ethniques en Europe centrale. Et les propagandes aussi relèvent des mêmes méthodes : clouer au pilori celui qui résiste, aujourd'hui Syngman Rhee, ce pelé, ce galeux, ce despote, hier « Herr Bénès », ce franc-maçon; écarter

d'un haussement d'épaules les faits hostiles à la thèse : il est entendu, n'est-ce pas, que la Chine applaudit Mao Tsé-Toung, et la résistance des prisonniers au rapatriement, manœuvre américaine, ne signifie rien de plus que les récits des missionnaires, ces exploiteurs... On regrette que les idéologies, jointes à la peur, ouvrent à cette façon d'argumenter les mêmes oreilles complaisantes qu'entre 1932 et 1939.

On regretterait surtout qu'elles aboutissent à un isolationnisme européen. Si une Europe, et même une Eurafrique, devait impliquer l'insouciance envers l'Asie et l'Amérique, si la France abdiquait l'universalisme qui a fait sa gloire, si nous ne comprenons pas que désormais tous les hommes sont solidaires et que, sur notre planète aux transmissions instantanées, les continentalismes sont dès maintenant dépassés, il nous arrivera ce qui est arrivé aux États-Unis de 1941, tranquilles dans leur repli continental : nous nous réveillerions au coup de tonnerre d'un Pearl Harbour.

AUGUSTE VIATTE.

U.R.S.S. : La bombe H et les troupeaux

Malenkov et Khrouchtchiov viennent de confirmer ce que certains spécialistes des questions soviétiques savaient depuis longtemps, à savoir qu'on vit moins bien sous le régime stalinien que sous les tzars. Mais, signe des temps, les déclarations des maîtres du Kremlin sont passées inaperçues en France. Malenkov et Khrouchtchiov n'ont pas plus d'audience auprès de leurs disciples et sympathisants français que n'en avaient auparavant les spécialistes qui essayaient de faire admettre un certain nombre de faits. L'immobilisme intellectuel, qu'il soit de gauche ou de droite, tient fermement à un mythe soviétique qui n'a aucun rapport avec la réalité soviétique, mais s'explique uniquement par la situation française. (Il faudra bien montrer un jour comment ce mythe sert d'alibi à l'immobilisme intellectuel, incapable

d'affronter la réalité et seulement soucieux de cacher sa propre impuissance.)

Les aveux de Malenkov et de Khrouchtchiov.

Pourquoi avoir révélé la vraie situation des campagnes soviétiques ? Pourquoi cette capitulation devant la grève perlée de la paysannerie ? Je vois à cela trois raisons principales :

1° L'explosion de la bombe H représente une sorte de couronnement dans les progrès de l'industrie lourde. L'équilibre international avec les États-Unis est stratégiquement établi. Le Kremlin se sent assez fort pour s'attaquer à la plus grande faiblesse du régime — l'insuffisance alimentaire et la crise du logement.

2° Les révoltes en Allemagne orientale et en Tchécoslovaquie ont été ressenties comme des échecs beaucoup plus sensibles que ne le fut la révolte des marins de Kronstadt. Un terrible précédent est créé. Penser au bifteck des masses est devenu urgent.

3° La liquidation de Béria a accéléré la lutte pour la succession de Staline. Pour Malenkov, le concurrent dangereux c'est Khrouchtchiov, l'homme des agrovilles et du socialisme à la campagne. Liquider définitivement le stalinisme qui réclamait la socialisation rapide des campagnes [1], cela exigeait un tournant très net dans la politique agraire. C'est ce que fit Malenkov dans son discours du 8 août. La presse lui accorda les honneurs avec une servilité rappelant l'époque stalinienne. Puis, le 28 août, le concert de louanges cesse [2]. Le 13 septembre, la *Pravda* publie une résolution du Comité central, intitulée : « Mesures concernant le développement de l'agriculture en U.R.S.S. » C'est à la suite d'un rapport de Khrouchtchiov que cette résolution a été adoptée. Le rapport lui-même paraît dans la presse le 15 septembre.

L'ancien créateur des agrovilles va encore plus loin que

1. Cf. Staline, *Problèmes économiques du socialisme,* Moscou, 1952.

2. *La Réalité russe,* bulletin tiré à la ronéo, 26, rue Friant, Paris-14e, a remarquablement analysé, à l'aide de nombreux extraits de la presse soviétique, les différents aspects de ce nouveau tournant.

Malenkov dans ses aveux en nous apprenant qu'en 1916, au bout d'un an et demi de guerre, il y avait quatre millions et demi de vaches de plus qu'aujourd'hui — et qu'en Sibérie, pays que la guerre de 1941 a épargné, on a produit 65.000 tonnes de beurre en 1952, alors qu'en 1913 on en produisait 75.000! Voici d'ailleurs une statistique fournie par Khrouchtchiov :

	Bêtes à cornes (millions de têtes)	*Vaches* (comprises déjà dans la colonne précédente)	*Porcs*	*Moutons Chèvres*	*Chevaux*
1916 :	58,4	28,8	23,0	96,3	38,2
1917 :	66,8	33,2	27,7	114,6	36,1
1941 :	54,5	27,8	27,5	91,6	21,0
1953 :	56,6	24,3	28,5	109,9	15,3

Le mot d'ordre : enrichissez-vous !

Quelles sont les causes de l'échec ? Tout d'abord le paysan n'admet pas la situation de serf que lui fait le régime. A la terreur, il oppose sa force d'inertie. N'est-ce pas significatif qu'à la veille de la collectivisation, malgré les années de guerre civile, de réquisitions sans fin, les paysans avaient lentement progressé. Encore faut-il remarquer que ces progrès étaient nettement insuffisants eu égard à l'accroissement de la population. Mais à partir de la collectivisation, c'est la dégringolade dont les conséquences sont d'autant plus sensibles que la population ne cesse d'augmenter, malgré la misère ou justement à cause de la misère. (C'est une donnée sociologique connue que la forte natalité est une conséquence de la misère physiologique, exemple la Chine, l'Inde, etc.).

Aujourd'hui, le régime espère provoquer un changement dans l'attitude de la paysannerie en tenant compte de ses « intérêts matériels ». En même temps, pour obliger les femmes mariées aux journées de travail obligatoire, chaque kolkhoze, dont un membre se rend coupable d'absentéisme, verra ses impôts augmentés de 50 %.

Faire un pronostic au sujet des chances de la nouvelle

politique agraire du Kremlin paraît osé. Sans doute, les paysans feront un large usage des pauvres libertés qu'ils se voient accordées. Il y aura demain des vaches dans les cuisines des isbas, sinon dans les étables des kolkhozes. Le cheptel augmentera. Mais les structures bureaucratiques, d'un côté, le mépris dans lequel on tient le serf appelé kolkhozien, de l'autre, ne permettront pas à la paysannerie soviétique de nourrir convenablement une population de deux cents millions d'habitants. Et le *retour à la terre,* réclamé sur tous les tons par la presse soviétique depuis deux mois, est un non-sens. Il aura été plus facile pour le régime de fabriquer la bombe H que du beurre. C'est une révolution qu'il faudrait accomplir pour assurer à l'agriculture soviétique une productivité. Mais cette révolution est peut-être en train de mûrir. En attendant, les dirigeants se préparent dans le cercle le plus étroit, celui de l'ancien Politburo, au prochain round. Personne ne peut prédire si c'est Malenkov ou son beau-frère, Khrouchtchiov, qui mordra la poussière. A moins que tous les deux soient écartés par Boulganine, maréchal civil, dont les chars ont aidé à l'arrestation de Béria.

JEAN ROUNAULT.

Les accords hispano-américains

Venant après la récente signature du Concordat, l'accord que l'Espagne a conclu le 26 septembre avec les États-Unis a été considéré comme un nouveau grand succès à l'actif du général Franco et de son gouvernement. Sortant de son isolement traditionnel, et échappant à l'espèce d'ostracisme qui pesait sur elle depuis 1945, l'Espagne se lie officiellement pour la première fois avec le monde occidental. On comprend qu'un fait de cette importance ait été exploité au maximum par la presse de la Péninsule en faveur du régime et de son chef.

Pourtant, si l'on essaie de voir la portée exacte de ces accords, qui comprennent des clauses militaires et des clauses économiques, on se rend compte que les textes signés le

26 septembre présentent bien des ambiguïtés et que tout est loin d'y être bénéfice pour l'Espagne.

En matière militaire, l'essentiel est évidemment la possibilité pour les États-Unis d'utiliser un certain nombre de bases sur le territoire espagnol. Et l'on sait que, pour ménager l'ombrageuse susceptibilité ibérique, les Américains ont accepté de laisser ces zones sous la souveraineté et le commandement de l'Espagne. Mais ceci posé, les textes publiés sont fort peu explicites, puisque, par exemple, le nombre et l'importance des bases n'y figurent pas. Rien ne permet également de savoir quelles sont les obligations exactes des deux pays en cas de conflit. Il est vraisemblable que dans des accords secrets ces différents points sont ou seront précisés, en même temps que d'autres concernant notamment le stationnement en Espagne de bombardiers atomiques. Mais il ne doit pas échapper aux Espagnols que la présence sur leur territoire de bases destinées à l'aviation atomique constitue pour eux, dans l'hypothèse d'une guerre, un grave danger, tandis que le caractère très vague des accords publiés n'a pas manqué de soulever d'ores et déjà certaines inquiétudes dans l'opinion américaine.

Outre ces bases aériennes, les Américains paraissent vouloir installer en Espagne, d'une part, des centres d'approvisionnement destinés à remplacer éventuellement ceux existant en France en cas de changement de politique dans notre pays, d'autre part, des points d'appui pour l'importante flotte qu'ils entretiennent en Méditerranée. En revanche, il semble bien qu'ils soient moins pressés de procéder à une modernisation complète et rapide des forces armées espagnoles à laquelle le général Franco s'intéressait au premier chef. Les engagements qu'ils prennent dans ce domaine sont assortis de certaines réserves, peut-être l'administration américaine recule-t-elle un peu devant l'ampleur d'une telle entreprise.

La situation critique de l'économie espagnole, aggravée encore au cours des récents mois par une sécheresse persistante, a très probablement contribué à décider le gouvernement espagnol à signer enfin les accords après de longues et difficiles négociations. Sous quelle forme se présente donc l'assistance économique des États-Unis à l'Espagne ?

L'Espagne va bénéficier d'un crédit total de 226 millions de dollars, mais sur ce chiffre 141 sont destinés à des fins pure-

ment militaires et 85 seulement sont affectés à l'aide économique proprement dite. On ne peut manquer d'être frappé par la modicité de ce dernier chiffre si l'on se souvient qu'un expert américain, à la suite d'une enquête faite à l'instigation d'une grande banque espagnole, avait estimé en 1950 les besoins de l'économie espagnole à 300 millions de dollars par an pendant quatre ans.

D'autre part, à la différence de ce qui se passait, semble-t-il, pour les attributions de crédit consenties à l'Espagne au cours des années précédentes, les Américains ont voulu s'entourer cette fois-ci du maximum de garanties quant à l'utilisation des fonds. Une mission spéciale économique américaine contrôlera leur emploi et les journalistes américains auront toute liberté d'observer le fonctionnement du programme d'assistance technique et économique. Déjà des divergences de vues se manifestent quant à l'orientation à donner à ce programme, les Espagnols voulant renforcer leur potentiel énergétique et moderniser leur réseau ferré, tandis que les Américains s'intéressent surtout à l'exploitation des matières premières stratégiques, en particulier à l'uranium.

Enfin certaines clauses relatives aux droits des sociétés privées américaines en matière d'investissement et de transfert des capitaux sont susceptibles d'ouvrir une brèche dans la politique économique du régime. La lutte contre la mainmise du capital étranger sur les richesses nationales a toujours été, en effet, un des articles essentiels du programme phalangiste, et plusieurs mesures législatives avaient été prises dans ce sens, ne risquent-elles pas dans un proche avenir de se trouver caduques ?

Dans un domaine tout différent les nouveaux liens qui unissent l'Espagne aux États-Unis vont également à l'encontre d'une des préoccupations majeures du régime, celle qui consiste à faire de l' « Hispanidad » une réalité agissante. En heurtant le sentiment anti-yankee particulièrement fort en Amérique latine, les accords peuvent gêner l'effort de propagande considérable que l'Espagne fait en ce moment même dans cette partie du monde.

Si l'on ajoute à tout cela les conséquences incalculables que peut avoir dans un pays comme l'Espagne la simple présence de quelque 10.000 Américains en uniforme, même pourvus des consignes les plus strictes, on est obligé de convenir

que le régime a payé cher l'incontestable succès que représente la rentrée de l'Espagne dans le concert des nations. Et il y a tout lieu de penser que certains milieux dirigeants, du côté phalangiste, en particulier, sont loin de se réjouir sans mélange de ce tournant dans la politique espagnole où l'action personnelle du général Franco semble avoir été prépondérante.

Sur un plan plus général, et bien que le *New-York Times* ait parlé d'un simple « mariage de convenance », les accords du 26 septembre ont une autre signification qui ne peut échapper à personne. En dehors de toute légitime considération stratégique, il apparaît de plus en plus clairement que l'administration américaine actuelle mise sur l'Europe conservatrice — Espagne et Allemagne — parce qu'elle y trouve du point de vue de la lutte anticommuniste les garanties les plus complètes. La position internationale de la France, qui est précisément la voisine de ces deux pays, ne s'en trouvera certainement pas améliorée.

JEAN BÉCARUD.

Soyons forts pour être faibles, pense Neguib

Lorsque cette note paraîtra, les négociations anglo-égyptiennes sur le canal de Suez auront repris depuis plus d'un mois. Elles se poursuivent, en effet, au Caire depuis le 22 septembre entre le lieutenant-général britannique sir Brian Robertson et le colonel Gamal Abdel Nasser, vice-président du Conseil égyptien. Depuis cette date, une série de faits, qui se rattachent directement ou non aux pourparlers en cours, ont créé un certain climat. Définir celui-ci peut aider à apprécier l'évolution des rapports anglo-égyptiens, telle qu'elle se produit au bord du Nil.

En premier lieu, les intempestives interventions de M. Foster Dulles, dont nous donnions les échos dans cette revue au mois de juillet dernier, se sont trouvées petit à petit rejetées au second plan. Ce qui caractérise les négociations d'aujourd'hui, tant sur l'évacuation de la région du Nil

par les troupes britanniques que sur l'organisation de la défense en Moyen-Orient, est qu'elles se passent entre les deux seuls principaux intéressés, anglais et égyptiens. Le second fait, assez insolite, est que l'une et l'autre parties n'ont cessé, depuis le début, de répandre ou de faire répandre les bruits les plus contradictoires et les plus sensationnels sur leurs dispositions, bienveillantes ou intransigeantes, sur leur optimisme ou leur pessimisme, et généralement sur les chances d'aboutissement. Anglais et Égyptiens n'ont cessé, tour à tour, de souffler le chaud et le froid. Alors qu'aujourd'hui rien n'est encore fait, on a pu annoncer de Londres que l'accord sur la défense paraissait très probable et qu'il ne restait que certains points de détail à régler. De même source, on en venait à prévoir d'incessants contacts entre les états-majors. Pendant ce temps, des porte-parole égyptiens officieux (mais ce qui est officieux là-bas est déjà très officiel) déclaraient que les propositions britanniques étaient parfaitement acceptables. Allant plus loin, ces personnes apportaient des précisions sur les conditions d'une évacuation britannique, qui devait se faire en dix-huit mois, et il ne restait plus en litige, semblait-il, qu'une question d'uniforme pour les techniciens anglais maintenus sur place. Puis, brusquement, le colonel Nasser démentait que de telles perspectives aient été évoquées, tandis que le même écho pessimiste se répercutait à Londres, où un diplomate proclamait qu'il « convenait de ne pas se leurrer sur l'imminence d'un accord ». Et le petit jeu s'est poursuivi, avec des hauts et des bas, chez chacun des partenaires, en quelque sorte des sautes d'humeur, de nouveaux ballons d'essai étant lancés de temps à autre, comme celui d'une reprise des échanges commerciaux entre les deux pays, ballons que des coups d'épingles, venus de Londres ou du Caire, ne tardaient pas à crever à leur tour.

Pendant toute cette période, voilà qui achève de donner le climat et procure peut-être l'explication, le général Neguib poursuivait l'opposition d'une répression plus impitoyable que jamais. Un complot, découvert précisément au moment où les négociations s'ouvraient, était le prétexte donné à la constitution d'un tribunal spécial, composé de trois membres du Comité de Révolution, dont les pouvoirs allaient être discrétionnaires et qui devait s'inspirer de la parole de Mahomet :

« Tuez ceux qui cherchent à briser votre unité. » Ce tribunal se mettait sans désemparer au travail et l'on apprenait rapidement que onze personnalités de l'ancien régime étaient arrêtées (les principaux membres des anciens cabinets wafdistes ou saadistes), tandis que Moustapha Nahas était mis en résidence surveillée. Si la peine de mort, décrétée d'abord contre l'ancien premier ministre saadiste, Ibrahim Abdel Hadi, et l'un de ses compagnons fut commuée ensuite en travaux forcés à perpétuité, la répression ne s'en poursuivit pas moins avec vigueur, et déjà d'autres procès sont en cours. Somme toute, si on fait l'analyse de l'ensemble de ces éléments, il semble bien que, tant à Londres qu'au Caire, on cherche à gagner du temps en amusant la galerie, et il n'est pas exclu que ce soit d'un commun accord. Ce temps qui s'écoule permet au général Neguib de consolider sa position et de désarmer tous les tenants de l'ancien régime. Or, ceux-ci faisaient contre le général de la surenchère nationaliste, l'accusant d'être prêt à trahir l'Égypte avec l'occupant anglais. Pour se permettre d'être souple et de rechercher les bases d'un compromis, le général Neguib a besoin d'être un chef incontesté. Les Britanniques se rendent sans doute compte des préoccupations de leur partenaire et préfèrent, eux aussi, attendre qu'un accord sur Suez ne puisse être politiquement exploité contre celui qui viendrait à le signer avec eux.

Jacques Nantet.

Le nœud triestin

L'Amérique joue de malheur avec l'Italie. Avant les élections son ambassadrice à Rome, Mrs Duce, a tant prié les Italiens de voter démocrate-chrétien, que beaucoup d'entre eux ont choisi les extrêmes. Aujourd'hui les gouvernements anglo-américains se trouvent empêtrés dans l'inextricable situation de Trieste. Une décision, pour le moins maladroite, est à l'origine de cette nouvelle crise.

On ne rappellera pas ici l'histoire, à la vérité très compliquée, du territoire triestin, mais simplement les quelques faits indispensables à l'intelligence des événements actuels.

Ce territoire donc, situé au bord de l'Adriatique, à l'entrée des Balkans, est peuplé notamment de Slaves et d'Italiens. Si les Italiens sont en majorité dans la ville, les Slaves vivent surtout dans la campagne. Cette distinction ethnique n'est pas incontestable; elle donne néanmoins une apparence de justification à la division actuelle en zone A (sous contrôle anglo-saxon) et zone B (yougoslave). A l'origine de la division, il y eut également des considérations militaires : les Anglo-Saxons, en occupant la zone A, voulaient alors être assurés de leurs communications vers l'Autriche.

Mais ceci n'était évidemment que provisoire. Chacune des deux puissances intéressées — l'Italie et la Yougoslavie — revendiquait la totalité du territoire. Le traité de paix qui devait en décider adopta une solution. Trieste deviendrait territoire administré par un gouvernement; les intérêts propres à la Yougoslavie et à l'Italie seraient évidemment garantis. Ceci se passait en 1946. Mais les grandes puissances furent incapables de s'entendre sur le choix d'un gouverneur. Or, deux ans plus tard, au printemps de 1948, la Tchécoslovaquie venait de passer sous contrôle communiste, la Yougoslavie appartenait encore au bloc soviétique, et l'Italie se trouvait à la veille d'élections générales, dont on se demandait si elles ne marqueraient pas le succès des partis socialistes et communistes alliés dans un front populaire.

C'est à ce moment que M. Bidault promit à l'Italie de soutenir toutes ses revendications sur Trieste. Les Anglo-Saxons s'associèrent à cette promesse. Nul ne prévoyait à l'Occident, que trois mois plus tard allait éclater l'affaire Tito; il s'agissait à tout prix d'assurer le triomphe électoral de M. de Gasperi. Or, justement l'affaire Tito rendit vaine la promesse des Occidentaux à l'Italie. Puisque les deux adversaires appartenaient désormais au même camp, Trieste perdait une partie de son caractère explosif. Mais l'arbitrage, qu'allaient rendre les Occidentaux, était des plus délicats.

Pendant cinq ans, on réussit plus ou moins bien à noyer le poisson. Jusqu'aux élections italiennes de juin dernier, qui donnèrent aux centristes une position extrêmement fragile. Le nouveau chef du gouvernement italien, M. Pella, se saisit des incidents de Trieste, comme s'il voulait grouper à cette occasion une majorité qui lui faisait défaut. L'Italie

abandonnerait-elle sa politique européenne, telle que l'avait pratiquée M. de Gasperi, pour retomber dans le nationalisme ? Les Occidentaux l'ont redouté, et c'est ce qui explique leur décision qui mit le feu aux poudres.

On connaît cette décision : les Anglo-Saxons annoncent qu'ils renoncent à occuper la zone A de Trieste, et qu'ils en remettront le contrôle aux Italiens. Aussitôt la Yougoslavie réagit — (d'autant plus violemment que les Italiens maintiennent toutes les revendications sur l'ensemble du territoire). Si un seul soldat italien pénètre en zone A, dit-on à Belgrade, l'armée yougoslave interviendra... Les Occidentaux hésitent. Mais l'Italie exige avant toute autre chose la prise en charge de la zone A. Autant dire que pour l'heure il n'y a pas d'accord en vue.

Les Anglais ont justifié leur nouvelle attitude avec un argument réel, mais très secondaire. Les cent mille hommes de troupes qui occupent la zone A coûtent cher et font défaut à l'Angleterre, qui doit tenir garnison sur tous les continents. En fait ne s'agit-il pas d'inciter l'Italie à ratifier au plus tôt la communauté européenne de Défense ? M. Pella le sait bien, qui déclare : « Si les Anglo-Saxons ne nous remettent pas le contrôle de la zone A, mon gouvernement démissionne. » Sous-entendu : après moi, vous verrez sur quelle Italie nationaliste, ou simplement désordonnée, vous pourrez compter. De l'instabilité ministérielle comme moyen de satisfaire les revendications nationales ? Il y aurait là un thème de circonstance qui, en d'autres circonstances, serait plaisant.

Mais la Yougoslavie ne facilitera certes pas les choses. Non communistes, disent les dirigeants, nous n'avons pas hésité à rompre avec Moscou quand nos intérêts nationaux étaient menacés. Que ce précédent vous serve de leçon.

A ce moment intervient l'U.R.S.S. qui joue le jeu de la légalité internationale, demande l'application intégrale du traité de 1946, et pour la première fois depuis 1948, se porte aux côtés de Tito. L'Union Soviétique, ce faisant, veut-elle simplement brouiller les cartes, accroître les contradictions du monde occidental, empêcher la réalisation effective d'une alliance en Europe balkanique et méditerranéenne ? Ce sont là très certainement des résultats qu'elle veut obtenir. On doit cependant remarquer, qu'en prenant dans cette affaire

le parti des Slaves, l'U.R.S.S. place dans une fâcheuse posture le parti communiste italien. Un parti qui pourtant n'est pas négligeable, et qui depuis 1948, pouvait être le porte-parole des revendications nationales.

Reste que tout ceci ne facilite guère un vrai règlement de la question de Trieste. D'ailleurs, mettons les choses au mieux — supposons avec beaucoup d'optimisme qu'une conférence à quatre ou à cinq (États-Unis-Angleterre-Italie-Yougoslavie... et peut-être France) se conclue par un accord des intéressés : il n'empêche que coupé de toute l'Europe danubienne, sous contrôle soviétique, le territoire de Trieste est économiquement très malade. Telle est, au fond, la vraie crise de Trieste. Les autres aspects — ceux dont on parle — sont une crise de l'Italie, de la Yougoslavie et de l'alliance occidentale.

BERNARD FÉRON.

Le gouvernement Pella et les conflits sociaux

Alcide de Gasperi, en prenant position trop nettement en faveur d'une abusive prime à la majorité, s'exposait à d'inévitables difficultés en cas d'échec; précisément, les élections du 7 juin ont donné les résultats que l'on sait.

Après le vote, la situation politique se présentait ainsi : les petits partis laminés par le double scrutin de la néfaste journée de juin ne pouvaient pardonner un échec aussi cuisant; les monarchistes, dont la position sortait renforcée, étaient prêts à marchander l'appui à une Démocratie chrétienne au sein de laquelle existent des possibilités assez larges de compromis; les socialistes nenniens pouvaient jouer avec l'ensemble des gains importants de l'extrême-gauche (1.500.000 voix au moins) et proposer la fameuse alternative ou l'ouverture à gauche.

La réponse de de Gasperi ne fut pas différente de celle que l'on pouvait attendre après sa campagne électorale fortement engagée contre l'extrême-gauche et la droite monarchiste et fasciste. Je reste toujours centriste, confiait-il au *Messaggero*, et, pour lui, centrisme signifie continuation de la même poli-

tique intérieure et de la même entreprise européenne représentée, en particulier, par la communauté de défense.

Seulement, cette fois, de Gasperi ne put constituer son huitième ministère qu'avec les seuls représentants de son parti et au prix d'un laborieux dosage entre les tendances. En dépit des démentis, ce nouveau ministère homogène formé à contre-cœur apparaissait d'abord comme une opération faite au sein d'un parti travaillé par des courants divers. Les choix, pour être heureux dans quelques cas, l'étaient moins dans certains autres. Le huitième ministère de Gasperi échoua et celui de Piccioni, pour de semblables raisons, eut le même sort.

Allait-on tenir enfin compte de la double indication, d'ailleurs contradictoire, donnée par le corps électoral, savoir : une forte poussée à gauche, principalement dans le Midi agraire, et une accentuation non moins certaine vers la droite? Nenni offrant toujours un concours jugé inquiétant. Le problème s'avérait trop délicat à résoudre, alors brusquement, en cette mi-août (*ferragosto*) sacrée pour les Romains, le numéro 3 de la Démocratie chrétienne : Pella, l'orthodoxe ministre du budget des gouvernements précédents, constitua son ministère en quelques jours, conservant le budget et s'attribuant les Affaires étrangères.

Giuseppe Pella, rappelons-le, est un Piémontais de souche tout comme l'actuel président Einaudi; fils d'une pauvre famille de Biella, il dut aux sacrifices des siens la possibilité de faire de longues études et une belle carrière comme conseiller des industriels du textile de sa région natale. Peu passionné par les purs jeux de la politique, il veut se présenter comme un démocrate-chrétien assez indépendant, même si ses positions très orthodoxes en matière de budget et ses convictions libérales, sur le plan économique, le font passer pour un homme de droite aux yeux de la gauche sociale de son parti.

Dans sa première déclaration du 13 août, Pella affirmait vouloir constituer « un gouvernement qui fasse front à cette période particulière de transition durant laquelle les problèmes fondamentaux de l'administration publique, surtout la discussion et l'acceptation des budgets, doivent être résolus ». Entre temps, « le dialogue politique actuellement en cours entre les divers partis pourra arriver à son terme ».

Le 17 août, les nouveaux ministres étaient en mesure de prêter serment, ils avaient été choisis dans le seul parti démocrate-chrétien, mais en fonction de leurs compétences techniques. Deux ministres sans portefeuille : l'un chargé de la réforme administrative, l'autre spécialement de la « Caisse pour le Midi », indiquent clairement les préoccupations du moment. *L'Avanti*, lui-même, se réjouissait de voir réduites les influences cléricales au sein de la nouvelle équipe ministérielle.

La trêve politique cependant n'a pas été de longue durée, car bientôt les attaques contre la politique sociale et économique de Pella reprenaient du côté nennien, et des réserves se faisaient jour à l'intérieur du parti démocrate-chrétien même. A vrai dire, un certain nombre de démocrates-chrétiens craignent que Pella veuille se soustraire, plus ou moins, au contrôle du parti; les syndicalistes groupés autour de Pastore et ceux de la tendance centre gauche : *Iniziativa Democratica* se montrent un peu réticents malgré la présence de Fanfani à l'Intérieur. Mario Scelba, à diverses reprises, a manifesté son inquiétude à l'égard d'un gouvernement provisoire qui se serait constitué, selon lui, dans un climat politique « qualunquiste », c'est-à-dire hostile aux partis en général. Scelba pensait particulièrement à la Démocratie chrétienne, dont l'organisation a perdu de sa force et qu'il s'agirait maintenant de « vitaliser ».

Fin septembre, le conseil national a élu dans ce but de Gasperi comme secrétaire général par quarante-neuf voix contre vingt-cinq bulletins blancs après que des affirmations de solidarité eurent été envoyées à l'adresse de Pella. Ce dernier a répondu avec beaucoup d'à propos que le gouvernement n'entendait pas être froidement et exclusivement technique, mais voulait tirer son inspiration sociale et politique du patrimoine de l'idéal chrétien. Ce gouvernement s'était imposé volontairement des limites, cependant les encouragements reçus lui permettent d'en tirer des conclusions plus conformes à l'intérêt du pays. Autrement dit, six semaines avaient suffi pour faire d'un gouvernement provisoire un gouvernement sans restriction. Beaucoup d'habileté donc, beaucoup de courtoisie aussi et, sans doute, un humour un peu fermé, à la piémontaise, dans le dernier mot du président du Conseil remerciant Conella, l'ex-secrétaire du parti, « d'a-

voir voulu donner au gouvernement la chaleur d'un appui, même rétrospectif ».

Le prochain discours que de Gasperi doit prononcer à Milan donnera, peut-être, une idée plus exacte des rapports entre Pella et le parti en cette période de tension sociale où le gouvernement a manifesté jusqu'à ce jour une neutralité assez marquée. Il s'agit de ne pas s'aliéner le concours nécessaire du capital, donc de la droite, et, pas davantage, de mécontenter la gauche modérée en proposant cette législation syndicale que la Démocratie chrétienne rêve toujours d'imposer.

La grande presse internationale a parlé de la grève générale du 24 septembre qui a groupé à peu près tous les ouvriers de l'industrie unis pour protester contre les licenciements et réclamer une amélioration des salaires. Dans un pays de deux millions de chômeurs totaux, le débauchage demeure la préoccupation constante de l'ouvrier qui a la chance de travailler. L'autarcie fasciste avait favorisé le développement artificiel d'une industrie métallurgique fonctionnant en vue de la guerre, il était fatal que la reconversion se fît avec beaucoup de difficulté. L'industrie mécanique et métallurgique traîne une vie pénible depuis plusieurs années et, dans nombre d'usines, des ouvriers ont été maintenus en surnombre. A la suite du plan Senigallia, de modernisation et de « *redimensionnement* » des entreprises, des fabriques ont fermé et de nombreux travailleurs ont été jetés sur le pavé, la misère s'installe dans les cités qui ne vivent pratiquement que de l'activité de telle ou telle usine connue.

Les confédérations syndicales ont déposé chacune un mémorandum sur cette grave question. La C.G.I.L. (Confédération Générale Italienne du Travail), d'inspiration communiste a insisté pour un développement de la production connexe à une consommation accrue, la C.I.S.L. (Confédération Italienne des Syndicats de Travailleurs) d'inspiration démocrate-chrétienne ne présente pas des vues aussi systématiques et, sans critiquer une modernisation qui conduira inévitablement à une compression du personnel, demande de tout tenter pour provoquer un réembauchage rapide. La lettre du ministre de l'Industrie en date du 29 août insistait d'abord sur la nécessité d'assainir la branche industrielle considérée, causant la colère des syndicalistes qui avaient exposé quelques jours avant leurs desiderata aux ministres.

Depuis cette date, les syndicats libres ont agi auprès des responsables internationaux de la communauté européenne charbon-acier dans l'espoir d'obtenir une aide économique en faveur des industries mécaniques, la communauté a délégué une mission d'enquête. A ce premier motif grave de malaise s'ajoute le différend autour des salaires, différend qui persiste depuis plus d'un an. En Italie, les questions de salaires sont toujours réglées par des accords confédéraux entre syndicats patronaux et ouvriers, le dernier est du 14 juin 1952. Cet accord ne réglait pas toutefois l'importante question dite du *conglobamento*, c'est-à-dire de l'unification des diverses composantes du salaire; aujourd'hui la question se pose encore plus aiguë.

Parmi les composantes du salaire, il faut compter la rétribution de base, l'indemnité de pain cher (*caropane*) et l'indemnité de « contingence » variable selon les indices du coût de la vie et aussi selon les régions. En réclamant l'unification et la péréquation de la contingence, les syndicats espèrent obtenir une amélioration des salaires alors que les industriels entrevoient des charges nouvelles. A cette revendication essentielle s'en ajoutent d'autres concernant la révision des contrats de catégorie (textile, produits chimiques, mécanique, vêtement, polygraphie), l'augmentation des traitements de fonctionnaires, les allocations familiales des salariés agricoles. Revendications qui suscitent des menaces d'agitation sociale dans tous les secteurs de l'économie du pays.

Lors de la rencontre des organisations ouvrières et de la *Confindustria* (Confédération patronale), le désaccord a été total entre les parties. Les industriels ont déclaré ne pas pouvoir accepter les charges qu'inévitablement provoquerait la mise en œuvre du *conglobamento* et autres réajustements proposés par les syndicats. La situation économique, disent-ils, est telle que toute aggravation même contenue du coût de la main-d'œuvre ne pourrait que déterminer des troubles dans la situation monétaire du pays et donc des contractions sur le marché du travail rendant illusoire une augmentation éventuelle des salaires nominaux.

La position des industriels se trouve présentement forte du fait d'une organisation patronale dirigée énergiquement par un homme de valeur reconnue qui accepte assez volontiers la polémique et même la bataille (Dr Costa) et aussi, par suite

d'une dépression économique qui traduit les difficultés du commerce extérieur italien. La masse des chômeurs, des sous-occupés et des travailleurs méridionaux embauchés au rabais dans les régions du nord constitue un lourd handicap pour les travailleurs maigrement organisés dans trois confédérations syndicales d'orientation communiste, démocrate-chrétienne et socialiste (C.G.I.L., C.I.S.L., U.I.L. [1]) sans compter une quatrième pro-fasciste (C.I.S.N.A.L.). Peu de jours avant la grève, la *Confindustria* polémisait encore avec Pastore : « Ce ne sont pas, certes, les déclarations de grève ou les menaces d'agitation hâtivement faites pour s'assurer un étrange privilège en matière d'organisation de désordres qui feront changer les industriels d'une attitude adoptée après méditation. » La grève générale du 24 septembre a bien été un succès ouvrier pour la journée, mais la *Confindustria* étant demeurée sur des positions fermes, les confédérations ouvrières ont envisagé alors une nouvelle grève pour le 20 octobre. Di Vittorio a parlé de développer l'action unitaire, cependant que la C.I.S.L. marquait ses réserves à l'égard d'une unité d'action à caractère « politique » pour insister seulement sur la convergence des décisions « assumées d'une manière autonome ».

La grève du 20 octobre n'aura pas lieu, en fin de compte, parce que le ministre du Travail Rubinacci, qui a déjà su éviter celle des ouvriers agricoles, a proposé ses bons offices en vue d'une nouvelle rencontre entre employeurs et salariés de l'industrie. Le gouvernement agit avec beaucoup de prudence dans ce conflit latent, car, d'une part, il tient, semble-t-il, à ne pas mécontenter les industriels tout comme les grands agrairiens susceptibles, pointilleux sur le chapitre des interventions gouvernementales qu'ils estiment abusives; d'autre part, il voudrait satisfaire à la doctrine sociale de la Démocratie chrétienne que plusieurs revues religieuses bien connues dont *Vita e Pensiero* ne cessent de lui rappeler.

Le gouvernement compte sur l'usure des organisations ouvrières qui ne peuvent renouveler constamment l'appel à la grève et peut-être aussi sur la puissante diversion causée par le grand souci national de l'heure : le sort du Territoire libre de Trieste.

René Nouat.

1. Union Italienne des Travailleurs.

Les partis anglais à la recherche d'un programme

Les congrès annuels des deux grands partis britanniques se sont succédé à Margate au début d'octobre. Leur caractère est traditionnellement bien différent. Le congrès travailliste est véritablement une session de l'autorité suprême du parti. Il décide, théoriquement en toute souveraineté, du programme et de l'action du parti pour l'année. Ce caractère est renforcé lorsque le parti est à l'opposition; les nécessités de l'action gouvernementale ne viennent plus, en effet, donner un poids particulier aux décisions du groupe parlementaire. Le congrès conservateur, par contre, est un vaste rallye où l'on fait défiler les grandes têtes du parti devant un parterre de militants qui approuvent.

Les questions en jeu étaient aussi très distinctes. On attendait moins du congrès travailliste un programme cohérent que de savoir si l'unité du parti, dangereusement ébranlée l'an dernier, serait retrouvée. Du congrès conservateur, il s'agissait de savoir si sir Winston Churchill et M. Eden étaient physiquement capables de garder la barre, ou bien s'il fallait envisager des élections prochaines. Les congrès fournissent donc plus une occasion de faire le point de la situation politique du pays que des éléments concrets pour juger de cette situation.

Les réponses aux questions précises que les congrès posaient ont été claires. En partie à cause de l'éventualité (mais non de la probabilité) d'élections prochaines, les travaillistes ont su retrouver une unité — que la violence et la franchise des dissensions passées devait d'ailleurs naturellement amener. En même temps apparaissaient les signes inquiétants, mais peut-être

superficiels, de divisions entre les sections locales du parti et les syndicats, ainsi qu'entre différentes tendances au sein des syndicats eux-mêmes. Le congrès conservateur fournissait la réponse aux craintes préélectorales des travaillistes : il n'y a aucune raison de douter de la sincérité de sir Winston quand il affirme ne pas prévoir d'élections générales cette année ou l'an prochain. Seul un accident — personnel, politique ou économique — pourrait le faire mentir.

C'est tout aussi bien ainsi. Car, en ce milieu de législative, les positions des deux partis sont trop floues pour permettre à l'électeur un choix significatif. Les travaillistes avaient épuisé en 1950 les possibilités d'un programme plus riche en appels sentimentaux — nationalisation, *fair shares* — qu'en normes concrètes d'action. Ils n'ont toujours pas retrouvé de maître-mots qui puissent à nouveau éveiller les émotions de l'électeur. Ils n'ont pas non plus de normes politiques, ou, plus précisément, ils en ont plusieurs qui sont incompatibles et entre lesquelles ils n'ont pas su choisir. Sur le plan économique, par exemple, le débat, très peu explicite mais très profond, entre plus d'investissements ou plus de dépenses sociales n'est toujours pas tranché. Une forte majorité du parti accepte une politique étrangère mesurée, que seulement des nuances distinguent de M. Eden, mais l'unité retrouvée n'a entraîné aucun compromis praticable entre les idées de cette majorité et l'hargneux anti-américanisme des rédacteurs de *Tribune*.

Les conservateurs ont mené depuis deux ans une politique économique et financière fort habile. En sachant exploiter au maximum une conjoncture extérieure favorable, ils ont rétabli la solvabilité du pays, ils ont délivré presque entièrement les consommateurs du corset de fer du rationnement et l'industrie d'un stérilisant contrôle des matières premières. Ils ont su, en même temps, rétablir en 1953 un rythme satisfaisant d'accrois-

sement de la production, que l'aménagement du réarmement et la récession de l'industrie textile avaient ralenti. Mais les difficultés se présentent maintenant. Le parti conservateur a hérité en grand nombre des électeurs libéraux, représentant largement les milieux d'affaires, mais il a conservé sa clientèle rurale dont les intérêts sont opposés. L'insoluble et universel problème de garantir les prix et les débouchés du secteur agricole sans mettre en jeu la stabilité économique et sans s'aliéner les milieux industriels, ne fournit pas les éléments d'un attrayant programme électoral; les pirouettes de M. Thorneycroft à la réunion de la G.A.T.T. ne risquent que de joindre des difficultés extérieures aux difficultés internes. A ces problèmes économiques se joignent des divisions sur la politique étrangère. Comme au congrès travailliste de 1952, on a vu cette année, au congrès conservateur un raidissement des éléments extrémistes. Les efforts de M. Eden et de ses collaborateurs pour régler l'irritant problème de Suez, ont notamment, mis sur leur garde les impérialistes, encore nombreux dans le parti. Enfin, les perspectives électorales sont marquées par l'appropriation habile que les travaillistes ont su faire du vague et populaire projet churchillien de conférence à quatre.

GEORGES ROTTIER.

Berlin sans Reuter

Sans doute serait-il injustifié de parler d'une complète indifférence du Berlinois pour ce qui se passe en Allemagne occidentale. Ces événements touchent de trop près à son existence même. Mais on ne saurait méconnaître que son intérêt ait fléchi. Il est à cela toute une série de raisons, parmi lesquelles la moindre n'est pas un soupçon de vanité blessée. La guerre et huit années d'après-guerre malheureuse

ont peu à peu « provincialisé » Berlin. Il est, pour une ancienne capitale de rang mondial, quelque peu humiliant que d'avoir les yeux constamment braqués sur « cette petite parvenue de Bonn », et de s'avouer à regret qu'on en dépend.

C'est pourquoi on tâche de s'adonner plutôt, franchement et sans illusion, à ses propres problèmes, à ses (innombrables) propres difficultés, à ses (plus rares) propres plaisirs. Il est vrai qu'il n'est pas si facile de renoncer à ses illusions. Toutefois, si Berlin a quelque raison de se sentir « la capitale occulte de l'Allemagne », c'est plutôt à l'égard de l'Est du pays, dont les habitants reconnaissent avec gratitude l'importance de Berlin comme point d'appui moral. Mais l'Allemagne occidentale ? Au cours de leurs visites dans la République Fédérale, bien des Berlinois ont appris, plus explicitement qu'ils ne l'auraient souhaité, qu'on y parle de Berlin, si l'on en parle, le plus souvent comme d'une fâcheuse charge financière. Comme le dit le refrain d'une chanson, créée récemment dans un cabaret berlinois : de l' « actif de la liberté », Berlin est passé au « passif du budget fédéral ».

Si Berlin devint un « actif de la liberté », cela est dû avant tout à un homme : Ernst Reuter. Sa mort subite a été ressentie par la population de la ville comme peu d'événements depuis 1945. Non seulement dans le monde entier le nom de Ernst Reuter était presque identique avec celui de Berlin : les Berlinois eux-mêmes voyaient en lui comme un symbole de leur ville. Dès son vivant il eut tout pour devenir un personnage légendaire. Tout enfant connaissait son béret basque et sa canne. Par sa simplicité aussi bien que par sa ténacité, il sut gagner une sympathie qui dépassa de loin le respect conventionnel de citadins pour leur maire.

Dès 1946, Reuter — qui venait de rentrer de l'émigration — fut élu maire de Berlin, mais le veto soviétique mit ce choix en échec. On rapporte un mot de Lénine (avec qui il eut, après la première guerre mondiale, des contacts suivis) caractérisant Reuter comme un homme de valeur, mais doué d'une dangereuse intelligence. Il se peut que la *Kommandantura* soviétique se rappelât alors cette appréciation de Lénine; il se peut aussi qu'elle s'en souvînt souvent par la suite, lorsque, après le partage de la ville et au début du blocus, Reuter prit en charge le gouvernement de Berlin et qu'il devint le symbole de sa résistance. Sans cesse il alla

alors à l'étranger, afin de gagner des amis à « sa » ville. C'est à lui qu'est due la solidarité humaine du public occidental avec Berlin, avant même qu'il ait compris la signification politique de sa lutte.

Mais c'est aussi à Reuter en grande partie qu'il est dû que Berlin soit devenu le « passif du budget fédéral »; et les Berlinois lui en savent gré. Infatigablement il fit la navette entre Bonn et Berlin, s'efforçant de faire comprendre en Allemagne occidentale la gravité de la situation économique à surmonter par un Berlin coupé de son arrière-pays. Il se montra, à l'occasion de ces pourparlers, un interlocuteur prudent et habile. Ce qui contribua sans doute à laisser entrevoir en lui l'éventuel ministre des Affaires étrangères d'une *grande coalition* (entre temps devenue impossible).

Ernst Reuter était un socialiste convaincu, mais dégagé de toute mentalité doctrinaire. Beaucoup parmi ses amis politiques le trouvaient trop modéré; ils critiquaient ce qui faisait son mérite aux yeux des Berlinois peu portés à la doctrine : d'avoir compris que la pensée sociale n'est plus aujourd'hui la prérogative d'un seul parti. Comme écrit à Berlin le *Tagesspiegel* : « C'est une grave privation pour la S.P.D. [1] que d'avoir perdu, après le grand théoricien Schuhmacher, son grand praticien.

JOACHIM FEST.

★ *La conversion du polytechnicien*

Simone Renant : Kinsey divague. L'amour ne se traduit pas en chiffres (*Noir et Blanc*, 12 octobre 1953, couverture).

Jules Moch : Je voudrais simplement répondre à M. le président du Conseil que, encore une fois, les statistiques se heurtent à la vie (*Journal Officiel*, samedi 10 octobre 1953, n° 67, Assemblée Nationale, p. 4.190).

1. *Sozialdemokratische Partei Deutschlands* (Parti Socialiste d'Allemagne).

AZIMUTS

De la notion de totalité catholique

Certaines autorités, des plus qualifiées, voient dans la nation espagnole une totalité catholique. Certaines autorités, des mieux qualifiées, voient dans la nation espagnole une majorité catholique. Certaines autorités, non des moins qualifiées, voient dans la nation espagnole une minorité catholique. Un honnête homme y perdrait son latin; un bon chrétien serait gêné de souhaiter vraie la première proposition, dans la crainte de paraître mépriser l'objectivité des partisans des deux autres. Rassurez-vous : grâce à la sociologie religieuse, à la souplesse de ses définitions du mot catholique, vous pourrez accepter les trois à la fois. Vous avez d'ailleurs un moyen relativement plus court d'arriver à cet accord. Lisez dans *Razon y Fe* (numéro de juillet-août, pp. 5-10) l'éditorial, dont le titre pourrait se traduire : *la convivance légitime*. Ce néologisme s'éclairera tout à l'heure.

Là-bas, on le sait, les manifestations publiques, le prosélytisme, l'enseignement officiel, sont interdits à deux minorités, celle des sectes protestantes et celle que forment les nombreux (*muchos*) intellectuels acatholiques et anticatholiques. Avec ces deux groupes, la seule convivance légitime des catholiques, la seule qu'autorisera un État fidèle aux encycliques, sera de tolérer aux uns quelques chapelles, et d'assurer, aux autres, l'amour fraternel et les moyens de réaliser leurs possibilités, tout en les empêchant de corrompre la jeunesse.

Ainsi commente-t-on le sixième article du *Fuero* (la Charte) des Espagnols. Grâce à ce sixième article, lequel est, nous dit le révérend auteur, la quintessence des enseignements pontificaux, l'État catholique ne connaîtra pas

de problèmes d'opposition entre catholiques et non-catholiques comme tels, et, par là, la convivance pacifique des Espagnols entre eux ne peut rencontrer d'obstacles sérieux dérivés de l'idéologie religieuse. Si tous les Espagnols sont au fond catholiques et pas seulement de nom, encore qu'ils ne le soient pas à la perfection, tous, *dûment informés,* respecteront les enseignements de l'Église, et ne s'opposeront pas les uns aux autres, sinon sous des aspects accidentels et discutables, du moins d'une opposition persistante et irréductible, Les difficultés contre la convivance surgiront plutôt de la diversité des critères et des intérêts en d'autres domaines de la vie collective : structure de l'État, politique économique, organisation professionnelle, etc. Et ces difficultés auront à être résolues à la lumière de la sagesse politique, laquelle, indubitablement, ne pourra faire abstraction, pour être sagesse authentique, de la lumière chrétienne (pp. 6-7).

Cet optimisme unitaire ne manque pas de logique. Les mesures restrictives qui l'assurent feront peut-être de la peine à certains, mais je ne vois pas pourquoi un pur politique interdirait à un État, parce que catholique et puisant aux encycliques son idéologie, de porter des exclusives dont le cardinal Ottaviani, dans sa conférence à l'Ateneo du Latran, le « jour du pape » (cf. *Mundo hispanico,* n° 64, pp. 42-43 et 56-58), a bien montré qu'elles expriment une justice politique commune à la Russie marxiste, aux États-Unis capitalistes, à l'Italie démocrate-chrétienne — à quoi l'on peut ajouter la Suisse hostile aux Jésuites —, bref une attitude congénitale à toute majorité idéologique en possession du pouvoir, quel que soit le régime, quelle que soit l'idéologie. Même un mystique ne pourrait exiger d'un État catholique qu'il mette en œuvre le Discours sur la montagne. Une politique catholique ne peut être chrétienne à ce point. Le moralisme qui se scandaliserait de ce réalisme

n'a qu'à se reporter aux extraits de *La Civilta Cattolica* que nous offrent dans leur numéro du 1er juillet, page 395, les *Cahiers d'Action religieuse et sociale.*

Tout se tient donc. Une nation totalement catholique, ou composée en quasi-totalité de catholiques, est par conséquence logique dirigée par des catholiques : elle aura des gouvernants, un État catholiques, dont le devoir sera d'imprimer un sens catholique à la législation, ce qui comporte en conséquence immédiate la défense du patrimoine religieux du peuple contre toute attaque de ceux qui voudraient lui arracher le trésor de sa foi et de la paix religieuse (cf. *Mundo hispanico,* nº 64, p. 56).

Tout se tient en théorie. Les faits nous prouvent que pour passer « logiquement » de la quasi-totalité catholique à l'État catholique, il faut aussi des circonstances historiques dont la Pologne en démocratie orientale, dont la France en démocratie occidentale, ne semblent pas jouir, quoique quasi totalement catholiques selon les sociologues religieux. Pour passer ensuite logiquement d'un gouvernement catholique aux exigences des encycliques, il faut aussi des circonstances historiques, dont l'Irlande même et le Portugal, autant que je sache, jugent qu'elles ne sont pas réalisées chez eux. La rigueur juridique du régime espagnol apparaît ainsi comme l'heureuse exception.

Tout est donc suspendu au concept de « totalité catholique ». Quels seront les critères de cette totalité, puisque le droit canon ni la révélation ne nous les donnent ? Ici, je vous offre une longue citation; l'enjeu en vaut la peine. En outre, elle fera voir l'objectivité de la grande Revue des Jésuites espagnols et que sa plaidoirie en faveur du régime actuel n'est pas indifférente aux réalités sociologiques.

Toute notre dialectique suppose le fait de l'unité catholique du pays. Mais cette unité est-elle réelle, à peser certains faits : la déclaration d'Azaña que l'Espagne a cessé d'être

catholique, l'existence d'une république sectaire, la domination dans la vie scolaire d'une puissante institution d'intellectualité anticatholique, le déroulement du drame d'une horrible persécution du clergé et de toutes les personnes notables comme catholiques, et, pendant trois ans, une guerre civile dans laquelle une des deux parties a commis les crimes les plus horribles contre l'Église et ses ministres... ?

A cette question, on ne peut répondre aujourd'hui par des statistiques exactes, entre autres raisons parce qu'on ne les possède pas; mais [on répondra] oui, à partir des données expérimentales sur les libres réactions de notre peuple, quand on fait appel à ses sentiments religieux, par exemple dans les missions, dans les exercices spirituels, dans l'éducation chrétienne aux écoles... Selon ces données, oui, réelle est l'unité catholique des Espagnols. Non, si l'on veut dire que tous ou même la majorité vivent conformément aux exigences fondamentales du catholicisme; non, si l'on veut dire que tous, ou même la majorité, possèdent l'instruction religieuse idoine, et l'adoptent comme norme de conduite; mais oui, si l'on veut dire qu'il n'existe pas de noyaux importants de convictions religieuses positives contraires, ni d'athéisme conscient.

Les Espagnols sont catholiques parce que tous en général seraient disposés à s'instruire dans la religion catholique, s'il se trouvait quelqu'un qui leur en fournît l'enseignement, tous verraient avec satisfaction la lumière de la vérité, et, pour autant que le permette l'humaine fragilité, orienteraient vers elle leurs pas.

Si on décompte les secteurs insignifiants d'incrédules ou de dissidents, reste une totalité morale qu'on pourrait classifier en quatre parts :

1) Celle des bons catholiques, plus ou moins fervents.

2) Celle des croyants sincères, mais qui ne pratiquent pas, par dissipation, légèreté ou esclavage des passions.

3) Celle de ceux qui ont dans leur enfance reçu le baptême et l'empreinte de l'un ou l'autre contact avec l'Église, mais ensuite ont toujours vécu sans la moindre culture spirituelle, et dans une ignorance religieuse absolue, jusqu'au point d'avoir laissé éteindre en eux, à un degré plus ou moins grand, la préoccupation du transcendant, encore qu'ils n'aient jamais conçu des idées ou des sentiments positivement hostiles à la religion, ou du moins ne les aient jamais assimilés profondément.

4) Celle de ceux qui, au fond, croient, car ils ont un jour cru explicitement et que, de fait, ils n'ont jamais renié consciemment leur foi, mais qui, à cause de leur éloignement de

l'Église, à l'influence de laquelle, pour des raisons diverses, ils ont échappé, à cause de leur proximité avec des facteurs d'influx anticatholique, qui leur ont inspiré des préjugés hostiles, de caractère tantôt culturel, tantôt social, à cause d'intérêts divers d'origine politique ou économique, non seulement ne pratiquent pas, mais encore font la guerre à l'Église en général et au clergé en particulier.

Les Espagnols de ce dernier groupe sont quasi toujours dans le fond catholiques, et, si elle vient, ont coutume de bénir l'heure où quelqu'un essaye de leur ouvrir les yeux pour renier les préjugés et erreurs dont l'artifice leur a voilé l'éclat et la beauté de la foi de leurs pères.

Il n'est pas nécessaire d'être spécialiste en psychologie des masses pour se rendre compte que, parmi cette multitude ignorante, travaillée, malgré elle, par des influx nocifs, et compromise par des besoins et intérêts vitaux, il puisse se trouver des gens capables, au moment opportun, de s'inscrire aux bandes communistes, d'assassiner des prêtres, d'incendier des églises et couvents, ou du moins, de s'allier, plus ou moins insconscients, à ceux qui consciemment commettraient tous ces crimes.

La citation est un peu longue. Le style, m'ont dit des Espagnols, n'est pas très fluide, mais en pareille conjoncture on ne saurait prendre trop de précautions.

Sans doute, des sociomètres religieux préféreraient quelques chiffres, quelques statistiques même approximatives. Ce que l'on peut toutefois retenir de ces méandres, de ces conditionnels, de ces incises généralisantes, de ces épithètes restrictives ou émollientes, telle que morale (totalité morale), c'est d'abord que les partisans convaincus du régime ne sont point aveuglés par leur théologie ou leur politique jusqu'à méconnaître les faits. C'est ensuite qu'à bien comprendre leur « totalité morale » on a l'impression ou bien que la France, elle aussi, est, moralement, totalement catholique, ou bien que l'Espagne est, elle aussi, un pays de mission : à quoi il n'y aurait point de déshonneur : ne le dit-on pas de Rome, de Sienne, de toute l'Amérique latine ?

Mais alors une pareille totalité ou même majorité

suffit-elle à justifier l'instauration d'un État catholique avec toutes ses conséquences juridiques ? C'est là que la théologie déductive reprend ses droits, et avec quelle intrépidité, sans se refuser, on va le voir, on l'a déjà vu, sous un louable réalisme sociologique, une respectueuse — je veux dire subtile — critique de l'Église catéchiste.

Poursuivons, en effet, la citation de tout à l'heure, et considérons la quatrième catégorie à laquelle notre auteur consacrait le plus de longues phrases, ce dont il ne faudrait pas conclure qu'elle occupât le plus grand espace sociologique : « Or précisément » — pesez, je vous prie, cette conjonction et cet adverbe.

Or, précisément, ces victimes de l'abandon de l'Église, de l'injustice de leurs frères et de la trompeuse propagande antichrétienne, sont ceux qui nécessitent davantage la tutelle d'un régime qui aide à créer les conditions de drainage idéologique, de culture catholique et de justice sociale, dans lesquelles se développeront les germes de foi et de vie catholiques qu'ils portent dans l'intérieur de leurs âmes, car ils y furent un jour semés et n'en furent jamais extirpés.

Si, dans une nation totalement catholique, avec un catholicisme fervent et efficient, l'égalité juridique de toutes les confessions serait une injustice et un contresens, elle le serait bien davantage dans une nation où la grande partie des citoyens sont catholiques au fond, mais ignorants et trompés à la surface. La plus grande et la plus nécessaire œuvre de charité et de justice sociale qui se puisse pratiquer à leur égard est la prohibition de toute propagande anticatholique et favorable à des religions dissidentes qu'ils abhorrent, car s'ils ne sont pas catholiques en leur conduite, ils sont positivement hostiles aux autres confessions religieuses.

Tout gouvernant catholique prudent en une société comme l'espagnole a conscience que la rédemption de ces hommes ignorants et empoisonnés ne s'opérera pas par la prédication de *credos* religieux esotériques, cordialement méprisés par eux, mais par la régénération religieuse en la vie catholique, qui est la foi nationale, celle de leurs pères, et qui est, bien qu'ils n'en aient pas une vive conscience, réellement la leur. Et cette régénération devient un bien national qu'il est obligatoire de garantir, et qu'on ne peut garantir que moyennant

un régime de thèse catholique qui nie la parité religieuse de toutes les confessions.

Le régime n'a donc pas eu tort de supposer, dans le sentiment qu'on vient de dire, l'unité religieuse du peuple espagnol en sa quasi-totalité numérique et à la considérer comme justifiant l'article 6 du *Fuero* des Espagnols : par contre ceux-là se trompent qui croient que cet article ne peut se légitimer que dans l'hypothèse où les vingt-huit millions seraient de fervents pratiquants...

En d'autres termes, posez que « catholique » ne signifie pas seulement fidèle instruit et pratiquant, mais aussi baptisé hostile à l'Église, ou posez que « totalité » soit une notion morale et non numérique, soit valable « d'un peuple composé *en bonne partie* de non-pratiquants incultes et égarés » : vous avez l'*hypothèse* requise pour la *thèse*. Mais avouez que cette hypothèse repose à son tour sur un certain nombre de postulats. Et lorsqu'on ajoute que la

major et sanior pars populi, la partie la plus large et saine du peuple, a encadré dans un ordre catholique le bien commun national et l'action civile,

je me sens gêné, non que j'estime inexacte cette phrase, mais je la trouve légèrement impudique, et je trouve peu conforme aux règles du droit cet arbitrage où le juge est partie prenante.

Serait-il paradoxal, dès lors, de résumer comme suit l'argumentation ? L'épithète « catholique » dans notre article recouvre, entre autres, trois réalités caractéristiques :

a) Les baptisés pratiquants, instruits, plus ou moins fervents.

b) Les baptisés non pratiquants, incultes, peut-être hostiles à l'Église, mais hostiles plus encore aux sectes non-catholiques, égarés, mais non formellement renégats.

c) Tel régime de gouvernement, qui comme tel n'est ni baptisé, ni croyant, ni soumis aux conseils évangéliques, mais pratiquant en ce qui concerne les enseigne-

ments pontificaux et plus ou moins fervent à doter l'Église d'une situation privilégiée, à conclure un concordat, à refuser certains droits aux hétérodoxes.

Si l'Espagne était totalement catholique au premier sens, elle aurait droit à l'État catholique au troisième sens comme expression de son être totalement catholique. Comme l'Espagne n'est pas totalement catholique au premier sens, mais l'est partiellement au premier sens, dans la partie la plus saine et la plus importante, et partiellement dans le second sens, elle a encore plus droit à l'État catholique, pour devenir totalement catholique au premier sens. Pour obtenir cet État catholique, il suffit que la partie la plus saine ait le pouvoir. Alors cet État catholique peut défendre « contre toute atteinte l'unité religieuse d'un peuple qui se sent *unanimement* en possession *tranquille* de la vérité religieuse » (*Mundo hispanico*, n° 64, p. 56). (Les italiques sont de votre serviteur.

Si je pose, pour terminer, quelques questions, ce n'est pas pour juger telle ou telle politique religieuse : il appartient aux pasteurs et docteurs, espagnols ou autres, de prendre leurs responsabilités; c'est qu'à certains arguments apportés ici ou là en faveur de ce régime qu'on estime idéal, je ne trouve pas la force convaincante qu'y découvrent leurs promoteurs. Je ne me place pas dans la perspective d'une philosophie de la politique; comme l'a fait Eric Weil dans sa note intéressante sur « Christianisme et politique » (*Critique*, nos 75-76, pp. 748-776), mais en théologien, si j'ose dire, qui essaye de pousser jusqu'à l'observation concrète les principes ou systèmes qu'on nous propose. Les considérants qui aboutissent à l'État catholique sont en gros de deux types : inductifs et déductifs; ceux-ci plutôt juridiques, font appel aux droits; ceux-là, plutôt sociologiques, invoquent les avantages. Il va de soi qu'ils sont supposés aboutir aux mêmes conclusions.

Je n'insisterai guère sur ces derniers. Les règles de calcul en sont délicates, surtout si on les étudie sur période longue et en contexte large, et si l'on veut tenir compte des inconvénients, même sociologiques, inséparables des avantages. Les doctes, ici non plus, ne sont pas d'accord. Pour ne prendre qu'un exemple, du Brésil, dont les évêques reçurent en mars 1950, de la Sacrée Congrégation des Séminaires, une lettre contre la Séparation, on dit que leurs vénérés prédécesseurs, dans une fameuse lettre collective, saluèrent la fin de l'État catholique en 1889, comme la fin « d'une protection qui nous asphyxiait » (cf. *Thought*, 109, p. 254).

On pourrait aussi invoquer d'autres expériences anciennes et récentes, dont le moins qu'on puisse dire est qu'elles posent à la sociologie de difficiles problèmes de comptabilité et peut-être de théologie. Quittons donc ce terrain dangereux pour passer sur le terrain juridique, plus sûr, et moins soucieux, en théorie, des résultats sociologiques ou spirituels.

Ici encore, je ne veux et ne puis que poser des questions sur des textes dont je ne vois pas l'accord avec d'autres textes également autorisés. Dans *Mundo hispanico* (n° 64, pp. 42-43 et 56-58) un éminent auteur a traité des devoirs de l'État catholique envers la religion; il justifie en particulier le fameux article 6 du *Fuero* qui proclame la religion catholique religion de l'État, lui promet la protection officielle, interdit toutes cérémonies ou manifestations extérieures autres que celles de la religion de l'État, tout en assurant que nul ne sera inquiété pour ses croyances religieuses ni dans l'exercice privé de son culte. C'est en effet, nous dit-on, après la profession sociale de la religion de la majorité absolue du peuple, et l'inspiration chrétienne de la législation, le troisième devoir d'un État catholique que de défendre contre toute atteinte l'unité religieuse d'un peuple qui se sent unanimement en possession tranquille de la vérité religieuse. Et l'on note l'accord de Pie XII avec

Léon XIII, lequel en appelle de l'indifférentisme religieux de l'État au droit divin dans *Immortale,* et à la justice et à la raison dans *Libertas.*

> Le pape (Léon XIII) se réfère à la justice et à la raison, parce qu'il n'est pas juste d'attribuer les mêmes droits au bien et au mal, à la vérité et à l'erreur. La raison se révolte à l'idée que pour condescendre aux exigences d'une petite minorité on lèse les droits, la foi et la conscience de la quasi-totalité du peuple, et qu'on trahisse ce peuple en permettant à ceux qui tendent des pièges à sa foi, de créer dans son sein une scission avec toutes les suites de la lutte religieuse (p. 56).

Ce dernier argument soulève quelques difficultés. Car, ou bien, argument de *raison,* il vaut de toutes les majorités à l'égard de toutes les minorités. Alors on ne voit pas pourquoi la Russie tzariste autrefois, attachée à la foi orthodoxe, n'aurait pas interdit aux minorités uniate ou latine de créer dans son sein une scission religieuse; on ne voit pas aujourd'hui pourquoi, aux États-Unis, la majorité absolue des protestants, d'accord sur le « dogme » de la tolérance civile des confessions religieuses, ne persécuterait pas les catholiques, minoritaires, accusés d'hostilité à ce principe. Ou bien cet argument de raison ne vaut que des majorités catholiques. Mais je ne vois pas comment faire admettre, en faisant exclusivement appel à la raison, que seules les majorités catholiques jouissent des droits des majorités.

A moins de recourir à une sorte de sorite : la raison veut que justice soit faite — la justice veut que seule la vérité ait des droits — la vérité ne se trouve que dans le catholicisme — donc seul le catholicisme a des droits. Nous voilà ramenés à l'argument antérieur et radicalisé, car si le catholicisme est la vérité, et donc seul possède des droits, peu importe qu'il soit majoritaire ou minoritaire. Nous sommes ainsi remenés à ce qu'on a appelé l'augustinisme politique. En effet, une réponse un peu embarrassée à l'argument que « ni l'erreur ni la vérité

— des abstractions — ne sont objet du droit » nous affirme que :

Dans les Encycliques que nous avons citées, il résulte que le premier sujet de ces droits est précisément Dieu lui-même; d'où il se déduit que seuls possèdent de vrais droits ceux qui obéissent à ses commandements et sont dans sa vérité et sa justice (p. 57).

Prises au sérieux par les catholiques ou leurs adversaires, ces propositions nous promettraient de belles guerres civiles, mais pour nous, avant de les adopter pour règles de droit, il nous faudrait les mettre d'accord avec les phrases où saint Pierre et saint Paul semblent reconnaître à Néron et à ses fonctionnaires, de véritables droits. Mais puisque à texte juridique mieux vaut opposer texte juridique, ne peut-on demander si les propositions ci-dessus citées s'accordent avec les droits que la même page 57 évoque contre les soviétiques,

ces droits de l'homme que (le Pontife régnant) a revendiqués dans tout le champ de la vie individuelle et sociale en son message de Noël 1942.

Or que lisons-nous dans ce message? Je souligne quelques expressions.

qui veut que l'étoile de la paix se lève et se repose sur la société doit... promouvoir le *respect* et l'*exercice pratique* des droits fondamentaux de la personne, à savoir [...] le droit au *culte de Dieu* privé et public, y compris l'action charitable religieuse.

Ce texte considère-t-il le catholique seul comme personne humaine, comme seul jouissant des droits développés dans le même paragraphe : droit à la société conjugale, au travail, à l'usage des biens matériels?

On aimerait que ce texte pontifical se passe de commentaires.

A.-Z. SERRAND.

PORTRAIT

HILAIRE BELLOC, ANGLAIS DE FRANCE

En juillet dernier mourait Hilaire Belloc. L'Angleterre perdait en lui un lien vivant avec la tradition française. Il était né à La Celle Saint-Cloud, en 1870, d'un père français, Louis Belloc, et d'une mère anglaise, Bessie Parkes ; lui et sa sœur aînée Marie — dont les romans devaient par la suite devenir familiers à des milliers de lecteurs — furent emmenés de Paris par le dernier train qui put partir avant le siège. Mme Belloc resta en relation avec ses amis grâce au ballon postal entre Londres et Paris, et dès que la sécurité fut rétablie elle ramena les enfants dans une petite maison déserte, malpropre, mais encore debout. Hélas! à l'âge de deux ans, le petit Hilaire devait conduire le deuil de son père. Il fut ensuite élevé surtout en Angleterre, bien qu'il revînt chaque année dans son pays natal passer les grandes vacances chez sa grand-mère bien-aimée. Il fréquenta une école anglaise, Beaumont, mais quand vint le moment de la quitter pour l'Université, il lui fallut remplir d'abord ses devoirs de citoyen français et faire une année de service militaire comme conducteur (de chevaux et de mulets alors) dans l'artillerie. Cette expérience modifia, colora, modela profondément sa pensée. Jusque dans ses dernières années, alors qu'assis bien droit sur sa chaise, son chapeau noir sur la tête et les mains posées sur ses

genoux, il ressemblait si fort à un vieux paysan, il a aimé chanter, et ses chansons étaient le plus souvent celles qu'il avait apprises pendant son service militaire. Cette année de service lui apprit l'endurance, la camaraderie et une foule de choses qui se révélèrent fort précieuses lorsqu'il entreprit d'étudier et d'écrire l'histoire militaire : l'importance de l'emplacement des champs de bataille, le point de vue des hommes engagés dans la bagarre, la part d'inconnu venant des vents, du temps, de la personnalité humaine. La majeure partie de ce qu'il vécut, de ce qui le réjouit ou qu'il découvrit pendant cette période est racontée dans son grand livre de voyage sur le continent, The path to Rome, *qui n'a pas encore été traduit en français, bien qu'un livre du même genre écrit plus tard :* On sailing the Sea, *ait été récemment publié à Paris.*

Son service terminé, il alla reprendre ses études à Oxford. Il y obtint les plus brillants succès, s'y établit et se mit à écrire avec ardeur, d'une manière à la fois savoureuse et extrêmement brillante. Bien qu'il ait été un homme de taille moyenne au physique, tous les adjectifs qui viennent à l'esprit pour parler de son œuvre ou de sa personne sont ceux qui évoquent l'ampleur, la splendeur, la vigueur.

Parmi ses premiers ouvrages, il faut citer ces volumes de vers pour enfants que déjà trois générations d'Anglais ont aimés, mais qui n'ont encore jamais été traduits, et qui d'ailleurs sont peut-être intraduisibles : The Bad Child's Book of Beasts, A Moral Alphabet, Cautionary Tales, *etc. Ils sont une parodie d'ouvrages plus anciens écrits dans le genre sérieux pour l'instruction et l'éducation des enfants ; un peu comme si* Les malheurs de Sophie *avaient été arrangés en rimes enfantines. Ces poèmes, d'une forme vigoureuse très originale, sont avidement lus et chantés par des enfants qui n'ont jamais eu connaissance des originaux.*

La plus grande partie de l'œuvre de fond de Belloc a

eu la France pour objet. Le fait que l'Angleterre de son époque ait si peu connu et compris son pays natal lui a toujours été une grande souffrance, et plusieurs de ses premières études historiques visaient à modifier cet état de choses ; tel, par exemple, son délicieux et encore trop peu connu Avril, *sur les poètes de la Renaissance française. Il avait pour la France cet amour qu'ont parfois les fils à l'égard de leur mère, un amour tolérant, enraciné, inébranlable, protecteur. Pour l'Angleterre, dont il avait adopté la nationalité avant de briguer l'entrée au Parlement, il se montrait critique, discutait, argumentait, parfois avec colère ; il n'arrivait pas à se détendre vraiment dans l'atmosphère anglaise. La France, telle qu'il la connaissait, était nettement divisée : dévotement catholique ou furieusement anticléricale. Il comprenait l'une et l'autre attitude, les ressentant toutes deux « dans ses os », comme on dit en anglais. L'Angleterre contemporaine, celle d'avant la première guerre mondiale, lui apparaissait protestante, avide de respectabilité et de conformisme bourgeois, contente de soi, et cela lui était intolérable ; c'était pourtant son pays aussi. Il avait épousé une Irlandaise américaine et ils vivaient dans une très vieille maison du Sussex, aussi anglaise que possible, mais toute vibrante de choses françaises : de ces bonnes conversations riches d'idées inflexibles ; de pain français, de gros sel et de vin ordinaire importé par barriques. Son fils aîné, qui portait le nom de saint Louis, le roi des Croisades, fut tué en France, en 1918, dans un raid aérien.*

Aux yeux de ses amis anglais, Hilaire Belloc paraissait aussi typiquement français que son nom : sa face, sa voix, ses gestes, sa conviction que ses opinions politiques avaient une valeur et une force propres qui n'avaient pas à se soucier d'adaptation. Il se peut qu'à des yeux français il ait paru typiquement anglais avec son amour de la liberté individuelle. Sur ce point, il avait vraiment quelque chose de commun avec ce défenseur

des pauvres des campagnes que fut William Cobbett. Il voulait être avant tout un Européen, un citoyen de l'Empire romain renouvelé par l'unité de la chrétienté du moyen âge. C'est là que s'enracinent sentimentalement son insistance à poursuivre les traces d'une persistance romaine à travers la désintégration de l'Angleterre qui suivit le départ des légions ; sa haine de tout ce qui lui paraissait menacer la précaire unité culturelle de l'Europe qu'il connaissait : les « Prussiens » (qu'il distinguait des Allemands des provinces rhénanes qui avaient connu la législation romaine) et « la finance internationale » ; son adhésion passionnée au mouvement antidreyfusard, et le déplaisant antisémitisme qui détruisit ses espoirs de carrière politique.

Le thème mis en relief dans son livre The Servile State, *paru dès 1912, devait, par la suite, se trouver vérifié par l'histoire : c'était le récit remarquablement exact de ce que devient la vie humaine en régime totalitaire, qu'il soit de gauche ou de droite, ou inspiré de n'importe quelle idéologie bien intentionnée. Sa clairvoyante horreur de ce que G. K. Chesterton a appelé « les paroles faciles pour consoler les hommes cruels » l'a amené à interpréter la croissance de la puissance des banques et le développement de l'évolution industrielle de l'Angleterre en termes assez proches de ceux du marxisme pour que certains de ses développements fussent lus avec sympathie par des marxistes, bien que sa philosophie et le remède qu'il préconisait fussent extrêmement différents de la philosophie et des solutions marxistes. Sa méthode d'exposition, positive et dogmatique, ne lui a trop souvent servi qu'à irriter ses contemporains, dont Mgr Ronald Knox a clairement résumé l'attitude intellectuelle, même devant la vérité religieuse, en disant qu'elle consistait à remplacer « Je crois » par « On doit sentir ». Par contre, à une génération habituée aux affirmations arrogantes du communisme, l'argumentation également vaste, sûre de soi et logique, de Belloc*

ne paraît pas blessante, mais stimulante, ne provoquant aucune retraite défensive, mais une réflexion fertile; en tout cas, un ardent communiste anglais bien connu lui attribue sa conversion, tout au moins sur le plan intellectuel.

Il n'est pas possible de donner en si peu de place quelque idée complète de l'œuvre immensément variée de Belloc. Sa prose était claire, souple, adaptée à la fin poursuivie. Ses poèmes sérieux, écrits magistralement en nombre de styles différents, comprennent aussi les couplets de genre héroïque si rarement empreints de chaleur dans la poésie anglaise; ils lui donneront sans doute de demeurer dans la littérature anglaise. Histoire, biographies, livres de voyage, romans, essais, sociologie, satire, critique littéraire, beaux et clairs dessins, musique de chant, tout semblait couler de lui marqué du caractère spécial de sa personnalité unique, tout était imprégné de son amour de sa foi si habituel qu'il semblait inné tant on y sentait cette grande force de vie profonde qui donne vigueur à toute expression.

RENÉE HAYNES.

ERRATUM. — Dans le numéro d'octobre 1953 de la Revue, notre ami Lambert n'ayant pu corriger les épreuves de son article *Festival et festin à Bucarest*, ce dernier contient des erreurs dont nous nous excusons. Page 102, 4e ligne d'en haut, il faut lire : MAÏAKOVSKI, TOLSTOÏ, TCHEKHOV, POUCHKINE assurent à la littérature d'expression russe une prééminence publicitairement soulignée à la fois par la première place qui leur est réservée et par le bon marché de leurs œuvres. Les classiques roumains du XIXe siècle, CARAGIALE, EMINESCO, CREANGA n'ont droit qu'à des éditions réduites ou expurgées qui coûtent en moyenne cent fois plus cher que les classiques russes. SADOVEANU représente la littérature très fidèle.

Chroniques

LETTRES

Les romans

Une trentaine de romans — dont une vingtaine de lisibles — ont été distribués en octobre aux critiques et aux membres des divers jurys. Pour la plupart des auteurs, il est regrettable qu'un tel afflux oblige à un tri, dont il faut avouer qu'il est fatalement hâtif. Les oubliés ne sont pas nécessairement insignifiants, et tel ou tel dont il faudra parler n'est pas forcément exemplaire. Ainsi a-t-il été, et sera-t-il pas mal question, sans doute, de cette *Fin des ambassades* [1], où Roger Peyrefitte, avec la patte que l'on sait, caresse à rebrousse-poil des diplomates et des ministres dont certain réagit vertement dans un très officiel communiqué du Quai-d'Orsay (lequel communiqué, au bout du compte, se trouve être la meilleure arme publicitaire du livre). Nous n'ajouterons à ceci qu'une chose : c'est que les dons de Peyrefitte sont mis ici au service de la plus contestable des causes (justification des collaborateurs de Vichy, non par idéologie, mais par paresse, par indifférence, par lâcheté...).

Parmi les « premiers romans », signalons *Je plaide coupable* [2], de Joseph Majault, et *Alain et le Nègre* [3], de Robert

1. *La fin des ambassades*, par R. Peyrefitte (Flammarion).
2. *Je plaide coupable*, par J. Majault (Robert Laffont).
3. *Alain et le Nègre*, par R. Sabatier (Albin Michel).

Sabatier. L'histoire que nous offre Majault a la forme d'une longue confession : celle d'un médecin frappé par les tribunaux et dont le passé réapparaît suivant une courbe bien définie : enfance pieuse, adolescence piaffante, âge adulte affranchi de l'idée de Dieu. Aux dernières pages du livre, le héros se trouve effondré devant un mur — et ce mur est l'idée même de Dieu, l'idée obsédante que le reniement a fait long feu, qu'il n'y a rien à fonder sur l'absence divine, car « j'ai semé du vent, reconnaît l'homme frappé, et je n'ai pas même su récolter la tempête ». Un livre sincère, une analyse intelligente et profonde.

L'histoire qu'a imaginée Robert Sabatier est celle d'un gamin de Montmartre, espiègle, sensible, généreux. Il est bousculé par la vie sans qu'il en devienne dur ni haineux; il s'ouvre au contraire avec une extraordinaire fraîcheur à l'amitié d'un nègre, et le roman dévoile peu à peu le commerce étrange, pur et secret, de l'enfant blanc et de l'adulte noir. Le livre va par petites touches, à coups de faits quotidiens, de dialogues terre-à-terre, dont pourtant jaillit la vie la plus neuve, la moins restrictive, la plus authentique. Ce premier livre est bon, parce qu'il est personnel, parce que la poésie y est sous-jacente et jamais placardée, parce qu'on se sent concerné par les attitudes des deux personnages.

Le roman de Jean-Pierre Biondi, *La liberté pour tous* [4], est le livre d'un conseiller municipal S.F.I.O. sur une soirée de campagne électorale. Quelques heures (mouvementées) sont le temps du récit; quelques personnages (taillés à la serpe) en sont les acteurs. Le propos : *la liberté de chacun ne s'acquiert qu'au prix de l'émancipation de tous.* Beaucoup de cadavres dans ce livre. De l'action, comme on dit. Une figure poignante (la seule nettement cernée par l'auteur) : celle d'un vieux militant qui, ni communiste ni conservateur, et pris entre deux haines, paie de sa vie son amour de la vérité.

Avec *Les raisons de vivre* [5], d'Étienne Lalou, le plaisir de lire est riche, complet, savamment créé et entretenu. Difficile est de démêler la part du métier et celle du don. Les deux sont vraisemblablement égales. C'est la bonne proportion

4. *La liberté pour tous,* par J.-P. Biondi (Julliard).
5. *Les raisons de vivre,* par E. Lalou (Le Seuil).

pour faire un bon livre. Un homme est mort. Suicidé. Cet homme, Pierre, était illustre, heureux, triomphant. Il avait un ami, son ombre, son sigisbée : Jacques. Jacques essaie de découvrir les raisons qu'a pu avoir Pierre de se donner la mort. Il ne les découvrira jamais — bien que lui soient à la fin révélées les circonstances du suicide — mais sur la piste des recherches se lèvera l'amour, révélation de Jacques à lui-même, émancipation, maturité brutale. Jacques s'éloignera de Pierre, non par oubli, mais parce qu'il retrouve toutes les minutes de son passé où Pierre s'est servi de lui (à son insu), l'a spolié (tout en ayant l'air de le protéger).

On avance dans le livre comme à travers les chapitres d'un roman policier. Tout y est judicieusement agencé : la mécanique est de précision. Et cela n'en a pas moins les qualités mêmes de la vie. C'est chaud, c'est souple, c'est parfaitement huilé. *Les raisons de vivre* est un des meilleurs romans de la saison.

Plaçons à côté de lui, également excellent, *Un temps pour rien* [6], de Jacques Howlett. C'est le roman que Célia Bertin et Pierre de Lescure (directeurs de la revue *Roman* et de la collection du même nom) ont choisi pour inaugurer la série. Une étude — signée : *l'équipe de* « *Roman* » — précède le texte de Howlett. On y apprend surtout l'ambition des responsables de la collection : ni école ni technique données comme souveraines, mais exigence et engagement. J'aime fort, pour ma part, cette définition : « Le romancier, plus peut-être que les autres artistes, s'engage tout entier dans son œuvre et tel qu'il est le plus authentiquement, non par la grâce des jeux de l'esprit, mais à cause de ce qu'il aime et de ce qu'il veut. »

MAURICE CHAVARDÈS.

Le Rendez-vous de l'aube.

Maurice Chavardès ne débute pas dans sa carrière de romancier par un coup d'éclat. Je veux dire que son premier roman n'est pas insolite ni fulgurant. Mais il y débute par

6. *Un temps pour rien,* par J. Howlett (coll. « Roman », chez Plon).

un coup de maître. On dirait qu'il a déjà écrit trente livres. Pas une maladresse. Pas la moindre gaucherie. Et toujours ce langage nerveux, musclé, bien planté qu'on ne lui ignore pas. C'est de premier ordre[1].

Le sujet : en 1943, le jeune Daniel est envoyé par son organisation de résistance près de la frontière espagnole pour y exécuter un mouchard, sous couvert d'enseigner dans un collège religieux. C'est peu avant l'exécution que sa victime lui est nommée : un prêtre. Or, Maurice Chavardès n'a pas voulu que son roman (contrairement à ce qu'affirme la « prière d'insérer ») fût centré sur le terrible drame de conscience du catholique Daniel. Il est vrai que c'eût pu être une facilité, menant tout droit au feuilleton ou, ce qui est pire, au roman épinglé « catholique ». Il a voulu en quelque sorte morceler le centrage, le répandre en intensité et donner du poids, non à quelque sommet du livre, mais au livre tout entier. Résultat : rien de plus serré que son tissu, vous pouvez essayer d'y passer le doigt. Toutefois, malgré lui, un personnage se lève d'entre les autres, c'est Ryse, jeune veuve espagnole, jeune corps libre, jeune amour de vie, l'éclatante Ryse, la fascinante, la frisonnante. Ah, quel beau personnage! Maurice Chavardès, sans se dépenser à vouloir le créer, le met au monde avec un naturel splendide et voici, en littérature, une présence de plus. Mais vous pouvez compter : il n'y en a pas beaucoup.

Le Gaffeur.

J'avoue ma totale incapacité à résumer le roman de Jean Malaquais[2]. Et ce n'est pas un reproche que je lui fais, c'est une déclaration d'amour. Il faut se méfier des livres qui tiennent en vingt lignes, comme un banquet en un cachet. Le bouquin qui se refuse à cette mise-en-conserve, à cette salaison, à cette consommation par petites gorgées, peut-être est-ce lui en qui nous pouvons reconnaître le signe de la race.

Il faut bien pourtant en dire quelque chose, avec le désir

1. Maurice Chavardès, *Le Rendez-vous de l'aube* (Calmann-Lévy).

2. Jean Malaquais, *Le Gaffeur* (Éd. Corrêa).

de donner envie de le lire. Mais je crois bien que Jean Malaquais fonde un nouveau genre, un baroque tout neuf.

Il démarre sur l'humour rose, passe par l'humour noir et aboutit au tragique. Cela tient en même temps du roman de mœurs, du roman policier, de l'anticipation et du récit absurde. Contractés avec une virtuosité supérieure, on y trouve tous les thèmes poétiques et littéraires de l'époque : le procès, le non-sens, la dimension kafkaïenne, la cité tentaculaire, le futur triomphant. Mais Jean Malaquais semble traiter tout cela avec légèreté. Songez que son héros perd successivement sa femme, sa maison et sa cité, puisqu'il se trouve un jour dans la situation étonnante de n'avoir ni certificat de naissance ni acte de décès. Une fable, je crois que c'est ainsi qu'il faut prendre le livre; une fable qui tenterait d'arracher au temps présent son image la plus vraie. Et Malaquais ne veut pas que cette image soit seulement noire : il la prétend également bouffonne. N'a-t-il pas raison ?

Vincent ou l'invitation au silence.

Vincent est un jeune garçon. Il s'ennuie. La misère et le mal le tentent, comme des paysages exotiques. Va-t-il y exercer sa charité, sa curiosité ou son vide ? C'est un peu comme l'on voudra. Il fréquente les pires lieux et les quelconques. Il fait des rencontres, hommes, femmes et ceux qui ne sont ni hommes ni femmes. Il redoute des fascinations, tripote des désespoirs. Le voici au pied d'une amitié enflammée, éclatant d'amour universel, s'éteignant dans la lumière des autres.

Je ne retirerai de ce roman[3] que l'exposé d'un petit problème technique, et ce n'est pas la première fois qu'il se pose avec Simonne Jacquemard : chacune de ses phrases a de l'intensité et leur ensemble n'en a aucune; chacun de ses mots est dramatique et leur suite ne parvient pas à l'être; pourquoi ? Les pièges de la littérature sont nombreux; j'ai le sentiment que Simonne Jacquemard s'est laissé prendre à l'un des plus gros.

GABRIEL VENAISSIN.

3. Simonne Jacquemard, *Vincent* (Éd. du Seuil).

THÉATRE

Si cette chronique paraissait dans un quotidien, peut-être dirait-elle aux lecteurs : voulez-vous rire sans être trop difficile sur le choix des moyens? Vous trouverez au Théâtre de l'Œuvre une comédie qui n'a d'autre prétention que d'être gaie; les acteurs ne manquent ni de verve ni de métier; le metteur en scène de *Barrabas,* M. Jean Le Poulain, se révèle excellent dans la bouffonnerie; une bonne idée de vaudeville anime le premier acte : à la veille d'entrer dans une famille de la bourgeoisie la plus respectable, un ingénieur sans fortune voit tomber d'Amérique un héritage de deux cents millions, mais à la condition de prendre place sur un arbre généalogique dont les plus fortes branches portent les noms de quatre assassins. *O, mes aïeux!* est l'œuvre d'un jeune auteur, M. José-André Lacour, que sa jeunesse ne précipite pas sur des chemins périlleux. Ici, un tel spectacle n'offre qu'un intérêt sociologique : il s'ajoute à tous ceux qui signifient l'invasion des anciens théâtres d'art par l'esprit du boulevard, phénomène dont le signe le plus voyant est l'installation de Mme Elvire Popesco dans le fauteuil de Louis Jouvet à l'Athénée. Puisse, du moins, le succès d'*O, mes aïeux!* profiter aux « mardis de l'Œuvre »!

Personne, d'ailleurs, ne jettera la pierre aux directeurs. L'amour de l'art n'est pas toujours récompensé : l'Atelier fait une expérience peu encourageante avec *Un joueur* d'Ugo Betti. J'ai assisté à la représentation dans une salle à moitié vide : la mise en scène, l'interprétation et, avec toutes les réserves que l'on voudra, la pièce méritaient mieux. Il est difficile de parler du *Joueur* sans connaître la part exacte de M. Maurice Clavel qui l'adapte à la scène française. Il y a là du Pirandello, mais sans les jeux de miroirs qui reflètent les images presque à l'infini; il y a là du drame vécu que la littérature fait tourner au mélodrame; il y a là un vrai poète, mais son goût de l'excessif soumet le lyrisme à une telle tension que la poésie meurt dans la

recherche des effets; dans l'ensemble, l'œuvre risque de paraître plus obscure que mystérieuse.

Et pourtant... Dans le dernier numéro de *La Revue théâtrale*, M. Carlo Terron écrit très justement : « Il y a là un monde avide de spiritualité et désireux de transcendance; un monde possédé par une tragique, une obscure et convulsive frénésie, la folie de l'esclave frustré de ses aspirations et condamné à l'abjection et qui cependant n'arrêtera pas de frapper à la porte du mystère pour obtenir une norme de justice capable d'organiser son désespoir et de nourrir son incoercible et quasi masochique besoin de châtiment — un besoin de châtiment pris en tant qu'élément clarifiant et purificateur, seul en mesure de briser les chaînes de notre solitude. » Lorsqu'on a oublié la jeune femme morte, dont les apparitions de style préraphaélite donnent aux pensées du joueur une matérialisation superflue, lorsque la pièce se simplifie dans la mémoire au delà de ses multiples virages qui découragent tout essai de la raconter, il reste la tragédie d'un homme pris dans la dialectique de l'être et du paraître et qui s'efforce de la surmonter, tragédie tellement inscrite dans l'existence qu'elle la définit, de sorte que les *autres,* ceux dont la vie est *autre* que tragique, n'existent vraiment pas.

Il n'est certes pas question de comparer Ugo Betti à Michel de Ghelderode. Cependant, ici et là, même démesure, mêmes oscillations du meilleur au pire, même désir de descendre sur la place avec un fouet à la main : mais, chez l'Italien, la nostalgie crucifiante de la transcendance esquisse le thème tragique d'un destin; la satire exaspérée du second doit sa violence à une espèce de panthéisme qui accueille le thème du paradis perdu en renouvelant le mythe du « bon vieux temps » dans l'image d'une Flandre rubiconde, sensuelle, sans « complexes » refoulés par l'ascétisme chrétien.

M. René Dupuy met en scène *La Grande Kermesse* ou *La Ballade du grand macabre* au Studio des Champs-Élysées : avec ses camarades, il enlève ces six tableaux avec une aisance d'autant plus remarquable que certains morceaux sont lourds à soulever. En gros, un bon tiers de la pièce aurait pu ne pas être écrit : le reste rappelle Breughel. Un étrange Don Quichotte sort d'un tombeau et annonce, dans une petite principauté flamande, que la fin

du monde est pour la nuit prochaine : folie ou supercherie, peu importe; ce qu'il prépare, sans le vouloir, c'est plutôt une résurrection : les méchants sont démasqués, les autres retrouvent la joie de vivre, la Nature récompense ceux qui l'aiment.

Un joueur est une tragédie dont le héros refuse d'entrer dans la farce du monde : car il y a toujours des fonctionnaires complaisants et des avocats habiles pour éviter « les histoires ». *La Grande Kermesse* est une farce qui joue avec le tragique : car la faux de la mort est là, même si elle est dans la main d'un simulateur ou d'un délirant. Cette double participation à la tragédie et à la farce est trop essentielle à chacune de ces deux pièces pour n'être pas dangereuse : il n'est pas sûr que l'émouvante sincérité d'Ugo Betti sauve sa tragédie, et la truculence lyrique de Ghelderolde n'arrive pas à faire passer toute sa farce.

Aucun danger de ce genre ne menace la première pièce de M. Robert Merle ni sans doute son œuvre future. Sur l'affiche de la Comédie de Provence qui annonce *Flaminéo*, le nom de l'auteur n'est pas suivi de la mention : « d'après John Webster ». En effet, M. Robert Merle doit à la pièce élisabéthaine ses « extérieurs », comme on dit au cinéma; il a suivi de loin *Le Diable blanc* pendant la première partie; il ne le suit plus, même de loin, semble-t-il, pendant la seconde. Ce n'est point un « à la manière de... », mais un : « à partir de... ».

Une Italienne fait assassiner son mari et la femme de son amant en se servant de son frère : tout commence et tout finit par un carnage. Mais la pièce de Webster tourne autour de la femme; aussi a-t-elle pour second titre le nom de cette femme : *Vittoria Corombona*; la pièce de M. Robert Merle tourne autour du frère dont elle porte le nom : *Flaminéo*; son sujet est le cas d'un damné qui ne craint plus l'enfer puisque, de toutes façons, il y va : « Je suis libre, je peux tout faire. »

M. Gérard Douking a mis en scène la pièce avec une ingénieuse simplicité, et Lucien Nat a trouvé un beau rôle dans ce Lorenzaccio à l'envers, qui joue la comédie du bien au service du mal. Ceci dit, la première pièce du « Prix Goncourt 1949 » annonce un auteur habile, très sûr de ses effets, ne perdant jamais le contrôle de ses personnages ni le sentiment

de ce que ses compatriotes peuvent supporter; écrire un drame démoniaque sans la collaboration du démon encourage tous les espoirs.

HENRI GOUHIER.

CINÉMA

Danielle Darrieux fait une seconde carrière qui nous vaut une série de « portraits de femmes »

Il nous arrive rarement ici de sacrifier au mythe de la vedette. Mais quand une vedette s'impose au point de marquer par sa présence une production nationale, le phénomène mérite d'être noté. Danielle Darrieux n'a pas tourné moins de sept films depuis dix-huit mois, avec sept réalisateurs différents et tous gens de valeur. Il existe d'autres cas de comédiens « très demandés »; mais — comme on l'a souvent noté — le propre du comédien, c'est de changer à chaque film de personnalité et d'emploi. Pierre Fresnay, méconnaissable d'un rôle à l'autre, en fournirait un bon exemple. L'emploi de Danielle Darrieux, au contraire, est toujours le même et l'on ne peut manquer d'imaginer une existence fictive de son personnage, qui passe de films en films, éclairé sous des jours différents, nuancé de sympathie ou de vilenie, mais toujours reconnaissable. A travers tous ces films se constitue ainsi le portrait d'une femme présentée au public par ceux qui l'aiment un peu, beaucoup ou pas du tout.

Il s'agit d'une véritable seconde carrière. Le succès de Danielle Darrieux avant-guerre dans les rôles d'ingénues charmantes et souvent chantantes a été suivi d'une assez longue éclipse. Elle reparaît maintenant, toujours charmante, mais dans des rôles de femme de trente ans, légère, aimante, infidèle, sensible, inconsciente — le rôle même de la Femme telle que l'imaginent les auteurs de ce qu'il est convenu d'appeler des « comédies dramatiques ». *Adorables créatures,* assez déplaisante fantaisie de Christian Jaque — et le pre-

mier film de la nouvelle série Danielle Darrieux — pourrait fournir par son titre une définition de l'emploi. La *Maison Bonnadieu,* œuvre adroite de Carlo Rim, insiste sur le caractère du mari trompé (dont le rôle échoit à Bernard Blier avec autant de régularité que celui de la femme volage à Danielle Darrieux). En s'appuyant sur le roman de G. Simenon, Henri Decoin, dans *La vérité sur Bébé Donge,* éclaire d'un jour nouveau un personnage dont l'apparence est identique. Mais cette fois la légèreté de la femme-enfant n'est pas identifiée au caractère même de la Femme, c'est le visage que lui prête son mari et dont elle souffre jusqu'à la révolte et au meurtre. Le mythe de Danielle Darrieux, ancienne ingénue qui ne peut, dans un rôle de femme, faire oublier ce passé, rencontre ici celui de Jean Gabin, ancien dur révolté et sensible, devenu bourgeois arrivé [1].

Avec *La vérité sur Bébé Donge,* les deux meilleurs films de la série consacrée à Danielle Darrieux viennent de nous être présentés : *Madame de...,* de Max Ophüls, et *Le bon Dieu sans confession,* de Claude Autant-Lara.

Dès 1951, dans *La Ronde,* Max Ophüls donnait à Danielle Darrieux l'emploi où elle triomphe aujourd'hui; il faisait encore appel à elle dans le sketch du *Plaisir,* inspiré de la *Maison Tellier.* Ces deux films blasés et désenchantés, aux effets appuyés et non exempts de mauvais goût, ne laissaient pas attendre la finesse de *Madame de...* Il est vrai que le scénario est cette fois tiré d'une œuvre très intéressante de Louise de Villemorin. Le cadre de l'aristocratie fin de siècle dans lequel se déroule l'intrigue convient à Danielle Darrieux; elle porte avec grâce les toilettes froufroutantes et les fanfreluches; elle fait preuve aussi d'un incontestable talent de comédienne. Car, si Danielle Darrieux est une vedette, c'est que la précision de son emploi en fait un personnage mythi-

1. Ce jeu des archétypes représentés par les vedettes qui gardent de films en films leur personnalité est poussée à la limite dans la *Minute de vérité,* de Jean Delannoy, film beaucoup plus factice et conventionnel, mais où se reforme le couple Jean Gabin-Michèle Morgan. Comme si, vingt ans après *Le Jour se lève,* il nous était donné, pour nous consoler de l'amour impossible des deux jeunes gens, de les retrouver embourgeoisés l'un et l'autre et toujours empêchés de s'aimer. Mais, cette fois, l'insincérité bourgeoise a remplacé le destin et la fatalité sociale.

que qui dépasse le film, au point que tous ses films semblent (et sont peut-être) faits pour elle. Elle n'est pas une star, un monstre sacré qui n'agirait que par sa présence comme une idole. Elle sait jouer la comédie et donne ici une vérité convaincante à un personnage conventionnel sans doute, mais vraisemblable. *Madame de...* est la femme d'un général diplomate, homme du monde, vaniteux, sûr de soi et passablement ridicule, joué sans effort par Charles Boyer, qui nous revient d'Hollywood à cette occasion (et qui n'a vraiment pas l'air de se prendre pour n'importe qui). Une passion subite naît entre Madame de..., qui semble s'ennuyer passablement dans la vie, et un brillant diplomate italien, interprété avec finesse par Vittorio de Sica. Le charme du film naît de l'interprétation éblouissante de Danielle Darrieux et du mode plaisant sous lequel est dépeint ce « grand monde ». Une certaine parure de pendants d'oreilles en diamant sert de fil conducteur : offert par le général à sa femme, elle est vendue par elle, rachetée par le général, revendue, puis rachetée par le diplomate, offerte une seconde fois à la dame de ses rêves, etc. Comme un symbole de la futilité des personnages, elle passe de mains en mains et toute l'aventure se noue et se dénoue sans éclats de voix, par échanges de répliques diplomatiques et sous le couvert d'une extrême politesse. Sans jamais se départir de leur calme et de leur urbanité les deux rivaux iront jusqu'au duel. Mais tout le film démontre que les personnages vivent dans un monde où l'amour, l'argent et la mort sont des jeux élégants et distingués, et l'ironie qui s'en dégage naît du soin avec lequel tous observent la règle du jeu.

L'optique du film de Claude Autant-Lara est passablement différente. Son personnage principal n'est pas Danielle Darrieux, mais M. Dupont, commerçant enrichi pendant la guerre, et dont le nom servait de titre au roman de Paul Vialar, *Monsieur Dupont est mort*, dont est tiré le scénario. La construction du film est extrêmement subtile au point d'être parfois difficile à suivre. Les auteurs reprennent ici le procédé souvent employé qui consiste à présenter un personnage sous les visages différents que lui prêtent les gens de son entourage. M. Dupont est mort et, pendant son enterrement, sa femme, son associé, ses deux enfants pensent à l'image qu'ils se font de lui. Parmi ces familiers se

trouve Danielle Darrieux, qui fut l'aventure de la vie banale de M. Dupont. Son personnage est ici poussé au noir. Alors que dans *La vérité sur Bébé Donge* elle paraissait légère et inconsciente sans l'être, ici on lui donnerait « le bon Dieu sans confession », et pourtant elle n'est qu'une garce de bonne famille. Aristocrate, ici encore, mais sans fortune, elle fait partie de ces gens qui jugent que le luxe leur est dû. Il n'est pas question pour elle de vendre le château qu'elle habite et elle tient comme à un beau luxe au charmant mari qui ne sait pas gagner sa vie. Pour entretenir mari et château, elle bernera M. Dupont avec un art consommé en ne lui accordant que des espoirs et en acceptant ses chèques. Danielle Darrieux, sous ce nouvel avatar, est encore une fois remarquable, et Henri Vilbert interprète avec beaucoup de métier le rôle de M. Dupont, qui lui valut même le prix, un peu inattendu, de la meilleure interprétation masculine au Festival de Venise. Son personnage, très nuancé, n'est pas sans intérêt et le procès d'une certaine bourgeoisie, qui est fait à travers lui, n'est pas une simple et conventionnelle satire. Égoïste peut-être, borné sans doute, M. Dupont reste un personnage humain dont les torts et les faiblesses sont expliqués avec assez de vérité pour rendre le personnage presque sympathique. On retiendra surtout les deux scènes où se posent à lui le problème des générations devant le mépris de son fils (remarquablement joué par Claude Laydu) et devant le cynisme naïf de sa fille qui l'aime (rôle où s'impose une nouvelle venue, Isabelle Pia, que nous reverrons certainement).

Le goût de l'analyse psychologique et celui des « portraits de femme », constantes de notre littérature romanesque, a trouvé en Danielle Darrieux l'interprète parfaite qui nous vaut au cinéma cette floraison de films légers, souvent pleins de finesse, variations sur des thèmes voisins, traités avec goût et talent. Sans doute, peut-on regretter que les auteurs que nous avons cités se cantonnent dans ce genre un peu facile et qui relève du divertissement intelligent plus que de la véritable création artistique. Chacun d'eux a donné la preuve que le cinéma pouvait viser plus haut. On peut se consoler en reconnaissant qu'il lui arrive souvent aussi de viser plus bas.

J.-L. TALLENAY.

Document

LES ALTERNATIVES EUROPÉENNES DE LA FRANCE D'APRÈS LA PRESSE ÉTRANGÈRE[1]

La renaissance allemande

Le triomphe du chancelier Adenauer aux élections du 6 septembre a exaspéré à la fois l'urgence des choix européens de la France, et les inquiétudes qui la retiennent de choisir. Pour sûr, cet événement a pour les Français, comme le constate en Angleterre le *Manchester Guardian* (libéral, 8 septembre),

un caractère quelque peu inquiétant. Après tout, l'Allemagne réalise précisément une des choses que les Français ont craintes. Elle devient la nation dominante en Europe occidentale. Sur le plan économique, elle atteint un niveau élevé de prospérité, sa population dépasse celle de la France, et maintenant, sur le plan politique, elle peut montrer un gouvernement sûr et efficace, ce qu'on ne trouve ni à Paris ni à Rome. Il ne faut guère s'étonner, par conséquent, que les États-Unis considèrent l'Allemagne fédérale comme un bon placement. Que nous le voulions ou non, le fait est que l'Allemagne s'avère être précisément cela. Elle justifie la confiance qui a été placée en elle, et, par sa conduite et son énergie, elle se transforme en nation forte. Naturellement, les

1. Nous avons, le plus souvent, utilisé la traduction offerte par le *Bulletin quotidien,* édité par la *Documentation française.*

Français en seront ennuyés. Mais leur réaction, assurément, devrait être d'essayer d'autant plus résolument de régler leurs propres difficultés, et par là, de conserver le respect et la place prépondérante qui étaient jadis les leurs.

Les indices d'une Allemagne redoutable ne manquent pas d'être relevés par l'isolationniste britannique qui en tire ses conséquences pour la Grande-Bretagne. Au lendemain du résultat électoral allemand l'organe de lord Beaverbrook, le *Daily Express* (8 septembre), conclut :

Lorsque l'Allemagne rentre dans le jeu, on peut entendre presque aussitôt le bruit de bottes de soldats. Puissante, stable, au centre même de l'Europe, l'Allemagne est déjà assez forte pour jouer un rôle important dans les affaires. Elle sera bientôt plus forte que cela. Quiconque pense que l'Allemagne se contentera d'une « armée européenne » dans laquelle ses soldats joueraient un rôle secondaire ne regarde pas les réalités en face. Quiconque suppose que l'Allemagne se contentera toujours de voir ses territoires de l'Est contrôlés par les Russes ou possédés par la Pologne est encore plus loin des réalités. Cette renaissance de l'Allemagne annonce une ère prochaine de tension et, peut-être, de menace. La leçon à tirer pour la Grande-Bretagne est double : profiter de l'exemple de l'Allemagne dans l'industrie de paix; considérer avec plus de méfiance que jamais les engagements britanniques en Europe qui peuvent impliquer que la Grande-Bretagne serait à la remorque de l'Allemagne dans une guerre de vengeance à l'Est.

Dans l'émission en français de *Radio-Moscou* (24 septembre, 22 heures), Vladimir Orlov se loue des appréhensions salutaires qu'il constate parmi les Français :

Le péril d'outre-Rhin menaçant la France est devenu évident surtout après les élections de Bundestag de Bonn. Il ne reste qu'à s'étonner de l'extraordinaire myopie de ceux qui plaident en faveur du traité de Paris sans voir le danger mortel que présente pour leur pays la renaissance de la Wehrmacht... Depuis le 6 septembre, les revanchards de Bonn se montrent de plus en plus arrogants. Ils tiennent

déjà à la France le langage de l'utimatum... Il est parfaitement compréhensible que la renaissance du militarisme et de l'esprit de revanche en Allemagne occidentale provoque les inquiétudes les plus vives dans de larges couches de la population française... En renforçant la résistance à la ratification du traité de Paris, en militant pour un règlement pacifique du problème allemand par la création d'une Allemagne unie, démocratique et pacifique, l'opinion française apporte sa contribution à la lutte pour la paix européenne.

L'hebdomadaire anglais indépendant, l'*Economist* (19 septembre), pose le problème, imposé par l'événement, dans des termes sobres et réalistes :

On peut traiter la puissance allemande en Europe de trois manières. Ou bien, vous pouvez avoir une Allemagne désarmée et dépendante, accablée d'un cuisant grief politique concernant sa frontière orientale, auquel les Russes peuvent à tout moment remédier à leur gré. Ou bien, vous pouvez avoir une Allemagne armée et dépendante, dont le grief ne peut être levé que par la violence. Ou bien vous pouvez avoir une Allemagne qui, dans le domaine militaire, ne soit pas complètement indépendante et dont les alliés n'entendent pas admettre que ses griefs soient arrangés par l'emploi de la force.

En tirant une traite sur l'avenir, le *San Francisco Chronicle* (républicain indépendant, 11 septembre), réduit le problème au dilemme : « En effet, la véritable question n'est pas de savoir si les Allemands réarmeront, ils le feront de toute façon, mais de savoir si les Allemands réarmés seront des loups solitaires ou des associés du monde libre. »

La carence de la France

Plus encore que des périls allemands, on s'inquiète, surtout en Europe occidentale, de l'absence française.

En Belgique, Victor Larock demande dans *Le Peuple* (socialiste, 15 septembre), au parlement français de prendre enfin position à l'égard de la *Communauté européenne de Défense* :

La France avait pris l'initiative du traité. Il ne ressemble guère à ce qu'elle avait conçu. Mais elle est encore à peu près entièrement libre de se prononcer. Le temps joue contre elle. Qu'elle prenne sans trop tarder ses responsabilités de grande puissance continentale : c'est en Belgique particulièrement, le souhait que forment tous ceux qui s'inquiètent devant la perspective d'une organisation européenne qui serait dominée par l'Allemagne et où la France entrerait contrainte et résignée.

En Suisse, Pierre Béguin s'alarme, dans la *Gazette de Lausanne* (libéral, 8 octobre), devant une France où

pour ne pas agir, pour ne pas s'engager, on multiplie les prétextes... Certes, on comprend les répugnances d'un pays qui a tant souffert des entreprises de l'impérialisme allemand, qui a de bonnes raisons d'en craindre le réveil. Mais on ne voit pas où peut conduire ce refuge de la France dans l'immobilisme, dans les hésitations, les atermoiements et les ajournements. Ou plutôt, on ne le voit que trop. Il se traduit immanquablement par un recul de l'influence française sur les destinées de l'Europe. Il constitue, au contraire, une prise à l'influence allemande, tant il est vrai que les grands rôles sont finalement dévolus aux nations dynamiques et non à celles qui éludent les problèmes essentiels. On le note ici avec un réel déplaisir et même avec une profonde angoisse. Nous connaissons assez nos voisins pour savoir d'où peuvent venir nos raisons de craindre et de qui l'on peut attendre des raisons d'espérer. L'avenir du continent dépendra en dernière analyse du rôle joué par la nation qui en inspirera l'intégration. Il demeure en danger que cette inspiration ne soit pas française et que l'on voie d'ici quelques mois ou quelques années nos voisins d'outre-Jura se plaindre des menaces pesant sur leur sécurité, alors qu'il est aujourd'hui encore en leur pouvoir de les conjurer par des initiatives audacieuses.

Dans le *New-York Times* (indépendant, 19 septembre), Anne O'Hare McCormick déclare que « l'avenir de l'Europe est entre les mains des Français », mais constate, avec quelque impatience, que

la France n'a pas de politique européenne... Toutes les voies qui s'offrent à la France sont hérissées de difficultés, mais le fait est qu'elle doit choisir — définitivement et rapidement. Les cinq autres nations de la communauté en puissance en acceptent les obligations, les limitations de souveraineté et les risques indubitables. La France ne peut recouvrer la prédominance que tout le monde lui offre sur un plateau d'argent en adoptant une attitude purement négative ou une politique d'ajournements tactiques. Les partisans français les plus farouches d'une armée européenne s'opposent avec intransigeance à l'inclusion de l'Allemagne dans l'O.T.A.N. [2], parce que cela signifierait une armée nationale allemande. Parce qu'ils ont peur d'une armée allemande, ils s'efforcent énergiquement de persuader leurs concitoyens d'accepter l'armée européenne en tant que moindre mal. Mais si les deux plans sont inacceptables, il incombe à la France d'en proposer un autre plutôt que de tuer le projet actuel par une série d'amendements qui lui enlève sa vitalité.

Dans ce noircissement un peu global du tableau français, le *Times* (indépendant, 16 octobre) met quelques nuances circonstanciées en rappelant que « la scène internationale s'est sérieusement transformée depuis l'été lorsqu'il sembla pour un temps que les autres signataires du traité s'apprêtaient à le ratifier et mettaient ainsi la France dans une position humiliante. Il demeure vrai que la ratification sera plus difficile en France qu'ailleurs, mais elle apparaît désormais beaucoup moins sûre en Italie et l'on n'envisage pas à Bruxelles même d'y procéder immédiatement ».

2. Organisation du Traité de l'Atlantique Nord.

Questions ouvertes

Le *Manchester Guardian* (13 octobre) cherche à comprendre ce qui « va de travers dans l'Union européenne » :

Seize mois se sont écoulés depuis la signature du traité sur la Communauté européenne de Défense, mais le traité n'a pas été ratifié par la France, ni l'Italie, et il n'a pas l'air de devoir l'être avant Noël, si toutefois il l'est. Une année s'est écoulée depuis qu'une assemblée spéciale a entrepris la tâche de rédiger une constitution pour la Communauté politique européenne, mais les ministres des Affaires étrangères des six pays directement intéressés ont de nouveau ajourné leurs discussions et leurs décisions sur le projet. Tels sont les faits marquants concernant l'Union européenne que nous sommes enclins à voir de ce côté-ci de la Manche.

Bien entendu, quand nous les considérons de cette façon, nous sommes des insulaires. Nous oublions que notre propre répugnance à participer à la Communauté européenne de Défense a été l'un des facteurs qui ont retardé son acceptation sur le continent. Nous oublions que la Communauté politique européenne a également souffert de l'infirmation des espoirs nourris sur le continent que sir Winston Churchill, en tant que premier ministre, donnerait forme et corps aux espoirs suscités il y a cinq ans par son propre discours de La Haye qui en avait fait le héros du mouvement européen. Nous oublions également que dans l'œuvre constante, mais non spectaculaire, de la Communauté européenne charbon-acier, il existe une véritable preuve de progrès.

Mais, tout de même, avons-nous absolument tort de penser que quelque chose va de travers dans l'Union européenne? N'y a-t-il pas quelque chose de vraiment détraqué lorsque la Communauté européenne de Défense reste en suspens et que le traité la concernant est signé, mais non pas ratifié? Et les prétextes invoqués pour retarder les discussions sur la Communauté politique européenne sont-ils véritablement fon-

dés ou ne sont-ils pas plutôt un signe que les six gouvernements ne veulent pas porter le poids d'une décision ?

Telles sont les questions que soulève la réaction française au discours prononcé par sir Winston Churchill à Margate... Le sentiment qui semble régner généralement en France est qu'on devrait laisser à celle-ci un temps infini pour prendre une décision sur la Communauté européenne de Défense ou la laisser progressivement tomber dans l'oubli — ou, tout au moins, que sir Winston Churchill n'a pas à s'occuper des conséquences que pourrait avoir l'indécision de la France. Est-ce là une attitude vraiment raisonnable ? Seize mois constituent un long délai pour la ratification d'un traité si l'on a véritablement l'intention de le rendre effectif.

Manifestement, les complications pour la France sont nombreuses. Le gouvernement est divisé... Il ne veut pas souligner ses divisions sur la politique européenne quand il a à résoudre des problèmes urgents concernant les réformes financières et économiques, le budget et l'élection d'un nouveau président de la République. Il veut éviter les difficultés. Voilà qui est parfait et compréhensible, mais la situation évolue également en Allemagne. A raison ou à tort, les puissances occidentales ont engagé la République fédérale dans la voie du réarmement, et on ne peut revenir maintenant sur une telle politique sans risquer les conséquences les plus dommageables. Il serait réconfortant que la France puisse se décider à un moment quelconque, d'ici le printemps prochain, sur la façon dont nous allons considérer l'Allemagne fédérale et l'avenir de l'Union européenne.

Le *Washington Post* (indépendant, 11 octobre) dresse l'esquisse d'une puériculture patiente : comment la petite Europe pourrait-elle devenir grande si elle n'avait d'abord la chance d'apprendre à marcher au pas ?

Il est bien entendu nécessaire que le bébé tienne sur ses jambes avant de pouvoir marcher. Un moyen de ruiner les chances d'unité véritables serait d'essayer d'aller trop vite ou de manquer de reconnaître les véritables obstacles qui doivent être surmontés. Une Communauté politique européenne comprenant la France, l'Allemagne, l'Italie et les pays du Bénélux, et ayant au besoin des liens avec d'autres pays

occidentaux, constitue de toute évidence le but raisonnable à atteindre. Mais avant qu'il puisse y avoir une unité politique ou un élargissement de l'union économique restreinte qui existe actuellement, il faut une ratification entière de la Communauté européenne de Défense. A cet égard, la Communauté européenne de Défense est devenue un symbole du mouvement pour une plus grande unité... Le facteur essentiel de la Communauté européenne de Défense est la France. Le ministre des Affaires étrangères Bidault et le gouvernement Laniel sont apparemment sérieux dans leur plaidoyer et ils projettent de soumettre la question de la Communauté européenne de Défense à l'Assemblée nationale en principe ce mois-ci, le vote sur la ratification intervenant en décembre ou janvier. Cependant il serait ridicule de ne pas reconnaître les obstacles qui s'opposent à une ratification par la France. Le plus important est la nécessité de parvenir à un accord satisfaisant avec l'Allemagne sur le statut de la Sarre.

Le *Times* (5 octobre) remet la question sarroise à sa place secondaire :

La Sarre est le baromètre des relations franco-allemandes, et aucune formule, si ingénieuse soit-elle, ne peut dissimuler le fait qu'en l'absence de confiance entre les deux pays dans d'autres domaines, ils ne peuvent s'entendre sur la Sarre... Les Français ont lié le sort de la Communauté européenne de Défense à la Sarre, mais ce n'est pas, et de loin, le seul obstacle qui se dresse sur la route du Dr Adenauer. Le gouvernement de M. Laniel est divisé sur la majorité des questions européennes, et n'est pas sûr de survivre à la session parlementaire qui s'ouvre demain. Il n'existe aucun accord sur le rôle exact de l'autorité politique sur l'Europe... Cependant si la Sarre doit obtenir un nouveau statut en vertu d'un accord, c'est cette autorité qui fournit le meilleur cadre. Quoi qu'il advienne dans la Sarre, il y a également des discordes en ce qui concerne les avantages de la C.E.D. [3]. En réalité, la Sarre est aujourd'hui davantage un symptôme qu'une cause de friction entre la France et l'Allemagne.

3. Communauté européenne de Défense.

Le *Baltimore Sun* (démocrate indépendant, 1er octobre) analyse ses raisons d'espérer la conversion de la France à la Communauté européenne de Défense :

Il y a quelques mois, la plupart des observateurs en France avaient acquis la conviction que l'Assemblée nationale ne ratifierait pas le traité de Communauté européenne de Défense dans un avenir prévisible, si toutefois elle le faisait jamais. Maintenant on apprend que la question de la ratification est débattue en coulisse par ceux qui contrôlent les suffrages de l'Assemblée, et que les défenseurs de la ratification semblent l'emporter. Si ces information sont exactes, la Communauté européenne de Défense devrait devenir une réalité, car la France était le véritable obstacle. Mais comment se fait-il que le désespoir, qui existait il y a si peu de temps, ait disparu si rapidement ? Apparemment, trois facteurs ont joué pour amener ce changement.

Pour commencer, la Grande-Bretagne a promis de participer plus largement aux affaires de la Communauté européenne qu'elle n'avait été prête à le faire antérieurement...

Ensuite, la France voit maintenant la situation changer en Indochine. Le drainage indochinois des ressources et des effectifs français, avec l'affaiblissement de la France, qui en résultait sur le plan intérieur — et cela à un moment où l'Allemagne occidentale se relevait de façon aussi spectaculaire — avait refroidi l'enthousiasme de la France pour la lutte en Indochine et également pour la Communauté européenne de Défense. Mais maintenant, avec la certitude de pouvoir compter sur une importante contribution militaire américaine en Indochine, et avec la perspective de voir les Indochinois être en mesure de se charger avec le temps de leur propre défense, la France se sent plus à l'aise.

En troisième lieu, il y a l'Allemagne. L'Allemagne occidentale est plus forte aujourd'hui que quiconque, plus forte même que les Français, dans leurs craintes légitimes et raisonnables d'une Allemagne forte, ne l'auraient cru possible... Le moyen de continuer à exercer un certain contrôle sur l'Allemagne est naturellement de le faire par le truchement de la Communauté européenne de Défense, avec l'armée commune qu'elle envisage, où l'Allemagne occidentale jouerait ur

rôle et pourrait dire son mot, mais non pas un rôle dominant ni le dernier mot. Cette idée était l'une des raisons impérieuses pour lesquelles les Français avaient lancé la conception d'armée européenne. Puis les Français, à cause de la confusion qui régnait et de tensions intérieures, ont marqué un refroidissement à l'égard de leur propre plan. Mais c'était un plan excellent dans tous ses divers aspects; et c'est une bonne chose d'apprendre que la France s'oriente de nouveau vers son acceptation.

En Suisse, la *Basler National-Zeitung* (radical, 12 oct.) ne partage pas cette interprétation optimiste de l'évolution indochinoise :

On a souvent attiré l'attention sur l'interdépendance étroite qui existe entre l'Indochine et l'Europe, puisque la France ne peut pas être forte à la fois sur les deux continents. Aux adversaires de l'armée européenne on a toujours objecté qu'avec les forces qui seraient rapatriées d'Indochine on n'aurait pas à craindre une prédominance de l'Allemagne dans la Communauté européenne de Défense. Or, ce rapatriement ne se fait pas maintenant. Au contraire, on procède à un renforcement du corps expéditionnaire.

Les dés jetés ?

Cependant, en Belgique, *La Métropole* (catholique, 24 septembre) manifeste de la mauvaise humeur à voir les Français hésiter devant un engagement qu'elle juge inéluctable :

Au point où sont les choses, nous estimons qu'il n'y a plus moyen de reculer. Ce qui nous aide partiellement à émettre cette opinion, c'est l'attitude de plus en plus tranchée adoptée à ce propos par la Grande-Bretagne. Aujourd'hui les Anglais sont désireux d'assurer le plus tôt possible la ratification du traité sur la Communauté européenne et les voilà bel et bien disposés à renforcer leurs liens politiques avec cette dernière. En d'autres termes, ils s'aperçoivent, tout comme les Amé-

ricains d'ailleurs, que le refus de la Communauté européenne de Défense serait pire que l'acceptation... Le problème ne peut plus être ajourné, non seulement en raison de l'axe Bonn-Washington, mais en raison du danger communiste qui demeure tout de même une réalité. Pourquoi les Français continuent-ils à pratiquer une politique de l'autruche ?

La question du pour ou contre ne serait-elle pas aujourd'hui déjà un faux problème, dépassé par les faits qui situent les vraies alternatives au plan du *comment ?* En Belgique encore, Paul Baar l'affirme dans *La Lanterne* (Union nationale, 25 septembre) :

Ne serait-il point temps que la France comprenne que les dés sont jetés ? Que la Communauté européenne est virtuellement réalisée et que la sagesse lui commande de réviser sa position ?... Les États-Unis ont un intérêt primordial à ce que cette Europe se fasse. Ils ont, en plus d'une circonstance, fait pression dans ce sens sur les gouvernements européens et sur l'opinion publique. Cette insistance ne sera vraisemblablement plus nécessaire dans quelques semaines.

Quoi qu'il en soit du pronostic, cet intérêt et cette pression se manifestent dans la presse américaine. Voici comment ils se présentent, au niveau de la chaîne Scripps-Howard, dans les *Washington Daily News* (8 septembre) qui accordent, au lendemain du succès d'Adenauer, au secrétaire d'État Dulles leur pardon de son intervention oratoire discutable dans les élections allemandes :

Les troupes américaines ne peuvent être maintenues indéfiniment en Europe pour protéger des gouvernements qui refusent de prendre des mesures pour se défendre. En outre, nos troupes, et ce n'est pas leur faute, sont en train de lasser l'amabilité de leurs hôtes et ne devraient pas être maintenues en Allemagne un jour de plus qu'il est nécessaire. On pourra les retirer dès que l'Allemagne possédera une armée personnelle, et la politique américaine devrait tendre à ce but.

Si la France refuse de laisser l'Allemagne réarmer dans le

cadre du traité Nord-Atlantique, alors les Allemands de l'Ouest devraient être réarmés dans le cadre d'un traité séparé, comme on est en train de le faire pour l'Espagne. On pourra pardonner à M. Dulles son allusion déplacée aux élections allemandes s'il exploite à fond cette occasion de placer du vrai fer derrière les défenses occidentales au lieu des barricades de papier dont se contente la France.

Le correspondant à Paris du *New-York Times* (25 septembre), Harold Callender, pense que

si les Français ne ratifient pas le traité d'armée européenne, il sera très difficile d'éviter une rupture entre la France et les États-Unis. C'est l'opinion des observateurs compétents.

A la même date son collègue de la *New-York Herald Tribune* (républicain indépendant), Barret McGurn, examine les solutions de rechange au cas où la France ne ratifierait pas le pacte de la Communauté européenne de Défense : *le réarmement unilatéral de l'Allemagne*, qui, à son avis, n'est pas envisagé très sérieusement, en raison d'une opposition aussi bien allemande qu'anglaise; *le retrait des forces américaines* dont l'adoption et la fin de toute aide américaine plongeraient la France dans un chaos économique et financier qui, de l'avis des observateurs compétents, pourrait faire régner le communisme en l'espace de trois mois.

Lorsque, à Margate, au congrès du parti conservateur, Sir Winston Churchill déclare que « si la C.E.D. n'était pas adoptée par les Français, la prudence ne nous laisserait pas d'autre choix que de nous rallier à quelque nouvel arrangement qui associerait la puissance de l'Allemagne aux alliés occidentaux grâce à un remaniement des forces de l'O.T.A.N. », le *Baltimore Sun* (12 octobre) insiste sur la convergence des raisons anglo-saxonnes et françaises d'être prudent, qui requièrent de la France l'engagement européen :

L'avertissement, lancé par sir Winston Churchill à la

France pour lui dire qu'elle doit ratifier le traité de la Communauté européenne de Défense ou envisager la possibilité d'une Allemagne indépendante réarmée, n'est que l'exposé direct d'une réalité évidente. L'importance de cet avertissement vient de sa source. Par tradition, la Grande-Bretagne porte toujours un grand intérêt aux affaires du continent, mais dans l'ensemble elle n'y intervient qu'avec calme lorsqu'elle le fait. Le net avertissement de sir Winston semble à première vue un abandon de cette tradition. Mais en fait, il est moins brutal qu'il le paraît. Si, en particulier, il notifie à la France qu'elle doit jouer tout son rôle dans la défense de l'Europe, il exprime également la conviction de la Grande-Bretagne que les Français ont parfaitement raison de craindre l'Allemagne... Pour le moment, l'Allemagne occidentale regarde vers l'Ouest. Dans l'avenir immédiatement prévisible, ses intérêts et ses sentiments continueront à être associés à ceux de l'Occident. Mais les Français savent trop bien qu'une Allemagne forte, sous d'autres dirigeants uniquement préoccupés de remporter des succès nationalistes, ne serait pas incapable de changer de position. Les Britanniques le savent également. Sir Winston, tout en reconnaissant qu'une défense européenne sans participation de l'Allemagne occidentale — soit dans la Communauté européenne de Défense, soit de façon indépendante en tant que membre de l'O.T.A.N. — serait dangeusement faible, voit en même temps que le seul moyen véritable de continuer à contrôler l'Allemagne est de la faire entrer dans une armée commune. Les Français doivent voir la même chose. Avant longtemps il leur faudra reconnaître qu'ils la voient.

Le « leadership » européen

Mais quelles sont dans *l'Europe qui se fait* les chances européennes de la France ?

Barret McGurn écrit dans l'édition européenne de la *New-York Herald Tribune* (12 septembre), que

si la France devait revenir à sa politique originale, active et audacieuse en matière d'intégration, elle pourrait encore

recouvrer sa direction perdue, mais pour cela, de l'avis de nombreux diplomates à Paris, il ne faudra rien de moins qu'une grande hardiesse... Il n'est nullement certain que la France, avec son gouvernement divisé au sujet de l'armée européenne, harcelé par une quantité de problèmes économiques et politiques qui ont déchiré le pays, sera capable de rentrer en scène avec le programme nouveau et audacieux que ses amis considèrent comme nécessaire à sa reprise de la première place.

Dans le *New-York Times* (12 septembre), Harold Callender semble moins désillusionné quant à l'avenir de la France :

La France peut très bien reprendre la tête en Europe à la suite de l'occasion que lui fournit la victoire électorale du chancelier Adenauer et de l'acceptation par les États-Unis d'assumer une plus grande part des frais de la guerre d'Indochine.

Et dans le même journal (16 septembre), Anne O'Hare McCormick précise :

Aucun autorité officielle à Washington ne met en doute l'importance suprême de la France dans la défense de l'Europe. Du point de vue de l'Amérique, les Français pourraient même maintenant reprendre la tentative audacieuse qu'ils avaient faite en 1950 pour s'assurer la direction du continent. Dans ce cas, les États-Unis seraient les premiers à soutenir leur initiative. Toutes les puissances occidentales, y compris l'Allemagne dans son état d'esprit actuel, veulent que la France conduise la procession. Si les Français s'agitent maintenant parce qu'ils ont manqué leur coup, ils doivent se souvenir que leur position est meilleure qu'elle n'en a l'air, parce que personne possédant l'autorité ne désire favoriser l'Allemagne à leur détriment. Voilà la principale raison pour laquelle les États-Unis assurent la France de son importance primordiale sur la scène mondiale. Elle explique également en partie pourquoi la Grande-Bretagne a changé d'attitude envers la Communauté européenne de Défense.

L'Economist (19 septembre) dresse le bilan de cet optimisme très tempéré :

En fait, la situation est telle qu'un ministre des Affaires étrangères habile et décidé (un Adenauer français), et qui serait loyalement soutenu par l'Assemblée, pourrait obtenir pour la France des garanties de sécurité et de protection contre une domination étrangère — qu'elle soit russe ou allemande — auxquelles, dans l'avant-guerre, nul homme d'État français n'aurait même oser songer. Mais cela ne pourrait être réalisé que par le compromis — par exemple, sur la Sarre; par la patience — par exemple, à l'égard de négociations avec Moscou; par la fermeté — par exemple, en Indochine où l'empressement de l'ennemi à négocier ne sera pas accru par des allusions à une évacuation française; par la loyauté — par exemple, à l'endroit des traités de Bonn et de l'Europe. Bref, ni des initiatives intempestives, ni la hargne de gouvernements faibles ne mèneront la France nulle part.

En somme les auscultants étrangers de la position internationale de la France en reviennent toujours à diagnostiquer une maladie interne. Ainsi, en Belgique, le sénateur R. Motz écrit dans *La Dernière Heure* (libéral, 24 septembre) :

Le mal est à l'intérieur du pays. Ce n'est que le jour où la France se sentira plus forte et plus saine au point de vue social qu'elle se débarrassera de ses complexes d'infériorité, et que sa politique extérieure ne sera plus caractérisée par les hésitations, les volte-face et la peur de l'avenir.

Il lui serait pourtant si aisé de reprendre la direction politique de l'Europe occidentale; deux années d'un gouvernement dynamique et efficient y suffiraient. Les richesses de la France métropolitaine, les immenses ressources de son empire colonial, le rayonnement intellectuel et culturel qui reste le sien et qui lui assure tant d'amis dans le monde, sont autant de facteurs d'influence politique et morale, dont l'Allemagne fédérale du chancelier Adenauer ne dispose pas. Il appartient aux Français de vouloir et d'agir pour voir s'évanouir rapidement la plupart des raisons qu'ils ont actuelle-

ment de craindre une hégémonie allemande en Europe occidentale.

Envoi

La *New-York Herald Tribune* (8 octobre) met une sourdine mélancolique au son de la trompette, en constatant lors de la rentrée parlementaire que « l'ordre du jour que l'Assemblée aura à examiner au cours de cette session ressemble de façon remarquable à ceux qu'elle a débattus dans le passé. Les problèmes de la France ne varient pas parce qu'en fait on n'en a jamais résolu que très peu ».

Il est vrai que quelques jours plus tôt (3 octobre) le même organe avait accordé son hospitalité à un article du *Louisville Courrier-Journal* (démocrate indépendant) qui admet que « l'esprit français peut conduire à la sagesse » :

... Les Français sont plus habiles en paroles qu'en actes. En général, ils montrent plus d'enthousiasme pour diagnostiquer leurs maux que pour avaler les pilules amères nécessaires pour y remédier. Ils ont une tendance nationale à penser logiquement et à agir sentimentalement. Cependant la démocratie possède une véritable chance en France tant que les Français sont libres de parler. Dans les pays totalitaires, toutes les critiques contre l'État sont interdites. Seule la révolution peut changer le cours de la destinée nationale. Dans un pays libre, l'évolution, et non pas la révolution, peut y suffire. Que les Français continuent donc à parler. Leur révélation intelligente, franche et honnête des difficultés de leur pays obligera un jour à procéder aux réformes qui doivent venir pour que la nation survive.

La France a donc la parole. Mais on l'attend aux actes.

Jean Thomas.

D. L., 4e trimestre 1953. — Imprimeur, n° 910.
Imprimerie Aubin, Ligugé (Vienne).
Directeurs gérants : A.-J. Maydieu, R.-C. Chartier. N.M.P.P.

LA « BIBLE DE JÉRUSALEM »

Réimpressions. Paraissent en novembre :

LES ÉPÎTRES
AUX CORINTHIENS

traduites par E. OSTY, P.S.S. (2e édition revue).
Un volume de 120 pages : **330** fr.

LES ÉPÎTRES DE LA
CAPTIVITÉ

(PHILIPPIENS, PHILÉMON, COLOSSIENS,
ÉPHÉSIENS)

traduites par P. BENOÎT, O.P. (2e édition revue).
Un volume de 112 pages : **330** fr.

Sous presse : Réimpression de :

L'APOCALYPSE

LE CANTIQUE
DES CANTIQUES

•

LES ÉDITIONS DU CERF